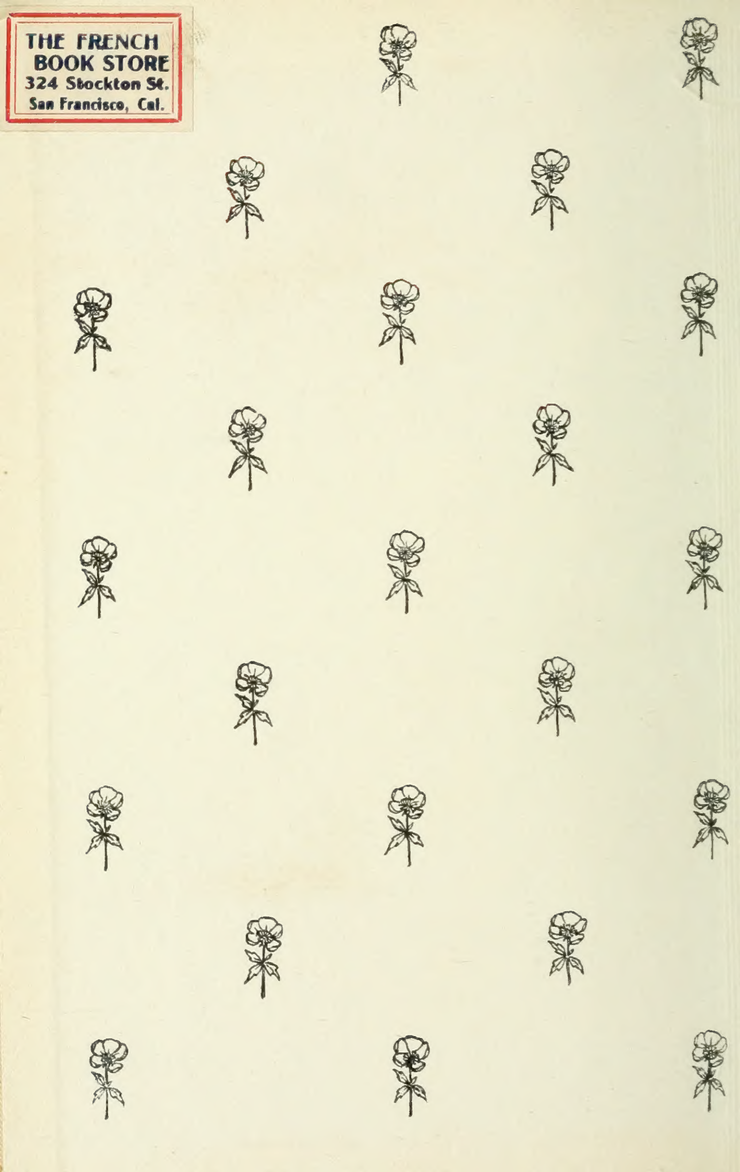
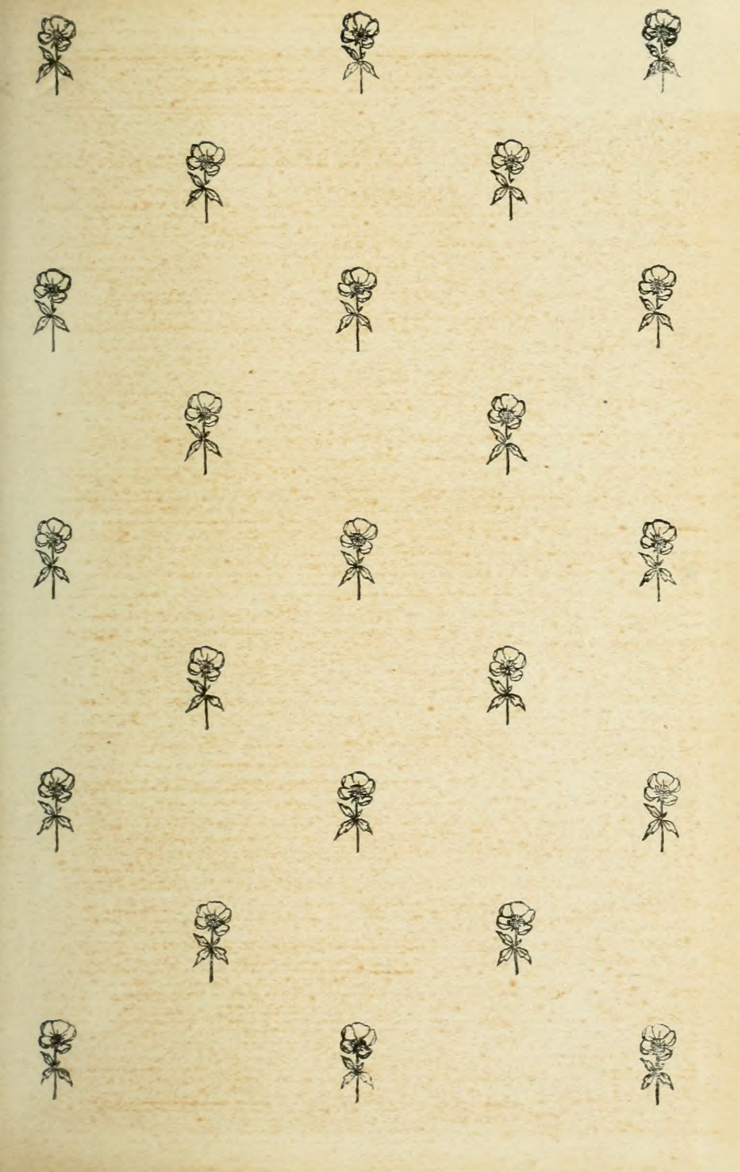

MONTHOLON
Les Souffrances
de Napoléon


THE FRENCH
BOOK STORE
324 Stockton St.
San Francisco, Cal.



LES SOUFFRANCES

DE

NAPOLÉON

MONTHOLON

LES SOUFFRANCES

DE

NAPOLÉON



EDITIONS NILSSON
73, BOULEVARD SAINT MICHEL
PARIS

NOTICE BIOGRAPHIQUE SUR LE GÉNÉRAL MONTHOLON.

Charles-Jean-François-Tristan, marquis et comte de Montholon, général, aide de camp de l'empereur Napoléon, naquit à Paris en 1781.

Le régiment de Penthièvre-dragons et la charge de premier veneur étaient des postes de cour apanage de la famille Montholon. Dès l'âge de quatre ans, le général Montholon se trouva ainsi colonel et premier officier de la couronne à la mort de son père, le marquis de Montholon ; mais la Révolution le dépouilla de cet héritage féodal.

A l'âge de dix ans, il fut embarqué comme élève de marine à bord de la frégate la *Junon.* Il assista, en 1793, à l'expédition de Sardaigne, et, tout jeune qu'il était, il se fit remarquer en escaladant le premier les palissades de l'un des forts de Cagliari, enlevé par un détachement de marins de la *Junon.* C'est à cette époque qu'il fut connu de Napoléon, qui raconta aux officiers du *Northum-*

berland, en allant à Sainte-Hélène, le plaisir qu'il avait eu à lui servir de mentor pendant une relâche en Corse, et à lui enseigner les premiers éléments de l'artillerie ; acquittant ainsi une dette de reconnaissance qui datait du temps où il s'était trouvé à l'école d'artillerie d'Auxonne, sous les ordres du comte de Rostaing, lieutenant général d'artillerie, grand-père de la marquise de Montholon. Cette circonstance explique pourquoi, treize ans après, le retrouvant sur le champ de bataille d'Austerlitz, il le tira des rangs de la ligne pour le faire aide de camp du prince de Neufchâtel, et pourquoi, plus tard, il l'attacha à sa personne.

Sous le règne de Robespierre, il se fit soldat pour sauver sa mère de la guillotine, et fit, dans la Vendée, la campagne de 1794. Un décret de la Convention exceptait de la proscription les anciens nobles pères ou mères des défenseurs de la patrie.

La mort de Robespierre lui permit de reprendre le cours de ses études. Il rentra dans l'armée en 1798. Le général Joubert, qui commandait en chef l'armée d'Italie, ayant épousé une de ses sœurs, le prit pour aide de camp en 1799 ; mais peu de jours après, ce général ayant été tué à

la bataille de Novi, il rentra dans la ligne comme capitaine dans un régiment de chasseurs.

La veuve du général Joubert s'étant remariée avec le général depuis maréchal Macdonald, cette circonstance le fit rentrer dans l'état-major pendant quelques mois; mais ses goûts lui faisaient un besoin du service actif de la cavalerie légère. Dès l'ouverture de la campagne d'Allemagne, en 1800, il rejoignit son régiment et se fit remarquer par sa brillante valeur à la bataille d'Enghen, à Hohenlinden, au passage de l'Inn, où il gagna un sabre d'honneur. A Iéna, il fut grièvement blessé en chargeant des carrés prussiens. Au passage du Bug, en 1807, il se jeta à la nage avec plusieurs chasseurs de son régiment, et s'empara d'une position qui dominait le point de passage; cette action lui valut le grade de colonel. A Heilsberg, il sauva, par une charge heureuse exécutée sous les ordres de ses chefs, la division Savary, et mit en déroute la division de cavalerie russe qui avait rompu l'infanterie française. Le prince Murat, témoin de cette belle conduite, la mit à l'ordre du jour et en rendit compte à l'Empereur. A Eckmühl, il enleva dix-sept pièces de canon en chargeant avec la cavalerie wurtem-

bergeoise, et reçut une blessure. A Essling, il fut encore grièvement blessé, et le bulletin de cette bataille l'a cité dans les termes les plus flatteurs. Le lendemain de Wagram, l'Empereur le créa comte de l'Empire et l'attacha à sa personne. Enfin dans la guerre d'Espagne, il décida de la reprise de Madrid, en profitant de sa connaissance des lieux pour s'emparer par surprise de l'arsenal, que les insurgés croyaient imprenable.

Pendant la paix de 1810, il fut ministre plénipotentiaire en Allemagne, d'où l'Empereur l'emmena en Russie ; mais de Smolensk, il fut renvoyé à ses fonctions diplomatiques pour demander la levée d'un nouveau contingent de cent mille hommes aux princes de la Confédération du Rhin, et pour surveiller la conduite de leurs cabinets.

Vers la fin de cette année, des chagrins domestiques avaient déterminé le général Montholon à se retirer dans ses terres. Il n'en serait point sorti, s'il n'eût considéré comme un devoir d'honneur de demander à combattre au premier rang, au moment où les alliés franchissaient l'Elbe et menaçaient le sol de la France. Il fut appelé à l'armée d'Allemagne comme chef d'état-major d'un corps de cavalerie. Dans la campagne de

France, il commandait sur la haute Saône, quand la trahison du maréchal Augereau coupa les ponts de Lyon et l'abandonna, avec moins de huit mille hommes, en présence de trente mille Autrichiens sous les ordres du feld-maréchal Haardeck. Il soutint avec autant de bonheur que de talent cette lutte inégale depuis le 25 mars jusqu'au 17 avril, date à laquelle il reçut de Paris la notification officielle de l'abdication de l'Empereur et l'ordre de suspendre les hostilités. Il avait fait plus de prisonniers qu'il n'avait de soldats, et huit pièces de canon enlevées aux Autrichiens avaient doublé son artillerie. Le 18 avril, il partit pour rejoindre l'Empereur à Fontainebleau.

L'Empereur sortait de son cabinet, et déjà les commissaires des alliés l'attendaient pour monter en voiture et pour le mener à l'île d'Elbe, lorsqu'on lui annonça le général Montholon ; il rentra aussitôt avec lui.

La conversation fut longue.

Le général Montholon conjura Napoléon de lui permettre de l'enlever dans les montagnes de Tarare, où il retrouverait une partie de ses troupes sous les ordres du colonel Genty, du 8e léger. L'enlèvement opéré, l'Empereur rejoindrait facile-

ment, par la rive droite du Rhône, les vingt-quatre mille hommes que la trahison du maréchal Augereau enchaînait à Valence; il rallierait les armées du prince Eugène, des maréchaux Soult et Suchet; il pourrait recommencer la guerre avec plus de quatre-vingt mille hommes sous ses ordres directs.

L'Empereur médita beaucoup, il hésita longtemps, mais enfin son horreur pour la guerre civile l'emporta.

« Il est trop tard, dit-il au général Montholon; déjà le drapeau blanc a reparu sur nos clochers. Restez en France, et gardez-moi votre fidélité. »

Le général Montholon obéit: il vint à Paris, déposa son commandement dans les mains du ministre de la guerre, et ne servit pas les Bourbons.

Napoléon se retira à l'île d'Elbe d'où il revint quelques mois après. L'Europe se coalisa de nouveau contre nous. On connaît la suite: la campagne de Belgique et Waterloo.

Le jour de son abdication, Napoléon dit à Montholon: « Bertrand hésite à m'accompagner; Drouot me refuse. Vous me suivrez, vous, n'est-ce pas? » Le général Montholon répondit sans hésiter, mais avec une profonde émotion: « Oui, sire. » Ce simple mot fut un contrat sacré.

A l'époque de la communication officielle faite à l'empereur Napoléon du traité du 2 août 1815, qui le déclarait le prisonnier de l'Europe et chargeait l'Angleterre de sa garde, il écrivit une protestation digne de son génie et de sa grande âme, et il voulut qu'elle fût signée par le général Montholon. Cette haute distinction fut le point de départ d'une ère de confiance et d'affection toute paternelle.

Dès l'arrivée de l'Empereur à Sainte-Hélène, sir Hudson Lowe déclara que les officiers qui voulaient rester avec Napoléon devaient prendre et signer l'engagement d'honneur de se soumettre à toutes les restrictions qu'il plairait à l'autorité britannique d'ordonner, et de ne jamais retourner en Europe sans sa permission. Le comte Las Cases, le général Montholon et le général Gourgaud signèrent sans hésiter. Le général Bertrand refusa.

A peine installé à Longwood, l'Empereur s'occupa de ses mémoires, et voulut diviser ce travail entre les généraux ses compagnons d'infortune. Le général Bertrand s'excusa. Il fut alors convenu que les généraux Gourgaud et Montholon travailleraient chacun leur jour. Le comte Las Cases remplissait les fonctions de secrétaire particulier; son fils

n'était encore qu'un enfant que l'Empereur appelait son petit page.

Le départ du comte Las Cases, au mois de novembre 1816; celui du général Gourgaud, au mois de janvier 1818, laissèrent au général Montholon tout le poids du travail, et il n'est pas hors de propos de dire quelle en était la nature.

Chaque jour, dès neuf heures du matin, le général Montholon, la plume à la main, était près de l'Empereur, avec lequel il déjeunait, et restait jusqu'à une heure et demie, heure à laquelle Napoléon recevait le général Bertrand.

Vers les trois heures de l'après-midi, le général Montholon était rappelé; il travaillait et dînait avec l'Empereur, et ne le quittait qu'à neuf heures du soir.

A neuf heures du soir, Napoléon se couchait; et toujours au moment de son réveil, de onze heures à minuit, le général Montholon se rendait auprès de lui pour y rester jusqu'à six heures du matin.

A six heures du matin, l'Empereur se mettait au bain, y dormait une heure ou deux, allait au lit jusqu'à neuf heures, et la vie de labeur recommençait.

Telles ont été les dernières années du général Montholon à Sainte-Hélène.

Napoléon touchait à son heure dernière ; ses ennemis l'avaient enfin tué par les tortures morales les plus cruellement combinées.

La dernière maladie de Napoléon dura quarante-neuf jours. Le général Montholon le veilla jour et nuit comme il aurait fait pour son père. C'est lui qui ferma les yeux du martyr.

L'Empereur mourut le 5 mai 1821. Nous copions ici un passage de son testament :

« Je lègue au comte Montholon deux millions de francs, comme une preuve de ma satisfaction des soins filials qu'il m'a rendus depuis six ans, et pour l'indemniser des pertes que son séjour à Sainte-Hélène lui a occasionnées.

« Je lègue au comte Bertrand cinq cent mille francs.

« Je lègue au comte Las Cases cent mille francs.

« Je lègue à Marchand, mon premier valet de chambre, quatre cent mille francs. Les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami. Je désire qu'il épouse une sœur, ou veuve, ou fille d'un officier de ma vieille garde.

« J'institue les comtes Montholon, Bertrand et Marchand mes exécuteurs testamentaires. »

Le 5 mai 1846, quelques hauts dignitaires de l'armée et du civil se rencontraient sous la voûte des Invalides, pour assister à la réunion de trois poussières illustres : celles de Napoléon, de Duroc et de Bertrand. Dans cette réunion resplendissante de décorations et de broderies, se faisait remarquer, par un simple frac noir et l'absence de toute marque distinctive, un général, porteur aussi d'un nom impérissable, le confident le plus intime des dernières angoisses de l'Empereur, et le dépositaire de ses volontés suprêmes : nous avons nommé Montholon.

Le fidèle compagnon de l'Empereur mourut en 1853.

CHAPITRE PREMIER

L'Elysée-Bourbon.

On a fait dire à l'Empereur : « Je n'ai trouvé de véritable fidélité que dans la vieille noblesse. » Deux fois les événements m'ont ramené près de lui, au moment où il venait d'abdiquer la couronne.

A Fontainebleau, le 19 avril 1814, lorsque j'accourais lui offrir de l'enlever, à son passage dans les montagnes de Tarare, avec les troupes que je commandais sur la haute Loire, et de le conduire au milieu des quatre-vingt mille hommes des armées des maréchaux Augereau, Suchet et Soult, je n'ai trouvé dans ces vastes galeries, naguère trop petites pour contenir la foule des courtisans, que le duc de Bassano et les aides de camp Bussi et Montesquiou.

Toute la cour, tout le service personnel, jusqu'au valet de chambre Constant et au mameluk Roustan, tous avaient fui leur maître malheureux pour

courir vers Paris, dans l'espoir de trouver place dans la domesticité du nouveau maître que la défection du Sénat venait de donner à la France.

A l'Élysée, le 21 juin 1815, je n'ai revu dans les salons de service que les comtes Las Cases et Montalembert, que je n'y avais jamais rencontrés au temps des grandeurs de l'Empire, quoique depuis 1809 ils figurassent sur la liste des chambellans, et le baron de Montaran, écuyer ; les aides de camp Drouot, Flahaut, Labédoyère, Dejean, Corbineau, Bernard, étaient à la Chambre des pairs, ou à la tête des troupes.

A ces deux époques de terribles souvenirs, le peuple, pris en masse, est resté fidèle à l'élu de son choix. Dans toutes les autres classes de la nation, la fidélité n'a été qu'une exception.

Le 21 juin 1815, à six heures du matin, l'Empereur arriva à l'Élysée-Bourbon.

Paris l'inquiétait. C'était à Paris que se trouvaient ses ennemis les plus dangereux, ceux dont la pensée active et les intrigues intéressées pouvaient lui faire le plus de mal ; les autres, Prussiens et Anglais, avaient besoin d'un temps matériel pour franchir la distance. Il fallait huit ou dix jours de marche pour venir de Waterloo à Paris ;

et souvent, en huit jours, l'Empereur avait changé la fortune.

C'était de Paris, qu'en 1813, il avait poussé au secours des débris de l'armée de Russie trois cent mille hommes avec lesquels il avait gagné les batailles de Lutzen, de Bautzen, de Dresde. Paris était le grand centre d'action d'où il pouvait réagir contre l'invasion étrangère, pour peu que Paris le soutînt. Paris, c'était enfin le cœur de la France, et Napoléon voulait juger de l'état de la France, en posant pour ainsi dire la main là où il sentait les battements du cœur.

Ces battements étaient rapides et fiévreux.

Les deux Chambres étaient assemblées. Elles se communiquaient leurs délibérations : hors de l'enceinte grossissaient les attroupements. On entendait le murmure sourd des masses, qui présage les tempêtes politiques. La Chambre des députés craignait tout à la fois d'être dissoute par l'Empereur, ou d'être dispersée par le peuple.

Le général Lafayette fit rendre cette décision : « Sera proclamé traître à la patrie quiconque se rendra coupable d'une tentative ayant pour but de dissoudre la Chambre. »

C'était une première atteinte à l'autorité impériale.

Cette décision rendue, la Chambre, protégée contre Napoléon, voulut se mettre en garde contre le peuple.

Une seconde décision fut prise.

Elle nommait le lieutenant général comte Becker, membre de la Chambre des représentants, commandant de la garde chargée de veiller à la sûreté du corps législatif.

La Chambre, rassurée par ces deux mesures, continua ses délibérations.

Le premier soin de l'Empereur, en arrivant à l'Élysée, avait été d'y appeler les ministres et les grands dignitaires de l'État, afin de connaître avant toute chose l'opinion du peuple et la valeur des défections qu'aurait produites dans les Chambres la nouvelle du désastre de Waterloo.

L'Empereur se présenterait-il en personne à la Chambre des députés, tout couvert encore de la poussière du champ de bataille ? y ferait-il un appel au patriotisme des représentants de la France ? ou se contenterait-il d'y envoyer ses frères et ses ministres exposer, en son nom, les périls de la patrie ?

Les ministres avaient été convoqués pour huit heures. Lorsqu'ils arrivèrent, la voiture de Napo-

léon était tout attelée et prête à le conduire au Palais-Bourbon.

Trois ministres appuyèrent la communication personnelle. C'étaient :

L'archichancelier Cambacérès, ministre de la justice ;

Le général Carnot, ministre de l'intérieur ;

Le duc de Bassano, ministre secrétaire d'Etat.

Mais la majorité du conseil fut d'un avis contraire. Selon elle, l'Empereur ne devait pas s'exposer aux orages d'une séance dans laquelle toutes les passions seraient soulevées contre lui, et auraient pour prétexte l'imminence du péril et l'excès des sacrifices que les circonstances exigeaient. L'Empereur céda.

S'il eût écouté son frère Joseph, Fouché serait sorti du conseil pour aller à Vincennes, sous l'accusation de traître à la patrie ; et peut-être l'Empire, que cet homme trahissait depuis longtemps et qu'il acheva de perdre ce jour-là, était-il sauvé !

Les princes Joseph et Lucien étaient à Paris depuis le mois d'avril. On pouvait espérer qu'ils avaient repris, sur les vétérans de la République, l'influence qui deux fois leur avait valu la présidence des conseils législatifs ; mais cet espoir

ne se réalisa pas, et ce fut inutilement que le prince Joseph dans la Chambre des pairs, et le prince Lucien dans la Chambre des députés, s'efforcèrent de réveiller des sympathies éteintes ou comprimées par la force des événements. Sans doute leurs principes politiques leur avaient conservé de nombreux et fidèles amis dans les rangs des libéraux, et ils eussent combattu avec succès les efforts du parti qui voulait à tout prix la chute de Napoléon, si l'Empereur, au lieu de revenir à Paris, était resté, quoique vaincu, mais menaçant encore, à la tête de l'armée.

La Chambre, qui devant la majesté du génie impérial se serait inclinée peut-être, reprit courage, lui absent, et murmura le mot d'abdication ; puis elle arrêta qu'une commission, formée de députés et de pairs, assisterait les ministres et aviserait avec eux aux moyens de sauver l'Empire.

Les délibérations de ce double conseil se prolongèrent fort avant dans la nuit. La question d'abdication y fut nettement posée, et le lendemain l'Empereur la trouva flagrante à son réveil.

Inexplicable caprice de la fortune ! elle qui trois mois auparavant l'avait en quelque sorte conduit du golfe Juan à Paris, avec la rapidité de *cet*

aigle qui volait de clochers en clochers jusque sur les tours de Notre-Dame, et cela, au milieu des acclamations et des cris de triomphe de tout un grand peuple.

C'est que cette fois il ne se trouva plus en contact direct ni avec l'armée, ni avec les masses. La chaîne électrique était interrompue.

Le 22 juin, de grand matin, le conseil des ministres fut convoqué à l'Élysée. On devait croire qu'ils repousseraient la pensée d'une chance de salut pour la France dans une abdication qui la priverait des ressources du génie de Napoléon; mais tous, à l'exception de Cambacérès, de Carnot et du duc de Bassano, votèrent pour la nécessité de ce grand acte de dévouement, et assurèrent qu'il faciliterait la conclusion de la paix, à laquelle l'Empereur était, disaient-ils, le seul obstacle.

Faire appel au dévouement de Napoléon pour le peuple français, c'était dicter sa décision. Fouché le savait bien. L'Empereur dicta l'acte d'abdication avec cette rapidité de résolution qui était le propre de son organisation exceptionnelle. Une heure après on apprenait, par la communication des commissaires impériaux aux deux Chambres législatives, que Napoléon venait de déposer la couronne

dans les mains des représentants de la nation. Au moment où l'Empereur, cédant aux convictions que lui exprimait la majorité des ministres et des hommes qu'il était accoutumé à regarder comme de vieux amis, leur déclara qu'il renonçait au pouvoir, Carnot s'éleva avec force contre cette détermination ; il poussa jusqu'à la dernière limite du respect son insistance pour supplier l'Empereur d'écouter la voix du peuple, et de ne point livrer, en abdiquant, la France de la Révolution aux vengeances de l'émigration. Il dit avec l'accent d'une profonde conviction que, dans les temps de crise nationale, on ne peut espérer le salut qu'à l'aide d'une dictature forte, et terrible au besoin. Si on m'opposait à cette conduite de Carnot sa conduite comme membre de la commission du gouvernement, je dirais qu'alors, comme en fructidor, l'honnête homme fut dupe des intrigues royalistes.

Voici l'acte d'abdication suprême :

Déclaration au peuple français.

« Français, en commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et le concours de toutes les autorités nationales.

J'étais fondé à espérer le succès, et j'avais bravé toutes les déclarations des puissances contre moi. Les circonstances paraissent changées ; je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations et n'en avoir jamais voulu qu'à ma personne ! Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils, sous le titre de Napoléon II, empereur des Français. Les ministres actuels formeront provisoirement le conseil du gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les Chambres à organiser sans délai la régence par une loi. Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une nation indépendante.

« Donné au palais de l'Élysée, le 22 juin 1815. »

Les deux Chambres acceptèrent l'abdication ; et, comme dernier hommage au dévouement qui l'avait dictée, elles envoyèrent à l'Élysée une députation pour remercier le grand homme, auquel elles allaient cesser de donner le titre d'empereur, du sacrifice qu'il venait de faire à son pays.

Mais ce sacrifice était fait à une condition, c'est que le roi de Rome serait proclamé empereur des Français. Cette proclamation, qui tout natu-

rellement semblait découler de l'acte d'abdication même, souffrit cependant de grandes difficultés, et, l'abdication acceptée, le combat s'engagea sur la question d'hérédité, comme si cette hérédité, qui seule avait pu la déterminer, n'en était pas la conséquence nécessaire.

C'est qu'il y avait quatre partis bien distincts dans cette Chambre : les bonapartistes, — les royalistes, — les orléanistes — et les républicains.

Le parti bonapartiste l'emporta ; et après quelques discours, parmi lesquels on remarqua ceux de MM. de Bérenger, Manuel et Boulay (de la Meurthe), Napoléon II fut proclamé empereur des Français.

Les autres titres de roi d'Italie, de protecteur de la Confédération du Rhin, etc., etc., avaient disparu ; celui qui restait seul était assez beau pour consoler le jeune roi de Rome de la perte des autres, si ce titre lui avait été maintenu.

Mais cette proclamation du roi de Rome comme empereur des Français n'était qu'un leurre, qu'une déception créée par la trahison de Fouché. Le peuple et quelques hommes seulement y crurent. Leur confiance fut un malheur ; car s'ils eussent vu dans leurs pensées Louis XVIII ramené à Paris par

les ambassadeurs de la Chambre des députés, une effroyable réaction eût ensanglanté sans doute le Palais-Bourbon, et l'acte d'abdication eût été déchiré dans la lutte. Les uns crurent, les autres feignirent de croire ; et malgré une défense assez vigoureuse de la part de quelques pairs, le duc d'Otrante, le général comte Grenier, le général comte Carnot, le duc de Vicence et le baron Quinette furent constitués en gouvernement provisoire et investis de la toute-puissance pendant l'interrègne. Comme on le voit, le mot de régence avait déjà été traîtreusement écarté.

L'archichancelier Cambacérès et le duc de Bassano s'étaient refusés à garder leurs portefeuilles, et avaient été remplacés par les conseillers d'État Boulay (de la Meurthe) et Berlier.

Tous les autres ministres continuèrent leurs fonctions jusqu'à la rentrée de Louis XVIII dans Paris.

Cette commission était présidée par le duc d'Otrante et rendait tous ses arrêts au nom du peuple français. En même temps qu'elle se constituait, des commissaires, pris dans le sein des deux Chambres, étaient accrédités près des souverains étrangers pour solliciter la reconnaissance de Napoléon II comme empereur des Français.

L'Empereur avait déclaré que, si son fils était reconnu pour son successeur, sa vie politique était terminée avec le dernier acte de ce grand drame, et qu'il se retirerait simple particulier aux États-Unis. Cette ouverture fut accueillie avec transport. On avait hâte de se débarrasser du géant mal enseveli dans sa défaite et dont chaque mouvement faisait encore trembler l'Europe.

Je laisse à l'histoire vengeresse, dont c'est la mission sainte, le soin de dire les intrigues et les défections de ces jours néfastes pour l'honneur des Chambres françaises. Je ne veux me souvenir que des efforts généreux de Drouot, de Labédoyère et de Regnault de Saint-Jean-d'Angély, pour rappeler aux pairs et aux députés la sainteté du serment. Je me bornerai à dire ce que bien peu de gens savent : c'est que l'Empereur, ému par l'expression du désespoir des masses populaires et par leurs vociférations contre les Chambres, soumit à la discussion d'un conseil privé, auquel assistaient les princes ses frères, la question de savoir si l'hésitation des Chambres à reconnaître Napoléon II, si la trahison ou la démence qui envoyait des ambassadeurs au quartier général des alliés, si enfin la manifestation éclatante des

sentiments du peuple pour sa personne, ne lui faisaient pas un devoir de reprendre le soin de sauver la patrie du joug de l'étranger ou de la contre-révolution, et de se remettre à la tête de l'armée, en dénonçant au peuple la trahison de quelques hommes, et en faisant appel à son concours pour vaincre l'ennemi commun.

Ce fut dans ce conseil que le prince Lucien révéla son ambition.

Après avoir exposé les relations qu'il avait soigneusement entretenues depuis quinze ans avec les républicains, ses récentes communications avec eux, leurs forces, leurs espérances, et sa conviction profonde que la crise nationale serait terrible et toute-puissante si l'Empereur déposait la couronne et consentait à ce que lui, Lucien Bonaparte, se fît donner le pouvoir dictatorial par le peuple des faubourgs, il osa pousser les illusions de cette espérance de sa vie, qui enfin se faisait jour dans ce moment de crise, jusqu'à dire à l'Empereur :

« La France ne croit plus à la magie de l'Empire, elle veut la liberté jusque dans ses abus ; elle aime mieux la charte que les grandeurs de votre règne. — Avec moi elle voudra la République, parce qu'elle y croira. — Je vous donnerai le

commandement en chef des armées ; avec l'aide de votre épée, je sauverai la Révolution. »

L'Empereur avait écouté ces paroles étranges sans qu'un seul signe trahît ses impressions. C'était Lucien qui, cinq ans auparavant, prétendait ne pas ambitionner le pouvoir, qui venait, futur dictateur, offrir à son frère le généralat des troupes de la République ! — L'Empereur se tourna seulement vers Carnot et l'engagea à répondre pour lui.

« J'accepte, dit Carnot, la charge que me donne Votre Majesté d'apprécier à sa juste valeur la singulière proposition que je viens d'entendre ; personne plus que moi n'a le droit de se dire l'organe des vrais républicains : j'ai fait mes preuves, et je déclare que pas un d'eux ne voudrait échanger la dictature de votre génie contre celle du président du conseil des Cinq-Cents ! — Les Chambres agissent sous l'influence d'un désastre sans exemple ; — le canon de Waterloo les aveugle ; — elles trahissent leur mandat sans le savoir. Vous seul pouvez nous sauver du knout des alliés. Confiez-vous au peuple ; — les abus de sa force seront de justes vengeances. — Blücher et Wellington s'arrêteront à sa vue, comme l'armée du duc de Brunswick s'est arrêtée, en 1792, dans les plaines

de Champagne, quand le peuple de Paris s'est levé, et la Révolution sera sauvée. — Si, au contraire, vous abdiquez, Louis XVIII rentrera dans Paris, et la contre-révolution sera faite. »

Peu d'instants après la dissolution de ce conseil, le prince Jérôme entra dans le salon de service, arrivant de l'armée ; il venait de faire, lui, jeune soldat, plus qu'on n'eût osé attendre d'un vieux général : c'est rendre justice au plus jeune des frères de l'Empereur, dont le nom, rayé de la liste des souverains, devait au moins, comme général, être inscrit sur l'Arc de triomphe, que de reconnaître sa haute conduite dans ces jours de malheur, où les plus beaux courages pâlirent, où les têtes les plus puissantes subirent le joug des événements. A Waterloo, il oublia son titre de roi, pour combattre sous les ordres d'un général français, et sa division se couvrit de gloire à l'attaque de la ferme d'Hogoumont. Dans la retraite, il fut peut-être encore plus grand que pendant la bataille : à force d'insistance, d'activité, il arrêta les fuyards, les rallia sous les murs de Laon, les remit aux mains du maréchal Soult ; et c'est épuisé de fatigue, tout sanglant encore des blessures qu'il avait reçues, qu'il venait apprendre à

l'empereur la réorganisation des 1er, 2e et 6e corps, lesquels, réunis aux quarante-deux mille hommes du corps du maréchal Grouchy, porteraient à plus de quatre-vingt mille hommes l'armée avec laquelle il pouvait rentrer en opérations immédiates, pour prendre, sur le duc de Wellington, une sanglante revanche.

Son frère, le roi Louis, lui avait donné l'exemple de ces nobles sentiments ; il avait déposé la couronne de Hollande pour ne pas sacrifier ce qu'il croyait l'intérêt hollandais aux volontés de l'Empereur ; il avait préféré, hors du territoire de l'Empire, la vie de retraite d'un simple citoyen aux honneurs royaux qui l'eussent entouré à Paris ; mais, le jour où les alliés mirent le pied sur la terre de France, il réclama l'honneur d'être citoyen français, et il accourut demander à son frère de combattre au premier rang.

J'étais arrivé à l'Élysée peu d'heures après l'Empereur. La première personne que j'y rencontrai fut le duc de Vicence. L'altération de ses traits me prouvait l'état de son âme, et j'eus besoin de me rappeler l'intimité de nos relations pour oser lui demander ce qui se passait.

« Tout est perdu, me répondit-il. Vous arrivez

aujourd'hui comme à Fontainebleau pour voir l'Empereur déposer la couronne. Un mystère impénétrable protège les ennemis de l'Empereur ; les meneurs des Chambres veulent son abdication ; ils l'auront, et dans huit jours Louis XVIII sera ici.

« Dès le 19, dans la nuit, on a laissé chez mon portier un petit billet au crayon, m'annonçant la destruction de l'armée. — Même avis a été laissé chez Carnot. — La dernière dépêche télégraphique annonçait la victoire. Tous deux nous courûmes au même instant chez le duc d'Otrante. Il nous a assuré, avec son flegme cadavéreux, qu'il ne savait rien. Il savait tout, je n'en puis douter. Les événements marchent avec la rapidité de l'électricité ; plus d'illusions possibles, tout est perdu, je vous le répète, et les Bourbons seront ici dans huit jours. »

Pendant quarante-huit heures, je n'avais quitté ni jour ni nuit le palais de l'Élysée ; l'Empereur l'avait remarqué, à ce point qu'il me dit, au moment où je lui annonçai le prince Jérôme : « Mais je ne vois donc que vous ici ? » Et peut-être est-ce à cette circonstance que je dus qu'il ait pensé à m'emmener à Sainte-Hélène.

Quand le prince Jérôme sortit, l'Empereur se

promenait sous les grands arbres en face de son cabinet, paraissant profondément absorbé dans ses méditations, lorsque, s'arrêtant tout à coup devant la porte-fenêtre du salon de service, il frappa légèrement au carreau et me fit signe de venir.

« Où est Sémonville ? que dit-il de tout ceci ?

— Je l'ignore, sire ; il a quitté Paris depuis trois mois ; il est dans une terre près de Coutances.

— Mais votre mère est à Paris : il lui écrit, que dit-elle ?

— Je ne l'ai pas vue depuis l'arrivée de Votre Majesté. »

Sans plus me rien dire, il fit plusieurs fois la longueur de l'allée, et j'hésitais si je devais me retirer, ralentissant le pas pour le laisser s'éloigner.

Il se retourna vers moi :

« Bertrand hésite à m'accompagner ; Drouot me refuse. Vous me suivrez, vous, n'est-ce pas ?

— Oui, sire, » répondis-je sans hésitation.

Une émotion instantanée produite tant par sa voix que par son regard dominait tout mon être.

Au même instant, nous entendîmes un grand tumulte sous la terrasse de l'Élysée-Bourbon. C'étaient deux régiments de tirailleurs de la garde,

qui, formés d'enrôlés volontaires pris parmi les ouvriers du faubourg Saint-Antoine, venaient défiler en désordre devant le jardin, en tête d'une colonne innombrable d'hommes du peuple, demandant à grands cris que l'Empereur se mît à leur tête pour les mener à l'ennemi, et qu'il leur permît de se faire justice eux-mêmes de traîtres qui parlaient d'envoyer des commissaires au quartier général ennemi, pour vendre la France, comme ils l'avaient vendue en 1814.

Ces régiments faisaient partie de ceux dont je venais de recevoir le commandement. L'Empereur m'ordonna de les faire retourner à leur poste, et, se présentant lui-même aux regards du peuple, il le harangua pour calmer son effervescence.

Alors, un des orateurs populaires lui adressa un discours dans lequel il lui citait le 18 brumaire.

L'Empereur l'interrompit, et élevant la voix : « Vous me rappelez le 18 brumaire, dit-il ; mais vous oubliez que les circonstances ne sont pas les mêmes. Au 18 brumaire, la nation était unanime dans son désir d'un changement. Il ne fallait qu'un faible effort pour arriver à ce qu'elle désirait. Aujourd'hui, il faudrait des flots de sang français, et jamais une seule goutte n'en sera versée

par moi pour défendre une cause toute personnelle. »

Les deux régiments obéirent à l'ordre que j'étais allé leur porter ; mais, en revenant, je ne pus m'empêcher d'exprimer à l'Empereur mon regret qu'il eût arrêté la main du peuple, seule assez forte pour sauver Paris de la souillure de l'ennemi ; et, me laissant entraîner par mes convictions et mon dévouement, j'osai lui faire observer la différence qui, tout au contraire de ce qu'il avait dit, existait entre la situation du 18 brumaire et celle où nous nous trouvions. A la première époque, il fallait, au moyen de l'armée, renverser un gouvernement établi ; aujourd'hui, il ne s'agissait que de sauver le gouvernement légitime et la France en même temps que le peuple ; et il n'y avait qu'à le laisser faire, il ferait justice des traîtres.

Napoléon, qui jusque-là m'avait laissé dire, m'arrêta sur ce point. « Mettre en action, dit-il, la force brutale des masses, c'est sans doute sauver Paris et m'assurer la couronne sans avoir recours aux horreurs de la guerre civile ; mais c'est aussi risquer de verser des flots de sang français. Quelle force serait assez puissante pour dominer tant de passions, tant de haines, tant de vengeances ?

« Non, je ne puis oublier une chose, voyez-vous : c'est que j'ai été ramené de Cannes à Paris au milieu de ces cris de sang : A bas les prêtres ! à bas les nobles ! J'aime mieux les regrets de la France que sa couronne. »

Je me tus ; le respect me défendait d'insister davantage.

Fouché et le comité royaliste, quoique agissant chacun dans un but divergent, s'étaient trouvés réunis momentanément dans leurs efforts pour accréditer la conviction que l'abdication de Napoléon en faveur de son fils serait l'ancre de salut contre la rentrée des alliés dans Paris et le retour de Louis XVIII. Les chefs des deux Chambres, et tout ce qui avait ou pouvait avoir une influence quelconque sur les assemblées législatives ou sur les ateliers, avaient reçu des confidences sur les négociations qui duraient depuis deux mois, à l'insu de l'Empereur, disait-on, entre Fouché et les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg. L'abdication de l'Empereur, assurait-on enfin, sauverait l'Empire et la Révolution française qui se poursuivait en lui, et, le roi de Rome proclamé, les armées alliées s'arrêteraient comme par enchantement.

Toutes ces prétendues négociations du duc d'Otrante n'étaient autre chose que la mission dont M. Werner avait été chargé par le prince de Metternich, et que le duc de Vicence avait dévoilée à l'Empereur dans les premiers jours d'avril. A cette époque, un agent secret de M. de Metternich fut circonvenu à Paris par la police secrète des Tuileries. Il se crut en rapport avec un intermédiaire investi de toute la confiance de Fouché. Il révéla ce qu'il savait, remit la lettre dont il était porteur, et repartit emportant une fausse réponse autographe du duc d'Otrante, laquelle proposait Bâle comme lieu de rendez-vous et de négociations, afin, disait-il, d'être hors des atteintes de la police directe de l'Empereur.

De cette manière, l'Empereur pouvait personnellement donner suite à l'ouverture du premier ministre autrichien si elle était sincère, et en déjouer l'intrigue si, comme il le craignait, M. de Metternich avait un but hostile.

Peut-être ne sait-on pas, et c'est ici le moment de le dire, que, dès l'exil de l'île d'Elbe, l'Autriche était entrée en pourparlers sur l'éventualité d'une révolution en France, et qu'elle avait autorisé le général Koller, qui, par deux fois, se rendit se-

crètement à Porto-Ferrajo, à signer un projet de traité avec le général Bertrand, pour s'assurer contre les rancunes que pouvait avoir créées contre l'Autriche sa conduite en 1814, lorsque, de Fontainebleau, l'Empereur lui fit offrir d'abdiquer en faveur du roi de Rome, et qu'elle refusa. L'Autriche fit, en cette occasion, ce qu'elle a fait constamment : elle joua un double jeu.

Au milieu de ce tumulte de regrets et d'espérances, deux vols inexplicables eurent lieu à l'Élysée. Une caisse de tabatières à portraits enrichis de diamants, et qu'on venait d'apporter de la part du grand chambellan, fut déposée par le général Bertrand sur la cheminée de son salon. Pendant quelques instants qu'il s'approcha d'une fenêtre avec le messager de M. de Montesquiou, une seule personne était entrée ; la caisse avait disparu quand le général Bertrand voulut la reprendre.

Mais ce n'est rien en comparaison de ce qui arriva à l'Empereur lui-même. Un de ses ministres lui avait apporté plusieurs millions de valeurs négociables, actions de canaux et délégations de coupes de bois. L'Empereur, après les avoir comptées, les avait déposées, avec leur bordereau de

remise, sous l'un des coussins de son canapé. A ce ministre succéda un homme que l'Empereur avait l'habitude de recevoir dans son cabinet depuis les campagnes d'Italie, et que les hautes fonctions qu'il a remplies mettent à l'abri de toute accusation. Personne autre n'entra dans le cabinet jusqu'au moment où l'Empereur, voulant renfermer dans un bureau les liasses de valeurs, s'aperçut qu'on y avait touché et qu'elles étaient incomplètes. Quinze cent mille francs manquaient. Qui les avait pris ? Même mystère que pour les diamants.

Dans la soirée du 23, l'Empereur, tout préoccupé de ces vols qui lui enlevaient une portion de ses ressources, se rappela que le comte Perrégaux, l'un de ses chambellans, était associé de la maison Laffitte. Il le fit appeler, et le chargea de demander au chef de cette maison s'il pouvait, dans ses relations de banque, lui faire ouvrir un crédit de 4 à 5 millions contre une remise de pareille somme qu'il lui ferait en or ou en bonnes valeurs. Le comte Perrégaux n'hésita point à accepter cette proposition, et le soir même les fonds furent encaissés par M. Laffitte, qui s'était rendu aussitôt à l'Élysée-Bourbon.

L'entrevue fut curieuse. — L'Empereur ne

croyait trouver en M. Laffitte qu'un homme à argent et un heureux spéculateur ; mais, à l'échange des premières paroles, il reconnut l'homme supérieur ; oubliant le but de la visite, il discuta les hautes questions politiques qui préoccupaient sa pensée, et força M. Laffitte à reconnaître tous les périls auxquels la conduite de la Chambre des députés exposait les intérêts conquis par trente millions de Français sur quelques milliers de privilégiés qu'allaient ramener dans Paris les armées de Blücher et de Wellington. Puis revenant à Blücher, il questionna M. Laffitte sur le degré d'influence qu'il avait exercé dans la détermination du maréchal Marmont au 30 mars 1814. C'était, lui avait-on dit à tort, M. Laffitte qui, en faisant vibrer dans le cœur de Marmont toutes les fibres du patriote de 1789, et lui donnant l'effroi du sac de Paris, lui avait fait oublier tout ce qu'il devait à l'Empereur de reconnaissance depuis le jour où, sous-officier d'artillerie, il avait trouvé un protecteur, un ami, un père dans le capitaine Bonaparte. La préoccupation fut si forte de part et d'autre, que M. Laffitte sortit sans penser à prendre les ordres de l'Empereur et à lui donner reçu sous aucune forme. C'est seulement arrivé

chez lui et se retrouvant avec ses associés, qu'il s'aperçut de sa distraction et se hâta de la réparer.

Le 23 juin, les officiers d'ordonnance : Moline de Saint-Yon, Résigny, Lariboissière, Dumoulin et Planat, demandent avec instance à suivre l'Empereur en Amérique.

Le 24, l'attitude de la population parisienne devint si menaçante pour les meneurs des Chambres, et la foule encombrait à tel point les approches de l'Elysée, en faisant retentir l'air de ses cris d'amour pour l'Empereur et de menaces contre les traîtres, que le gouvernement provisoire mit tout en œuvre pour déterminer l'Empereur à quitter Paris et à se rendre à la Malmaison pour y attendre que les arrangements fussent prêts pour son embarquement et son départ pour les États-Unis. Fouché comprenait qu'il ne pouvait atteindre son but qu'à force de fourberie et de dévouement apparent : et, en effet, il eut l'audace de s'écrier, au moment où le tumulte extérieur retentissait dans le salon de service :

« Entendez-vous le peuple de Paris, messieurs ? il est aujourd'hui ce qu'il était en 1793, c'est-à-dire sublime dans son patriotisme. » Et, jetant un

regard sur le comte de Las Cases et le duc de Vicence :

« Carnot et moi ne lui sommes pas suspects, à ce peuple sublime, nous qui avons signé nos serments envers lui avec le sang de Louis XVI. »

Huit jours après, l'ex-conventionnel rouvrait à Louis XVIII les portes de Paris.

Le 25, à midi et demi, l'Empereur, après avoir officiellement demandé au gouvernement provisoire deux frégates et des passeports pour se rendre en Amérique, quitta l'Élysée-Bourbon. Il partit dans la voiture de ville du grand maréchal, qui l'attendait à la porte du jardin, sur l'avenue Marbeuf, dans le temps que les voitures et l'escorte partaient par la rue du Faubourg-Saint-Honoré, emmenant à la Malmaison les aides de camp Gourgaud et Montholon, le chambellan Las Cases et l'écuyer Mégrigni ; ce dernier était à cheval à la portière de la première voiture, comme si l'Empereur s'y était trouvé. Ce ne fut qu'à la barrière que Sa Majesté quitta la voiture de ville du grand maréchal pour monter dans la sienne propre. A une heure et demie la reine Hortense le reçut à la Malmaison.

Ce fut ainsi que l'empereur Napoléon sortit, presque déguisé, presque fugitif, de sa capitale qu'il ne devait plus revoir, et dans laquelle sa dépouille mortelle devait seule rentrer le 15 décembre 1840 !

CHAPITRE II

La Malmaison.

L'abdication signée, tous les officiers de la maison civile impériale cessèrent leur service, à l'exception de ceux d'entre nous que leur dévouement attachait à la mauvaise fortune de l'Empereur. Une décision détermina ainsi qu'il suit nos fonctions :

Le comte Bertrand, grand maréchal ;

Les généraux Savary, Lallemand, Montholon et Gourgaud, aides de camp ; deux officiers d'ordonnance français, le chef d'escadron Résigny et le chef d'escadron Planat. Ce dernier était attaché au cabinet topographique. Plusieurs Polonais des chevau-légers de la garde impériale obtinrent l'honneur d'accompagner l'Empereur comme officiers d'ordonnance. Je regrette de ne pas retrouver leurs noms.

Le comte de Las Cases, chambellan ;

M. Emmanuel de Las Cases, page ;

M. Mengaud, chirurgien ;

MM. Marchand, premier valet de chambre ; Saint-Denis et Noverraz, valets de chambre ; Cypriani, maître d'hôtel ; Pierron, chef d'office ; les frères Archamband, piqueurs.

Le général Becker, commandant de la garde pour la surveillance de l'Empereur, nommé par la commission du gouvernement.

Dès son arrivée à la Malmaison, le général Becker fut introduit près de l'Empereur, devant qu'il s'inclina, en lui présentant la lettre du ministre qui le chargeait de son commandement.

« Sire, lui dit-il, voici un ordre qui me charge, au nom du gouvernement provisoire, du commandement de la garde qui doit veiller à la sûreté de votre personne. J'espère que Votre Majesté voudra bien croire à la fidélité avec laquelle je remplirai mon mandat.

— Oui, monsieur, répondit l'Empereur ; mais on aurait dû, ce me semble, m'informer officiellement d'un acte que je regarde comme une affaire de forme, et non comme une mesure de surveillance à laquelle il était inutile de m'assujettir.

— Sire, je le répète à Votre Majesté, c'est dans le but unique de protéger vos jours et de veiller

à votre sûreté que j'ai accepté cette mission. S'il restait à Votre Majesté quelque arrière-pensée, je la supplierais de me le dire ; je suis un vieux soldat, qui n'ai su jusqu'à présent qu'obéir à votre voix. Ils peuvent m'écrire ce qu'ils voudront, mais je n'ai accepté le commandement de la garde de l'Empereur que pour veiller à son salut. »

En disant ces paroles, le général ne put maîtriser son émotion ; l'aspect de cette grande infortune lui brisait le cœur, et des larmes involontaires mouillèrent ses yeux.

L'Empereur s'en aperçut, et, avec un sourire triste et affable à la fois :

« Rassurez-vous, général ; je suis bien aise de vous voir près de moi. Si l'on m'avait laissé le choix d'un officier, je vous eusse désigné de préférence ; car depuis longtemps je connais votre loyauté. »

Alors il l'invita à le suivre dans le parc.

« Eh bien ! lui demanda-t-il, que fait-on et que dit-on à Paris ?

— Sire, les partis raisonnent diversement de l'abdication de Votre Majesté et de la proclamation qui constitue son fils héritier de la couronne ; une fraction de la haute société se dispose à rece-

voir une seconde fois les étrangers ; mais les débris de l'armée vous sont restés fidèles, et se rassemblent sous les murs de la capitale. Une grande partie de la bourgeoisie et tout le peuple parisien semblent déterminés à se défendre ; et si une main puissante pouvait rallier tous ces éléments et faire un dernier effort, rien ne serait désespéré peut-être. »

Ainsi, celui-là même qu'on avait envoyé pour traiter l'Empereur en prisonnier lui conseillait de reprendre l'épée de Marengo et d'Austerlitz et de marcher droit à l'ennemi.

A Paris, toute la nuit du 25 au 26 s'était passée en mouvements, en allées et venues, en enquêtes sur les résolutions que prendrait l'Empereur, ou en prévisions sur celles que les événements lui inspireraient. Les meneurs ne pouvaient croire à cette retraite sans lutte, à cette dernière défaite sans combat. Leurs succès leur paraissaient un rêve ; ils s'effrayaient du calme de la Malmaison.

L'Empereur ne témoignait qu'un seul désir, l'arrivée des passeports qu'il attendait pour se mettre en route. Il s'était réservé, en abdiquant, de disposer de deux frégates pour le conduire en Amérique, et il avait été dit que le grand-maréchal réglerait

tout pour assurer le service du voyage et pour composer un établissement aux États-Unis.

Cependant, dès le 22 juin, c'est-à-dire à peine à la tête de la commission du gouvernement, le duc d'Otrante défendait de rien laisser sortir des Tuileries et du garde-meuble de la couronne, sans un ordre signé de lui. C'est seulement dans la nuit du 26 au 27 juin que le gouvernement, cédant enfin aux vives instances du grand-maréchal, lui fit transmettre par le conseiller d'État Berlier l'arrêté de la commission du gouvernement qui mettait à la disposition de l'Empereur deux frégates du port de Rochefort pour le conduire aux États-Unis.

Extrait des minutes de la secrétairerie d'État.

« La commission du gouvernement arrête ce qui suit :

« Article premier. Le ministre de la marine donnera des ordres pour que deux frégates, du port de Rochefort, soient armées pour transporter Napoléon Bonaparte aux États-Unis.

« Art 2. Il lui sera fourni, jusqu'au point du débarquement, s'il le désire, une escorte suffisante

sous les ordres du lieutenant général Becker, qui est chargé de pourvoir à sa sûreté.

« Art. 3. Le directeur général des postes donnera, de son côté, tous les ordres relatifs au service des relais.

« Art. 4. Le ministre de la marine donnera les ordres nécessaires pour assurer le retour immédiat des frégates aussitôt le débarquement.

« Art. 5. Les frégates ne quitteront point la rade de Rochefort avant que les sauf-conduits demandés soient arrivés.

« Art. 6. Les ministres de la marine, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

« Signé : Le duc D'OTRANTE, le comte GRENIER, le comte CARNOT, le baron QUINETTE, CAULAINCOURT, duc de VICENCE.

« Pour expédition conforme :
« Le secrétaire adjoint au ministre secrétaire d'État,
« F. BERLIER. »

Dans la nuit du 27, le duc d'Otrante fit donner *verbalement* au général Bertrand l'avis que les chefs de service étaient autorisés, en vertu d'une

décision du gouvernement, à lui délivrer, contre ses reçus motivés :

Un service d'argenterie de douze couverts ; le service de porcelaine, dit des quartiers généraux ;

Six services de douze couverts en linge damassé ;

Six services en linge d'office ;

Douze paires de draps de premier choix ;

Douze paires de draps de service ;

Six douzaines de serviettes d'appartement ;

Deux voitures de voyage ;

Trois selles et brides de piqueurs ;

Quatre cents volumes à prendre dans la bibliothèque de Rambouillet ;

Diverses cartes géographiques ;

Cent mille francs pour les frais généraux du voyage.

C'était le trousseau d'exil qu'accordait à l'Empereur Napoléon celui que l'empereur Napoléon avait fait duc, et à qui il avait donné 200.000 livres de rentes.

26 juin. Les généraux Piré et Chartrand viennent dans la matinée à la Malmaison, ainsi que Mmes de Vicence, Caffarelli, de Rovigo et Duchâtel ; le duc de Bassano resta longtemps enfermé avec l'Empereur.

Le soir, Mme Walewska et la comtesse Regnault de Saint-Jean-d'Angély arrivèrent également. Mme Regnault insista pour voir l'Empereur ; elle avait, disait-elle, à lui révéler la preuve de la trahison du duc d'Otrante.

Malgré ces visites, l'Empereur exprima avec tristesse son étonnement du peu de monde qu'il voyait à la Malmaison.

Dans la nuit du 26 au 27, le duc Decrès, ministre de la marine, vint travailler avec l'Empereur.

Le 27, le roi Joseph, le duc de Bassano, le ministre Decrès, le général Flahaut, le général Labédoyère, arrivèrent successivement. L'Empereur les interrogea avec anxiété sur ce qui se passait à Paris, et il déguisa mal l'espoir qui dominait sa pensée.

Mme Caffarelli vint aussi passer la plus grande partie de la journée à la Malmaison.

Malgré plusieurs lettres écrites au général Becker et ordonnant le départ indispensable de Napoléon, l'Empereur s'obstinait à rester à la Malmaison. Nous augurions bien de cette espèce de résistance muette aux ordres du gouvernement provisoire ; aussi celui-ci s'en était-il inquiété, et dans la journée

du 27 le général Becker avait-il reçu l'ordre de se rendre à Paris.

La commission lui intima l'ordre de partir le soir même, incognito, avec l'Empereur, et de l'accompagner à Rochefort.

En même temps qu'on lui notifiait cet ordre, le comte Berlier lui remettait un passeport en vertu duquel la commission autorisait le général Becker à se diriger vers cette ville, suivi de *son secrétaire* et de son domestique.

Ce secrétaire devait être l'Empereur !

Nous reproduisons ici cette pièce curieuse :

« La commission du gouvernement ordonne à tous les officiers civils et militaires de laisser passer librement M. le comte Becker, lieutenant général, député à la Chambre des représentants, se rendant à Rochefort, accompagné d'un secrétaire et d'un domestique ; leur enjoint expressément de ne pas souffrir qu'il soit apporté aucun retard, ni mis aucun obstacle à la marche de M. le comte Becker, et de lui prêter au contraire, en cas de besoin, aide et assistance.

« Fait à Paris, le 26 du mois de juin 1815.

« BERLIER. »

L'Empereur, pendant tout le reste de la journée, ne parut pas s'occuper autrement de cet ordre ; il ne fit aucun préparatif de départ. Seulement, le lendemain, 28 juin, il fit appeler le comte Becker, et lui déclara qu'il ne partirait que lorsqu'il aurait obtenu les sauf-conduits qu'il croyait nécessaires à sa sûreté. En conséquence, il l'invita à écrire au ministre de la guerre, et lui dicta presque entièrement la dépêche suivante :

« La Malmaison, 28 juin 1815.

« Monseigneur,

« Après avoir communiqué à l'Empereur l'arrêté du gouvernement relatif à son départ pour Rochefort, Sa Majesté m'a chargé d'annoncer à Votre Altesse qu'elle renonce à ce voyage, attendu que, les communications n'étant pas libres, elle ne trouve pas une garantie suffisante pour la sûreté de sa personne.

« D'ailleurs, en arrivant à cette destination, l'Empereur se considère comme prisonnier, puisque son départ de l'île d'Aix est subordonné à l'arrivée des passeports, qui lui seront sans doute refusés, pour se rendre en Amérique.

« En conséquence de cette interprétation, l'Empereur est déterminé à recevoir son arrêt à la Malmaison ; et en attendant qu'il soit statué sur son sort par le duc de Wellington, auquel le gouvernement peut annoncer cette résignation, Napoléon restera à la Malmaison, persuadé qu'on n'entreprendra rien contre lui qui ne soit digne de la nation et de son gouvernement.

« Signé : Le lieutenant général,
« Comte BECKER. »

Quoi qu'il en soit, la Malmaison avait vu disparaître peu à peu ce reste de courtisans qui avait d'abord survécu au premier départ de l'Élysée-Bourbon. Ces salons, dont la reine Hortense faisait autrefois les honneurs avec une grâce si parfaite, et où elle avait reçu son beau-père avec une affection si respectueuse et une tendresse si touchante, devenaient de plus en plus déserts. Les grands dignitaires de l'État, les maréchaux de l'Empire avaient disparu.

Dans le courant de la journée du 28 juin arriva la lettre suivante, adressée par la commission du gouvernement au général Becker.

« Monsieur le général,

« La commision vous envoie copie des nouvelles instructions qu'elle donne au ministre de la marine.

« Vous devez, en ce qui vous concerne, vous conformer entièrement à cette nouvelle disposition et aux précédentes instructions que vous avez reçues du ministre de la guerre, relativement au départ et à la sûreté de la personne de Napoléon.

Signé : Le duc D'OTRANTE, comte GRENIER, QUINETTE, CAULAINCOURT duc de VICENCE, CARNOT. »

A cet ordre écrit, le ministre joignit des instructions verbales ; ces instructions étaient des plus pressantes. Un plus long séjour aux environs de la capitale, et l'on ne répondait plus, disait-on, de l'Empereur.

Pendant qu'on faisait les dispositions officielles pour le départ de l'Empereur, il se passait une scène qui pouvait avoir les suites les plus importantes.

Le 29 juin au matin, nous fûmes réveillés par les cris de : « Vive l'Empereur ! à bas les Bourbons !

à bas les traîtres ! » C'était la division Brayer revenant de la Vendée, et qui s'était arrêtée devant les grilles du château. Les soldats n'avaient pas voulu faire un pas de plus, et avaient déclaré qu'ils voulaient qu'on leur rendît leur Empereur, et qu'ils iraient eux-mêmes le prendre pour le mettre à leur tête, si leurs chefs ne consentaient pas à être leurs interprètes auprès de lui.

Le général Brayer céda aux désirs de ses soldats, fit faire halte sur la route, et vint demander à voir l'Empereur. J'étais de service ; je croyais l'Empereur couché, et j'allais l'éveiller, lorsque je le vis dans sa bibliothèque, assis devant la fenêtre, les pieds sur l'appui de la croisée et lisant Montaigne.

« Qu'est-ce ? me dit-il en se retournant.

— Sire, c'est le général Brayer qui revient de la Vendée avec sa division.

— Eh bien ! que me veut-il ?

— Il demande à voir Votre Majesté, au nom de ses soldats, qui, en apprenant votre présence à la Malmaison, demandent à grands cris que Votre Majesté consente à se remettre à leur tête. »

Le général Brayer fut admis auprès de l'Empereur.

Un quart d'heure après, sa division continuait son chemin vers Paris aux cris de : « Vive l'Empereur ! » emportant l'espérance de le revoir bientôt sur le champ de bataille.

En effet, l'Empereur annonça au général Becker qu'il avait différé son départ de quelques heures, afin de l'envoyer à Paris pour soumettre de nouvelles propositions au gouvernement. Ces propositions étaient l'offre de reprendre, au nom de Napoléon II, le commandement de l'armée.

Le général, étonné, essaya d'abord de se soustraire à cette mission.

« Sire, dit-il, oserais-je vous faire respectueusement observer que, vu ma position, un pareil message serait mieux rempli par un officier de la maison impériale que par un membre de la Chambre et commissaire du gouvernement, dont les instructions se bornent à accompagner Votre Majesté ?

— Général, j'ai confiance en votre loyauté, je vous charge de cette mission, de préférence, au contraire, à tout autre. Remplissez-la à l'instant, et vous me rendrez un nouveau service.

— Sire, puisque mon dévouement peut encore être utile à Votre Majesté, je n'hésite pas à lui obéir.

Le général Becker prit, sans perdre un instant, la route de Paris. Mais arrivé au pont de Neuilly, il fut forcé d'abandonner sa voiture : des barricades avaient été établies sur le pont, et il fut obligé de se glisser le long des parapets, au péril de sa vie. De l'autre côté, il trouva un cabriolet de place, et s'en empara.

Le général fut aussitôt introduit qu'annoncé. La commission du gouvernement siégeait en permanence ; sa présence excita une surprise que personne n'essaya de dissimuler. On le croyait déjà avec Napoléon sur la route de Rochefort.

Mais l'étonnement redoubla quand le général exposa le but de sa mission :

« Messieurs, l'Empereur m'envoie vous dire que la situation de la France, les vœux des patriotes et les cris des soldats réclament sa présence pour sauver la patrie. Ce n'est plus comme empereur qu'il réclame le commandement, mais comme général, dont le nom et la réputation peuvent exercer une grande influence sur le sort de l'Empire. Après avoir repoussé l'ennemi, il promet de se rendre aux États-Unis pour y accomplir sa destinée. »

Quelques lignes dictées au général Becker par l'Empereur développaient le plan d'opérations qui

assurait toutes les chances de succès pour rejeter en peu de jours, au delà de la frontière, l'armée des alliés, et venger la France des désastres de Waterloo. Quatre-vingt mille hommes se réunissaient sous Paris ; c'étaient trente mille hommes de plus que l'Empereur n'avait eus sous sa main dans la campagne de 1814, et cependant alors il avait lutté trois mois contre les grandes armées de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, et la France savait qu'elle serait sortie victorieuse de cette lutte sans la capitulation de Paris. C'était enfin quarante-cinq mille hommes de plus que n'en avait le général Bonaparte lorsqu'il descendit des Alpes et conquit l'Italie.

Le gouvernement provisoire, au lieu d'accueillir cette proposition, la reçut avec une sorte d'effroi. Le président fit asseoir le général Becker près de lui, et, sans consulter aucun de ses collègues :

« Monsieur, lui dit-il, pourquoi vous êtes-vous chargé d'une pareille mission, lorsque vous deviez presser l'Empereur de hâter son départ dans l'intérêt de sa sûreté personnelle, que nous ne pouvons plus garantir ? L'ennemi marche rapidement sur Paris, et les rapports de nos généraux, arrivés ce matin, nous annoncent une grande défection dans

l'armée. Tenez, ajouta-t-il en jetant une liasse de lettres devant le général Becker, lisez ces dépêches des généraux Grouchy, Vandamme et autres, et vous verrez si un plus long retard n'expose pas Sa Majesté à tomber entre les mains de l'ennemi. »

Le général Becker prit les lettres et les parcourut silencieusement.

« Voyons, général, dit le duc d'Otrante, tandis qu'il se livrait à cette occupation, dites-moi franchement qui était avec l'Empereur lorsqu'il vous a chargé de ce message. »

Le général n'avait aucun motif pour ne point répondre. Il nomma, entre autres personnes, le duc de Bassano.

« A présent, dit Fouché, je vois d'où est parti le conseil. Mais dites à l'Empereur que ses offres ne peuvent être acceptées, et qu'il est de la plus grande urgence qu'il parte pour Rochefort, où il se trouvera plus en sûreté que dans les environs de Paris.

— Je suis prêt à retourner à la Malmaison, monsieur le duc, répondit le général Becker, mais je voudrais au moins être porteur d'un avis du gouvernement sur le résultat de ma mission ; car si

j'arrive près de l'Empereur avec une simple réponse verbale, Sa Majesté pourra douter du zèle et de l'empressement que j'aurai mis à exécuter mon mandat.

— Soit ! » répondit le duc d'Otrante ; et il traça précipitamment le billet suivant, adressé au duc de Bassano :

« Le gouvernement provisoire ne pouvant accepter les propositions que le général Becker vient de lui faire de la part de Sa Majesté, pour des considérations que vous saurez apprécier vous-même, je vous prie, monsieur le duc, d'user de l'influence que vous avez constamment exercée sur son esprit pour lui conseiller de partir sans délai, attendu que les Prussiens marchent sur Versailles, etc.

« Signé : Le duc D'OTRANTE. »

Pendant que le duc d'Otrante écrivait, ses collègues n'avaient pas une seule fois rompu le silence. Sombre et taciturne, Carnot se promenait dans les angles de la salle. Le duc de Vicence, le baron Quinette et le comte Grenier étaient assis silencieux autour de la table. Le général Becker les interrogea d'un dernier regard. Il lut sur leurs

visages la résolution prise. Il prit la lettre des mains du duc et partit le cœur navré de douleur. Il laissa boire la honte à ceux qui la versaient ainsi, et monta dans une voiture de la cour mise à ses ordres par le duc de Vicence; elle le ramena au pont de Neuilly, qu'il traversa comme la première fois.

Une demi-heure après, il rentrait dans la cour de la Malmaison.

Là s'opérait un grand mouvement de trains d'équipages et d'officiers à cheval. Le général Becker s'informa des causes de tout ce bruit. M. de Montaran, l'écuyer de service, lui dit que l'Empereur allait monter à cheval pour se rendre à l'armée.

Pendant le temps que le général Becker était à Paris, M. de Lavalette vint à la Malmaison. Il dit à l'Empereur l'état de la capitale, la position des armées, les intrigues des partis, le désespoir du peuple. Un rayon d'espérance brillait aux yeux de l'Empereur, lorsqu'à cinq heures moins un quart le général Becker rapporta la réponse du gouvernement provisoire.

« Eh bien? lui demanda vivement l'Empereur.

— Sire, en abordant Votre Majesté avec l'air

affligé qu'elle peut lire sur mon visage, je crois lui faire assez pressentir que je n'ai point réussi dans ma mission. Voici un billet pour M. le duc de Bassano, de la part de M. le duc d'Otrante, président de la commission du gouvernement. Il expliquera à Votre Majesté les considérations qui s'opposent à l'exécution de son projet. J'ai demandé ce titre afin de lui prouver que j'ai fait tous mes efforts pour faire agréer au gouvernement provisoire les dernières offres de ses services. Ne voyant plus ici M. le duc de Bassano, je remets ce billet entre vos mains, en vous assurant qu'on est très pressé aux Tuileries d'apprendre votre départ pour Rochefort, car il paraît que l'ennemi marche à grands pas sur Saint-Germain et Versailles, et que le moindre délai pourrait compromettre votre personne. »

L'Empereur écouta dans un morne silence ; puis, avec sa sobriété ordinaire de réflexions dans les choses qui lui étaient personnelles, il ajouta :

« Ces gens-là ne connaissent pas l'état des esprits en refusant ma proposition. On s'en repentira. »

Puis, sans qu'une seule fibre de son visage trahît son émotion :

« Donnez les ordres nécessaires à mon départ, et lorsqu'ils seront exécutés, vous viendrez me prévenir.

Un quart d'heure après, et comme cinq heures sonnaient, l'Empereur quittait la Malmaison. Son front portait l'empreinte sublime du calme et de la sérénité ; cependant son œil fut humide quand il reçut le baiser d'adieu de la reine Hortense.

Il avait quitté son uniforme de chasseurs de la garde, il portait un habit marron et un large chapeau rond. Une calèche attelée de quatre chevaux de poste, précédée d'un courrier, l'attendait à la petite porte du parc, sur la route de traverse qui conduit à Rambouillet. Le général Becker, le grand maréchal, le duc de Rovigo seuls l'accompagnaient. Le général Gourgaud monta dans le coupé de l'Empereur, qui, suivi d'une voiture de valets de chambre, prit la grande route de Rambouillet, où il rejoignit l'Empereur.

J'avais reçu l'ordre du grand maréchal de partir au même instant avec les voitures aux armes de l'Empereur, et de les conduire à Rochefort par la route d'Angoulême, en laissant aux populations que je traverserais toutes les illusions que

pourrait leur inspirer la vue des armoiries et des livrées de l'Empereur.

Pendant le séjour de l'Empereur à la Malmaison, le duc de Bassano lui apporta les lettres des souverains, et le livre des copies de sa correspondance autographe, ainsi que le portefeuille dans lequel il avait l'habitude de renfermer les papiers dont il se réservait la connaissance.

La reine Hortense fut admirable de dévouement : elle offrit à l'Empereur ses diamants et tout ce qu'elle avait en valeurs disponibles ; et lorsqu'il refusait ses offres, elle employait la ruse pour le forcer d'accepter. Jamais on ne vit abnégation plus complète de toute prévoyance d'intérêt personnel. Son âme aimante ne comprenait pas qu'il y eût d'autre intérêt pour elle que de donner à son père malheureux un témoignage d'amour filial.

CHAPITRE III

Rochefort.

Les instructions du gouvernement provisoire prescrivaient au général Becker de ne point permettre que l'Empereur s'arrêtât dans les villes. Mais, arrivé à Rambouillet, l'Empereur manifesta le désir de s'y arrêter quelques instants.

Le général Becker ordonna aussitôt aux postillons de conduire la voiture au château et non à la poste.

Le souper fut triste. Le grand maréchal avait recommandé à tout le monde de garder le silence, et l'Empereur ne le rompit pas.

Un quart d'heure après s'être mis à table, l'Empereur se retira dans sa chambre avec le grand maréchal. Comme il n'avait point dit qu'il passerait la nuit à Rambouillet, on attendait les ordres de départ, lorsqu'après une heure d'attente on vit sortir le grand maréchal, qui venait annoncer que

l'Empereur, se sentant très souffrant, s'était mis au lit.

Le lendemain, 30 juin, à onze heures du matin, on se remit en route. A la pointe du jour, on arrivait à Tours, sans qu'aucun événement fût venu troubler la profonde tristesse de la route.

A Tours, l'Empereur ne fit que s'arrêter un instant, pendant lequel il causa avec M. de Miremont, son ancien chambellan, alors préfet d'Indre-et-Loire, qu'il avait envoyé chercher par le duc de Rovigo. Puis il continua sa route vers Poitiers, où il prit quelque repos à l'hôtel de la Poste, situé en dehors de la ville.

Pendant cette halte, le général Becker écrivit au préfet maritime de Rochefort, pour le prévenir de l'arrivée de l'Empereur et l'inviter à venir au-devant de lui

Ce préfet expédia sur l'heure le directeur des mouvements du port, M. Renaudin, qui joignit l'Empereur à Niort.

On se remit en route et l'on atteignit le bourg de Saint-Maixent, où un événement inattendu faillit compromettre la sûreté de l'Empereur.

En voyant une voiture à quatre chevaux s'arrêter à la poste, la population, émue par les nouvelles

différentes que l'on recevait de Paris, et par les passions, plus ardentes à mesure que l'on se rapprochait de la Vendée, se précipita au-devant de la voiture, et se pressa autour des voyageurs. Le passeport, fait dans une autre forme que la forme ordinaire, ne fit qu'augmenter la curiosité, qui commença bientôt à prendre le caractère de la défiance. Un officier de la garde nationale emporta le passeport du général à l'hôtel de ville, afin de le soumettre aux officiers municipaux, en permanence à la commune.

Pendant ce temps, la foule grossissait toujours et commençait à prendre un aspect menaçant. Heureusement, au milieu de cette foule, le général Becker reconnut un officier de gendarmerie qui avait servi sous ses ordres ; il lui fit signe d'approcher, se fit reconnaître, et le pria d'aller reprendre son passeport à l'hôtel de ville. L'officier revint un instant après, porteur, non seulement du passeport, mais d'un laissez-passer de la municipalité ; puis, marchant devant la voiture, il fit écarter la foule, et les chevaux partirent au galop dans la direction de Niort.

Le 1er juillet, l'Empereur, passant à Château-Renaud, fut reconnu par l'aubergiste chez lequel

il s'arrêta pour dîner. J'ai oublié le nom de ce brave homme, dont l'émotion fut touchante.

En traversant Vendôme, des cris de *Vive le roi!* se firent entendre ; mais, en revanche, la population de Châteaudun se fit remarquer par son amour de l'Empereur.

Sa Majesté dîna à Poitiers et arriva à Niort à huit heures du soir. L'Empereur, extrêmement fatigué, exprima le désir de se reposer. Les postillons, au lieu d'aller à la poste, eurent l'ordre de conduire la calèche dans une maison de modeste apparence, celle de la Boule d'Or. On devait repartir de grand matin. Il était tard, ce n'était pas la peine de remiser la voiture: elle resta devant la porte. Le souper improvisé fut mauvais. L'Empereur mangea peu et se retira dans la chambre qu'on lui avait préparée, sans que, dans la maison, personne se doutât qui c'était. Dans la nuit, le courrier expédié à Rochefort rapporta la nouvelle que le directeur des mouvements de ce port le suivait pour répondre personnellement et de vive voix aux questions du général Becker. Le général Gourgaud arriva à trois heures du matin. Diverses causes l'avaient retardé de quelques heures: ses voitures avaient été arrêtées pour des vérifications

de passeport, et même aux portes de Niort, par le général Saulnier et le colonel Bourgeois, de la gendarmerie, qui, après l'avoir reconnu, le conduisirent à la Boule d'Or. L'Empereur, que le bruit des voitures réveilla, fit appeler immédiatement le général Gourgaud ; et, dans sa préoccupation, oubliant qu'il ne pouvait rien lui apprendre de Paris, le questionna comme s'il en arrivait. La chaleur était extrême. Quatre heures venaient de sonner. Il ouvrit sa fenêtre, et, voyant un balcon, s'y promena pour mieux respirer l'air pur du matin. A peine y était-il que le lieutenant-colonel Voisin, du 2e de hussards, se rendant au champ de manœuvres de son régiment, et remarquant qu'une personne en robe de chambre de basin blanc se promenait à une heure aussi indue sur le balcon de l'auberge, s'arrêta et reconnut l'Empereur.

Son premier mouvement fut de courir au quartier de son régiment et de faire sonner à cheval ; mais la réflexion le conduisit chez le préfet, lequel venait d'apprendre la présence de l'Empereur à Niort, et s'empressait d'aller lui offrir l'hôtel de la préfecture.

Bientôt la nouvelle de sa présence se répandit dans la ville. L'enthousiasme fut tel, qu'il domina

toutes les autres considérations : peuple et soldats montraient une exaltation fanatique ; une halte de quelques instants se changea en un séjour de quarante-huit heures, et n'eut de terme que quand l'Empereur donna l'ordre du départ.

Le 3 juillet, à quatre heures du matin, l'Empereur descendait le perron de la préfecture, remerciant le peuple de sa généreuse réception. Au moment où il montait en voiture, les cris de : *Vive l'Empereur*, *restez avec nous*, *sire*, éclataient de tous côtés ; mais, à un signe de l'Empereur, la voiture partit au galop.

Cependant l'Empereur avait été salué, partout où il avait été reconnu, par les acclamations du peuple ; ces acclamations faisaient éclore sur son visage un dernier rayon de joie et d'orgueil ; puis, une fois sorti des villes et des villages, montrant au général Becker et à ses autres compagnons de route ces marais naguère infects qui, à cette heure, étaient couverts de meules de foin, il leur disait :

— Vous voyez, général, que les populations me savent gré du bien-être que j'ai créé dans leur pays, et que partout où je passe je reçois les bénédictions d'un peuple reconnaissant.

A huit heures, l'Empereur entra dans Rochefort ;

il descendit à l'hôtel de la préfecture maritime, où il fut reçu en souverain par le baron Bonafoux, préfet maritime.

C'était pendant ce même jour, 3 juillet, que Paris ouvrait pour la seconde fois ses portes à l'ennemi.

Pendant presque tout le trajet, l'Empereur avait été triste, sans que jamais cependant sa figure eût cessé d'être calme.

Les quelques mots qui lui échappaient trahissaient la préoccupation de sa pensée planant sur l'avenir, et laissaient entrevoir au fond de son cœur une sourde espérance d'être encore rappelé par ceux-là qui avaient au contraire une hâte si visible de se débarrasser de lui. Mais pendant toute cette route, de sa femme, de son fils, pas un mot ; seulement, comme il puisait de temps en temps du tabac dans la boîte du général Becker, et qu'elle était ornée d'un portrait de Marie-Louise, une fois l'Empereur lui prit cette tabatière des mains, la regarda un instant, et la lui rendit sans proférer une parole.

Le général Becker avait profité de la halte à Niort pour écrire au gouvernement le rapport suivant :

Niort, le 2 juillet 1815.

« Pour accélérer la remise de mon rapport au gouvernement provisoire, j'ai l'honneur de l'informer directement, par un courrier extraordinaire, que l'Empereur est arrivé à Niort, bien fatigué et très inquiet sur le sort de la France.

« Sans être reconnu, l'Empereur a été très sensible à la curieuse inquiétude avec laquelle on demandait de ses nouvelles sur son passage ; des démonstrations d'intérêt lui ont fait dire plusieurs fois : « Le gouvernement connaît mal l'esprit de la France ; il s'est trop pressé de m'éloigner de Paris, et s'il avait accepté ma proposition, les affaires auraient changé de face ; je pouvais encore exercer, au nom de la nation, une grande influence dans les affaires politiques, en appuyant les négociations du gouvernement par une armée à laquelle mon nom aurait servi de point de ralliement.

« Arrivée à Niort, Sa Majesté a été informée par le préfet maritime de Rochefort, que, depuis le 29 juin, l'escadre anglaise, en doublant sa croisière et sa vigilance, rendait la sortie des bâtiments impossible.

« Dans cet état de choses, l'Empereur désire que le ministre de la marine autorise le capitaine

de la frégate qu'il montera à communiquer avec le commandant de l'escadre anglaise, si des circonstances extraordinaires rendent cette démarche indispensable, tant pour la sûreté personnelle de Sa Majesté que pour épargner à la France la douleur et la honte de la voir enlevée de son dernier asile, pour être livrée à la discrétion de ses ennemis.

« Dans cette circonstance difficile, nous attendons avec anxiété des nouvelles de Paris. Nous avons l'espoir que la capitale se défendra, et que l'ennemi vous donnera le temps de voir l'issue des négociations entamées par vos ambassadeurs, et de renforcer l'armée pour couvrir Paris. (Cette phrase et la suivante avaient été dictées par l'Empereur.) Si, dans cette situation, la croisière anglaise empêche les frégates de sortir, vous pouvez disposer de l'Empereur comme général, uniquement occupé d'être utile à la patrie.

« Signé : le lieutenant général

« Comte BECKER. »

L'arrivée de l'Empereur à Rochefort produisit une profonde sensation dans la ville ; toute la population accourut aussitôt et envahit les jardins de la préfecture aux cris de « Vive l'Empereur ! »

Ces cris retentirent avec tant d'acharnement pendant toute la journée, que le soir l'Empereur crut devoir céder à ces marques prolongées d'amour; il parut sur la terrasse accompagné du préfet maritime et de sa suite.

Deux frégates, nous l'avons dit, avaient été mises par le gouvernement provisoire à la disposition de l'Empereur. C'étaient la *Saale* et la *Méduse*. Ces deux frégates, mouillées sous la protection des batteries de l'île d'Aix, étaient sous le commandement du capitaine de vaisseau Philibert, dont le pavillon flottait sur la *Saale*. Le commandant de la *Méduse* s'appelait M. Ponet.

Le 4 juillet, deux lettres partaient de Paris, adressées au comte Becker. La première, du ministre de la guerre, lui conférait le droit de requérir la force armée, s'il était nécessaire, pour contraindre *Napoléon Bonaparte* à quitter la France. La voici :

Paris, le 4 juillet 1815.

« Monsieur le général Becker,

« La commission de gouvernement vous a donné des instructions relativement au départ de France de *Napoléon Bonaparte*.

« Je ne doute point de votre zèle pour assurer le succès de cette mission. Dans l'intention de la faciliter autant qu'il dépend de moi, je prescris aux généraux commandant à La Rochelle et à Rochefort *de vous prêter mainforte*, et de seconder de leurs moyens les mesures que vous jugerez convenable de prendre pour exécuter les ordres du gouvernement.

« Recevez, général, l'assurance de ma considération distinguée.

« Pour le maréchal, ministre de la guerre,

« Le conseiller d'État, secrétaire général,

« Baron MARCHAND. »

Les causes de notre séjour à Rochefort jusqu'au 8 juillet au soir, que nous nous embarquâmes pour nous rendre à bord de la frégate la *Saale*, sont un mystère que rien ne m'a fait connaître ; car je me refuserai toujours à croire que nous soyons restés cinq jours à Rochefort pour attendre des caisses ou des fourgons dirigés par erreur sur La Rochelle, et qui contenaient des objets faisant partie du service du grand maréchal à l'île d'Elbe.

Le 5, le roi Joseph rejoignit de nouveau l'Empereur.

Embarquement des bagages sur les frégates.

La journée du 6 se passa sans rien de remarquable, si ce n'est l'avis d'une augmentation de force dans les croisières anglaises.

Le 7, les journaux de Paris nous annoncèrent l'entrée des alliés dans la capitale. Cette nouvelle décida l'Empereur, et le 8, dès six heures du matin, il envoya le général Gourgaud à bord de la *Saale*, pour consulter le capitaine Philibert sur la possibilité d'appareiller et d'éviter ou de forcer la croisière anglaise, qui n'était encore forte que du *Bellérophon*, vaisseau de 74, du second rang, et de quelques bâtiments légers. Nos deux grosses frégates pouvaient espérer de combattre avec avantage cette faible croisière. Ce fut plus tard l'avis du capitaine Ponet, commandant la *Méduse*, lorsque ce brave marin offrit à l'Empereur de combattre seul le *Bellérophon* pendant que la *Saale* passerait.

Le 8 juillet, à quatre heures du soir, l'Empereur quitte l'hôtel de la préfecture, dans la voiture du préfet, et s'embarque, près de Fouras, dans un des canots du port, pour se rendre à bord de la frégate la *Saale*. Les généraux Bertrand, Becker, Lallemand, Savary, Gourgaud et moi l'accompa-

gnaient. A cinq heures dix minutes, il quitta la terre de France, au milieu des cris de regret de toutes les populations des environs, accourues sur le rivage au bruit de son départ, dans l'espérance de le retenir par les larmes de leur désespoir. La mer était houleuse. Le vent soufflait avec force, l'atmosphère était brumeuse. Les dix rameurs luttaient avec peine contre la vague, et la marée, qui semblait s'associer à la douleur du peuple, nous ramenait sans cesse au rivage. A sept heures cinq minutes, l'Empereur aborda la *Saale;* il y fut reçu avec tous les honneurs souverains, à l'exception des coups de canon qu'il avait fait défense de tirer, afin que la croisière anglaise ne fût point avertie de son embarquement.

Dans la soirée l'Empereur, interpellant le général Becker, lui dit devant nous : « Eh bien ! général, chacun ici m'a donné son avis excepté vous ; cependant, mieux que personne vous êtes en position d'avoir une opinion, et je compte également sur votre honneur et sur votre attachement.

— Sire, je ne suis point en position de donner des avis à Votre Majesté ; voici pourquoi je m'abstiens. Dans une circonstance si importante, et dans laquelle il y aurait des chances à courir,

j'aurais peut-être à me reprocher un jour l'influence que mon conseil aurait eue sur la résolution prise, si cette résolution, au lieu de vous conduire en Amérique, vous faisait tomber au pouvoir des Anglais. Le seul avis que j'oserais donner à Votre Majesté, c'est de prendre une détermination, et d'exécuter ensuite le plus rapidement possible le projet auquel on aura donné la préférence. Le sort de la France étant malheureusement accompli, il faut que Votre Majesté s'attende à ce qu'on envoie des agents à sa poursuite. Dès lors, la scène change, sire : les pouvoirs que je tiens d'une commission provisoire cessent, et Votre Majesté court de nouveaux dangers dont il serait difficile de prévoir l'issue.

— Mais, général, dit-il, quoi qu'il arrive, vous êtes incapable de me livrer, n'est-ce pas ?

— Votre Majesté sait que je suis prêt à donner ma vie pour elle ; mais, dans cette circonstance, ma vie ne la sauverait pas. Le même peuple qui s'est pressé tous les soirs sous vos fenêtres et vous obligeait à vous montrer, proférerait peut-être des cris d'un autre genre si la scène venait à changer. Alors, sire, je vous le répète, votre liberté déjà menacée serait complètement compromise. Les

commandants des frégates, recevant les ordres des ministres de Louis XVIII, méconnaîtraient les miens et rendraient votre salut impossible. Réfléchissez donc à l'urgence de la situation, je vous en supplie. »

Le 9, vers une heure du matin, le vent passa au nord. Le brick l'*Épervier* vint mouiller près de la *Saale*. A six heures, l'Empereur se fit conduire à l'île d'Aix ; il en visita les fortifications et en passa en revue la garnison, comme il l'eût fait aux plus beaux jours de son règne.

A peine l'Empereur avait-il mis le pied sur le rivage ! que les cris : « A l'armée de la Loire ! » retentirent tout autour de lui. Ainsi, à cette extrémité de la France, sur cette parcelle de terre détachée de la France, ce sont les mêmes cris qu'à l'Élysée et à la Malmaison. A huit heures, il retourna à bord de la *Saale*.

A onze heures, l'Empereur demanda son déjeuner ; sa voix, comme ses traits, témoignaient de l'abattement de sa pensée. Il mangea peu et s'enferma dans sa cabine. La journée se passa en hésitations sur le parti qu'il fallait prendre. Les uns voulaient que l'Empereur s'embarquât sur la corvette la *Bayadère*, qui stationnait dans la Gironde,

et que commandait l'intrépide capitaine Baudin; d'autres conseillaient de traverser la nuit la croisière anglaise, à bord d'une mouche qui se trouvait au mouillage sous nos yeux; d'autres enfin conseillaient de s'établir à l'île d'Aix et d'y attendre la jonction des dix mille hommes du général Clausel, pour, avec ce noyau d'armée, marcher sur Paris. Dans la soirée, l'Empereur se décida à faire sonder le commandant de la croisière anglaise sur la manière dont il pouvait espérer être reçu par l'Angleterre. Le duc de Rovigo et le comte de Las Cases se rendirent dans la nuit à bord du *Bellérophon*. Le comte de Las Cases savait l'anglais, mais il fut convenu qu'il feindrait de ne pas le comprendre afin de surprendre le secret de l'opinion du commandant anglais. Le 10, le duc de Rovigo et Las Cases apportèrent à l'Empereur la réponse du capitaine Maitland. Le *Bellérophon* suivait à pleine voile le canot français. Nous eûmes un moment la crainte qu'il ne vînt nous attaquer, et le cri « Aux armes ! » se fit entendre. Mais non; les Anglais étaient sûrs que l'Empereur était là, ils voulaient se rapprocher de leur proie.

La réponse du capitaine Maitland aux questions du duc de Rovigo avait été que rien, dans ses

nstructions, ne s'écartait des règles ordinaires de 'état de guerre, et que conséquemment il attaque-ait la frégate, ou tout autre bâtiment qui, sous avillon français, tenterait de sortir de la rade. Que, quant au bâtiment sous pavillon neutre, il le erait visiter conformément aux usages du blocus ; nais que, néanmoins, vu la gravité tout exception-elle de la communication qui lui était faite, il llait sur l'heure en référer à son amiral, qui evait être en croisière devant La Rochelle.

Ce fut alors que le capitaine Ponet, comman-ant la *Méduse*, me demanda d'offrir en son nom, t en celui de l'équipage de la *Méduse*, qu'à la aveur de la nuit cette frégate marchât en avant de a *Saale*, surprît le *Bellérophon* à l'ancre, enga eât le combat bord à bord avec lui, s'attachât à es flancs et neutralisât ainsi tous ses mouvements. e combat pouvait durer deux heures, après les-uelles la *Méduse*, frégate de 60 seulement, tandis ue le *Bellérophon* était de 74, ne pouvait man-uer d'être désemparée ; mais, pendant ce temps, rofitant de la brise qui tous les soirs s'élevait e terre, la *Saale* passerait, et ce n'étaient pas ne corvette de 22 canons et un aviso, composant reste de la croisière anglaise, qui arrêteraient la

Saale, frégate de premier rang, portant du 24 en batterie et des caronades de 36 sur le pont.

L'Empereur hésita. L'héroïque dévouement de ces braves gens le touchait ; il ne pouvait se décider à accepter ; mais la déclaration inattendue que le capitaine Philibert, commandant de la *Saale* et de la station, fit au grand maréchal, mit fin à son hésitation. Le capitaine Philibert venait d'apprendre la détermination de l'équipage de la *Méduse;* il déclara que, par égard pour l'Empereur, il ne la regardait pas comme un acte de rébellion, mais qu'il s'opposait à ce qu'il en fût davantage parlé.

Le 11, les journaux nous apprirent l'entrée du roi dans Paris. L'Empereur envoya le général Lallemand au capitaine Baudin de la *Bayadère*, et, dans la nuit, il fit transporter ses effets à l'île d'Aix.

Le 12, à dix heures et demie du matin, il s'y rendit de sa personne et s'y installa dans la maison du commandant, qui, dans ce moment, était absent. Toute sa suite s'établit également à l'île d'Aix. — Au moment où l'Empereur mettait le pied à terre, le *Bellérophon* s'avança à toute voile, aussi près que possible, et fit feu de toutes ses batteries ; mais nous sûmes depuis que c'était en

éjouissance de l'entrée des Anglais dans Paris.

Le 13 juillet, le prince Joseph vint à l'île d'Aix ire un dernier adieu à l'Empereur ; il avait assuré on départ de Bordeaux pour l'Amérique ; et tou-ours l'ami le plus dévoué de son frère, il venait lui ffrir de profiter de leur extrême ressemblance our rester à sa place à l'île d'Aix, en l'assurant ue son départ de Bordeaux et sa traversée jus-u'aux États-Unis n'éprouveraient aucun obstacle, outes ses mesures étant bien prises. L'Empereur e put se résoudre à accepter, il ne voulut jamais onsentir à faire courir à son frère des périls qui taient sa destinée, et il força le prince Joseph à uitter l'île et gagner la Gironde pendant que es communications étaient encore assez libres pour u'il pût le faire sans danger de tomber dans les nains des royalistes qui déjà devenaient mena-ants.

Dans la soirée, tous les préparatifs furent or-lonnés pour un embarquement nocturne et secret bord de deux chaloupes offertes par les aspi-ants de marine.

Vers neuf heures, le général Lallemand, qui vait été expédié auprès du capitaine Baudin, vint ire à l'Empereur la réponse de ce brave officier,

son acceptation, son dévouement et celui de son équipage ; mais aussi la difficulté de forcer des passes bloquées par des forces imposantes.

A quatre heures du matin, le général Lallemand et le comte de Las Cases furent envoyés de nouveau à bord de la croisière anglaise, avec mission apparente de demander communication de la réponse de l'amiral, mais de fait pour s'assurer si le capitaine Maitland leur exprimerait officiellement, sur l'éventualité d'une détermination de l'Empereur de demander l'hospitalité à l'Angleterre, la même opinion que le comte de Las Cases lui avait entendu exprimer aux officiers du *Bellérophon*.

Les réponses du capitaine Maitland furent nettes et positives ; il n'avait pas encore reçu d'instructions, mais il les attendait à toute heure. Il était autorisé à recevoir l'Empereur à son bord, pour le conduire en Angleterre, où, dans sa conviction, Sa Majesté trouverait tous les égards auxquels elle pouvait prétendre.

Il ajouta : « Je désire qu'il soit bien compris que j'ai exprimé mon opinion personnelle sur tous les points, et n'ai en aucune manière parlé au nom du gouvernement, n'ayant à cet égard aucune instruction ni de l'amirauté, ni de mon amiral. »

Dans ce temps, de jeunes officiers de marine, xaltés par tout ce qu'ils voyaient, par tout ce u'ils entendaient des regrets du peuple, vinrent ffrir de former l'équipage d'une péniche et de onduire l'Empereur aux États-Unis. Un jeune lieu-enant de vaisseau, nommé Besson, beau-frère ou endre d'un Danois, propriétaire d'un brick mar-hand en destination pour Copenhague, avait of-ert, de son côté, de mettre ce brick à la dispo-ition de l'Empereur, mais sous la condition que rois personnes seulement, et déguisées en hom-nes du bord, l'accompagneraient ; car il faudrait le première nécessité, tromper la croisière anglaise, t subir sa visite. Le pavillon danois ne pouvait ouvrir de son inviolabilité que des hommes de 'équipage.

L'Empereur envoya le général Gourgaud por-er aux capitaines Philibert et Ponet une paire le pistolets, comme souvenir de son passage sur es bâtiments qu'ils commandaient. Tous deux, je eur dois cette justice, chargèrent le général Gourgaud de supplier l'Empereur de ne pas se ivrer aux Anglais. « Vous ne connaissez pas les ninistres anglais, dirent-ils. Nous les connaissons, nous ; l'intérêt national est la loi suprême de tous

leurs actes. Si l'intérêt anglais veut que l'Empereur reçoive de l'Angleterre une royale hospitalité, il l'aura ; mais si, par malheur, l'intérêt anglais le veut, l'Empereur ne trouvera en Angleterre qu'un échafaud ou la chaîne du prisonnier. »

Dans la nuit, les bagages de l'Empereur furent embarqués sur les péniches. Tout semblait nous annoncer la détermination d'une tentative d'évasion, mais aussi tout nous prouvait l'indécision qui dominait ; car le comte de Las Cases avait reçu l'ordre d'accepter l'offre du lieutenant Besson et de signer avec lui les conditions de la prise de possession du brick danois.

Le 14 juillet, vers deux heures, l'Empereur nous fit tous appeler, nous convoqua en conseil privé, et, ne nous dissimulant aucun des graves dangers de sa position, il nous soumit ces questions :

« Dois-je essayer cette nuit de me rendre à bord de la *Bayadère*, ou de traverser la croisière anglaise, soit avec le sloop du lieutenant Besson, soit avec la chaloupe des aspirants ? Ne dois-je pas plutôt me résoudre à demander l'hospitalité à l'Angleterre et accepter l'offre du capitaine Maitland ? »

Le grand maréchal, le duc de Rovigo, le comte de Las Cases, furent d'avis de se rendre à bord

du *Bellérophon*, en se faisant précéder par un aide de camp, qui porterait en Angleterre une lettre autographe de l'Empereur au prince-régent.

Le général Gourgaud et moi, nous fûmes les seuls d'un avis complètement opposé, et nous nous efforçâmes à prouver qu'il était mille fois préférable de courir les chances qu'offrait la réponse franche et toute dévouée du capitaine Baudin, qui, disait-il, se chargeait de conduire l'Empereur au bout du monde. En effet, si on ne réussissait pas à franchir la croisière et à gagner la terre d'Amérique, aller en Angleterre serait un pis aller auquel on pourrait toujours revenir.

C'était se bercer d'illusions, nous osâmes le répéter à l'Empereur, que de confondre les intentions du ministère anglais avec celles de la nation anglaise ; que la saine et froide raison commandait de repousser ces illusions, et de se rappeler que la politique du cabinet de Saint-James avait été constamment, depuis dix ans, une politique pleine de haine pour la personne de l'Empereur, et que des ministres qui avaient soudoyé les conspirations incessantes du parti royaliste, depuis la machine infernale et la tentative d'assassinat de Georges Cadoudal jusqu'aux trahisons de 1814, ne pou-

vaient pas, sans mentir à leur propre conscience, recevoir l'Empereur en Angleterre autrement que comme un trophée de Waterloo.

Malheureusement, Gourgaud et moi nous étions bien jeunes et nous avions à combattre des influences acquises de longue date, justement méritées et justifiées, il faut le dire, par des années du plus noble dévouement et l'exercice de hautes fonctions. La lutte de notre opinion contre celle du duc de Rovigo et du grand maréchal était chose bien difficile. Nous fûmes battus, nous devions l'être.

En sortant de ce conseil, le comte de Las Cases et le général Gourgaud eurent ordre de se rendre auprès du capitaine Maitland, commandant le vaisseau anglais le *Bellérophon;* le comte de Las Cases, pour lui faire connaître la détermination de l'Empereur, et le général Gourgaud, pour porter à Londres la lettre suivante, que l'Empereur écrivait au prince régent :

Rochefort, 13 juillet,

« Altesse royale, en butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai consommé ma carrière politi-

que, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique ; je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse Royale comme celle du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis.

« NAPOLÉON. »

L'Empereur, en dictant au général Gourgaud le brouillon de sa lettre au prince régent, lui dit ces paroles remarquables : *Ce que j'écris est le conseil de Lavalette*. En effet, diverses confidences de l'Empereur m'ont prouvé depuis que, de prime abord, il avait pris son parti : se remettre à la tête de l'armée, chasser l'ennemi du sol de la patrie, ou se livrer à la foi britannique ; que toute autre manière de sortir sérieusement de sa position n'était pas dans sa pensée, et que s'il céda à des conseils de fuite sur des péniches ou autrement, ce fut par lassitude et dégoût de tout ce qu'il voyait d'ingratitude et de démence dans les hommes auxquels le pouvoir se trouvait momentanément dévolu.

Étant encore à la Malmaison, il avait dit à la reine Hortense : « Me donner à l'Autriche, jamais ;

elle a retenu ma femme et mon fils. — Me donner à la Russie, ce serait me donner à un homme. — Me donner à l'Angleterre, ce sera me donner à un peuple[1]. »

1. En 1814, lord Castlereagh avait fait dire à l'Empereur, par l'intermédiaire du duc de Vicence, et pendant les négociations de Fontainebleau : « Pourquoi Napoléon, au lieu d'aller à l'île d'Elbe, ne vient-il pas en Angleterre ? il serait reçu à Londres avec la plus grande considération, et il y éprouverait un traitement infiniment préférable à son exil sur un mauvais rocher de la Méditerranée. Il ne faudrait cependant pas qu'il fît, de sa retraite en Angleterre, l'objet d'une négociation : cela entraînerait dans trop de lenteurs et ferait naître des difficultés. Mais qu'il se livre à nous sans conditions, qu'il nous donne cet éclatant témoignage de son estime pour un ennemi qui a vaillamment lutté contre lui pendant dix ans : il sera reçu en Angleterre avec le plus profond respect, et il saura que mieux vaut se fier à l'honneur anglais qu'à un traité signé dans des circonstances comme celles d'aujourd'hui. »

CHAPITRE IV

Le Bellérophon.

Le 15 juillet, à la pointe du jour, l'Empereur, dans son costume traditionnel, c'est-à-dire coiffé du petit chapeau, revêtu de l'habit vert de colonel de chasseurs de la garde, et l'épée au côté, quitta l'île d'Aix et s'embarqua dans le canot de l'*Épervier*, qui devait le transporter à bord du *Bellérophon*. Déjà le drapeau blanc flottait sur les forts et sur la rade. — Le brick l'*Épervier* était le seul bâtiment français qui eût conservé les couleurs nationales.

Le général Becker accompagnait l'Empereur, moins pour s'acquitter de la mission dont il était chargé par le gouvernement provisoire, que pour accomplir un dernier acte de respectueux dévouement.

Comme toutes les personnes admises dans l'intimité de l'Empereur, il avait subi l'action magnétique que cette puissante nature exerçait sur

tout ce qui l'entourait. Monté sur le brick l'*Épervier*, il s'approcha respectueusement de l'Empereur, et, s'inclinant :

« Sire, lui dit-il, Votre Majesté désire-t-elle que je la suive jusqu'au *Bellérophon*, conformément aux instructions du gouvernement ?

— Non, non, répondit vivement l'Empereur avec cette sagacité d'esprit qui lui était particulière, non, n'en faites rien, général ; on ne manquerait pas de dire que vous m'avez livré aux Anglais. Comme c'est de mon propre mouvement que je me rends à leur escadre, je ne veux point laisser peser sur la France une pareille accusation. »

Le général Becker voulut répondre, mais la voix lui manqua, il fondit en larmes.

« Embrassez-moi, dit l'Empereur avec cette triste sérénité de visage qui ne l'avait point quitté un seul instant. Je vous remercie de tous les soins que vous avez pris pour moi, et je regrette de ne point vous avoir connu d'une manière aussi particulière ; je vous eusse attaché à ma personne. Adieu ! général, adieu ! »

Les sanglots étouffaient la voix du général, lorsqu'il dit en s'éloignant :

« Adieu, sire ; soyez plus heureux que nous. »

Cependant l'*Épervier* avait levé l'ancre et s'avançait vers le *Bellérophon*. Les chaloupes du vaisseau vinrent au-devant du brick. Napoléon descendit dans le canot du capitaine Maitland, dont le premier lieutenant tenait le gouvernail. Le grand maréchal et le duc de Rovigo l'y suivirent.

Au moment où le canot aborda le *Bellérophon*, l'équipage couvrait les vergues en signe de respect : la garnison se mit en bataille sur le pont, mais les honneurs d'une salve d'artillerie ne furent pas donnés.

Le capitaine et son état-major l'attendaient au premier échelon de l'escalier de parade. Le capitaine Maitland offrit immédiatement de le conduire dans l'appartement qu'on lui avait préparé avec tout le luxe et le confortable possible en mer.

L'Empereur, en posant le pied sur le pont du *Bellérophon*, dit : « Monsieur le capitaine Maitland, je viens à votre bord me mettre sous la protection des lois d'Angleterre. »

Le capitaine ne répondit que par un profond salut, et, quelques secondes après, il présenta ses officiers.

L'Empereur, qui, tout le temps de son séjour à Rochefort et à l'île d'Aix, avait porté un frac

bourgeois, avait, comme nous l'avons dit, repris, le 15 au matin, l'uniforme des chasseurs de sa garde, et nous portions tous également nos uniformes.

Sur les six heures du soir, faisant route vers l'Angleterre, nous rencontrâmes le vaisseau amiral arrivant au-devant de nous, toutes voiles dehors, et qui, faisant signal de jeter l'ancre, vint mouiller à côté du *Bellérophon*. L'amiral venait rendre visite à l'Empereur et lui demander de lui faire l'honneur de visiter le lendemain son vaisseau, qui, à juste titre, s'appelait le *Superbe*. L'Empereur causa longtemps avec l'amiral Hotham et accepta son invitation.

Tout avait été préparé sur le *Superbe* comme pour une fête souveraine, et l'Empereur fut reçu avec les honneurs dus aux têtes couronnées ; l'amiral et tous les officiers de l'escadre rivalisèrent de témoignages de respect, et nous fûmes frappés des soins que tous mirent à nous faire oublier notre position.

Le soir, nous remîmes à la voile pour l'Angleterre.

L'Empereur fut établi dans la grande chambre de la dunette ; la pièce qui précède lui servait de

salle à manger, et à nous de salon de service. A droite et à gauche, deux cabinets avaient été construits à la hâte : l'un pour simuler un cabinet de toilette, et l'autre pour servir de logement au valet de chambre. Chaque nuit, un aide de camp couchait sur un matelas en travers de la porte de l'Empereur ; le service se faisait sur le *Bellérophon* comme il eût été fait à l'Élysée. Le capitaine Maitland se soumit à cette étiquette. Deux factionnaires d'honneur avaient été placés par ses ordres à l'entrée de la première pièce.

Les vents contraires rendirent très pénible la traversée de Rochefort aux côtes d'Angleterre. L'Empereur souffrit du mal de mer, sans cependant en être réellement malade. Nous remarquâmes qu'il ne le fut jamais complètement dans les plus mauvais moments, quoique éprouvant toujours plus ou moins de malaise, excepté pendant les vingt et un jours d'immobilité auxquels le vaisseau fut condamné sous la ligne. Presque tous, au contraire, nous fûmes très malades au début de la traversée, mais complètement amarinés avant même d'être arrivés à Torbay. Le comte Las Cases seul souffrit jusqu'à la fin pendant le gros temps, peut-être à cause de son âge ou de la délicatesse de sa con-

stitution, et cette circonstance faisait vivement regretter à l'Empereur que Las Cases eût pris son ancien uniforme de capitaine de vaisseau. C'est à cette occasion que l'Empereur, ayant remarqué qu'il ne portait que le ruban bleu de l'ordre de la Réunion, prit dans son nécessaire de toilette un ruban de la Légion d'honneur, et le lui donnant lui dit : « Mettez-le à votre boutonnière, si vous me reconnaissez encore le droit de réparer le tort que j'ai eu de ne pas vous l'avoir donné plus tôt. »

Le 23 juillet, nous dîmes adieu à la terre de France. A quatre heures du matin on signala Ouessant, et peu après nous aperçûmes distinctement la côte. Le soir, nous étions en vue d'Angleterre, et le 24, entre huit et neuf heures du matin, on jeta l'ancre dans la rade de Torbay. Le général Gourgaud nous y attendait.

A son arrivée en rade de Plymouth, le capitaine Sartorius, qui, pendant la traversée, avait mis du soin à laisser croire à Gourgaud qu'il lui serait permis d'aller librement à Londres, lui signifia qu'il ne pouvait ni le laisser débarquer ni le laisser communiquer avec la terre, et qu'il avait ordre de transmettre à Londres la lettre dont ce général était porteur. Gourgaud protesta, mais

inutilement ; le capitaine Sartorius se rendit à terre, et, le 23, le *Stany* alla jeter l'ancre dans la rade de Torbay, où il s'établit comme un bâtiment en quarantaine. Des factionnaires veillaient à ce qu'aucune embarcation ne pût en approcher.

Cet état de choses fut pour nous un sinistre présage du sort qu'on nous préparait, et assombrit tellement nos pensées, que nous fûmes insensibles au magnifique aspect des collines au centre desquelles nous nous trouvions, et qu'il ne fallut pas moins que le spectacle des démonstrations dont nous étions l'objet, pour nous rendre l'espérance que le sentiment national nous ouvrirait les portes de l'Angleterre ou forcerait au moins les ministres à nous laisser aller en Amérique.

Ceux de nous qui parlaient anglais cherchèrent la vérité dans leurs conversations avec les officiers du *Bellérophon*, que leur service avait mis en relation avec le *Stany*. Mais la réserve de ces officiers déconcertait tous nos efforts et nous prouvait à chaque instant combien l'uniforme change la nature de l'homme. Le caractère indépendant de l'Anglais ne se reconnaissait plus sous l'épaulette. Nous aurions pu nous croire sur une des galères vénitiennes du conseil des Dix, tant le

mystère était impénétrable et les bouches closes. Le front soucieux du capitaine Maitland fut le seul indice qui trahit les nouvelles qu'il avait apprises en rade de Torbay.

Le lendemain de notre mouillage, le comte de Las Cases reçut de Londres une lettre de lady Clavering, ancienne et fidèle amie de Mme de Las Cases. Elle avait appris, par les journaux, notre embarquement sur le *Bellérophon* et notre prochaine arrivée à Torbay ou à Plymouth. Elle s'était empressée d'écrire, par *duplicata*, les bruits de Londres sur la détermination du ministère.

M. de Las Cases ne nous dit rien ; il renferma dans son âme l'impression terrible qu'il dut ressentir en lisant la presque certitude de notre translation à Sainte-Hélène. Le duc de Rovigo reçut de Londres un rapport d'une haute importance, et qui ne dut laisser à l'Empereur aucun reste d'illusion sur le sort qui l'attendait.

Le conseil privé venait de délibérer sur la question de savoir si l'interprétation des actes du congrès de Vienne ne permettait pas à l'Angleterre de livrer l'Empereur aux vengeances de Louis XVIII, et les dépêches de Paris provoquaient de sanglantes et terribles déterminations. L'énergique opposi-

tion du duc de Sussex avait seule sauvé à l'Angleterre l'infamie de cette action [1].

Dans la nuit du 25 au 26, le *Bellérophon* fit voile pour la rade de Plymouth, où nous mouillâmes dans la matinée.

A peine avions-nous jeté l'ancre, que des chaloupes armées vinrent prendre, comme des sentinelles, leurs factions autour de notre vaisseau ; rien ne put nous approcher sans un laissez-passer de l'amiral.

Il ne fut plus possible dès lors de se faire illusion sur notre sort, et nous dûmes nous trouver heureux de l'espérance que nous donnaient nos nouveaux amis que le château de Dumbarton, au fond de l'Écosse, ou peut-être la tour de Londres, serait la prison de l'Empereur.

Le capitaine Maitland ne revint à son bord qu'à neuf heures du soir ; nous l'attendions avec anxiété, et à peine eut-il mis le pied sur le pont, que nous cherchâmes à lire dans son regard les

1. Le *Times* du 24 au 25 juillet 1815 et le *Journal des Débats* du 30 juillet 1815 constatent la vérité de ce fait, et s'efforcent de justifier d'avance les décisions qui auraient livré l'empereur Napoléon à une cour martiale pour le condamner à mort.

nouvelles qu'il nous apportait. Il était péniblement préoccupé des communications qu'il aurait à nous faire plus tard ; il ne dit pas un mot de ce qui pouvait nous intéresser, il se borna à nous remettre quelques journaux de Londres.

Dans la nuit, la frégate *Eurotas* vint jeter l'ancre à une portée de pistolet et à tribord du *Bellérophon*.

Le 27 au matin, le capitaine Maitland prévint le grand maréchal qu'il venait de recevoir l'ordre de faire transporter à bord d'une frégate tous les officiers qui ne faisaient pas partie du service personnel de l'Empereur, notamment les Polonais, et que probablement l'amiral Keith viendrait dans la journée faire connaître la décision du ministère. Mais l'amiral, après s'être fait annoncer à plusieurs reprises par les signaux, ne vint que quelques minutes et ne dit mot de sa mission ; il attendait lui-même à toute heure les ordres qu'on devait lui envoyer.

De notre côté, tout était en œuvre pour parer le coup qui nous menaçait. Le duc de Rovigo parvint à établir des communications secrètes avec un jurisconsulte anglais, qui lui envoya diverses notes et documents pour diriger la marche légale

qui placerait l'Empereur, disait-il, sous la protection de la loi anglaise, et rendrait impossible le refus de le recevoir en Angleterre.

L'Empereur, d'après ce conseil, dicta immédiatement une protestation et un mémoire au comte de Las Cases. Un matelot, bon nageur, la porta la nuit à Plymouth ; le lendemain elle était à Londres entre les mains d'un célèbre jurisconsulte, et nous espérions !

A Plymouth, bien plus encore qu'à Torbay, la rade était couverte d'embarcations de toute nature. La population de dix lieues à la ronde était accourue pour saluer l'illustre prisonnier. C'était un hourrah continuel d'acclamations et de témoignages d'enthousiasme.

Une yole légère et décorée de fleurs portait une jeune femme ravissante de grâce et de beauté, tenant son jeune enfant dans ses bras comme pour offrir aux regards de l'Empereur ce qu'elle avait de plus précieux ; la brutalité d'une des chaloupes de garde fit sombrer la jolie yole ; ce fut un cri général d'indignation. Un midshipman de notre vaisseau et plusieurs matelots s'élancèrent à la nage : la mère fut tirée de danger presque aussitôt. Son premier cri fut pour appeler son enfant.

Comme j'étais à portée de la voix, je la rassurai en lui disant que son enfant était sauvé.

En effet, le midshipman, au bout d'un instant, fut recueilli par un canot et ramené à bord du *Bellérophon* avec l'enfant.

Cette scène fit sur nous un tel effet, qu'elle parvint à nous distraire de nos tristes préoccupations.

Le 28, l'amiral Keith vint à onze heures quarante-cinq minutes et demanda à voir l'Empereur ; il resta vingt-cinq minutes enfermé avec l'Empereur, mais ne dit rien ; il attendait des instructions, l'arrivée d'un mandataire spécial du gouvernement ; sa visite était de pure politesse.

Le 29, rien de nouveau ne vint officiellement changer notre position ; mais les journaux rapportés à bord par le capitaine Maitland qui, dès cinq heures du matin, s'était fait conduire à terre, confirmèrent nos craintes sur l'exil à Sainte-Hélène !

Le 30, le capitaine Maitland revint de bonne heure nous annoncer la visite probable, dans la journée, de l'amiral Keith et d'un sous-secrétaire d'État, porteur de la détermination du gouvernement anglais ; mais la journée se passa sans que

personne vînt à bord et que nous apprissions rien de nouveau.

Le 31, le capitaine Maitland nous quitta un peu avant six heures du matin ; il revint à dix heures annoncer officiellement que l'amiral et le sous-secrétaire d'État viendraient à onze heures pour communiquer à l'Empereur la détermination du gouvernement anglais.

A onze heures un quart, l'amiral Keith et le sous-secrétaire d'État Bunbury demandèrent à voir l'Empereur ; il les reçut, et pendant quarante-sept minutes, ils restèrent enfermés avec lui. Ils laissèrent sur sa table la déclaration suivante, après lui en avoir traduit verbalement le contenu :

« Comme il peut être convenable au général Bonaparte d'apprendre, sans un plus grand délai, les intentions du gouvernement britannique à son égard, Votre Seigneurie (l'amiral Keith) lui fera l'information suivante.

« Il serait peu d'accord avec nos devoirs envers notre pays et les alliés de Sa Majesté que le général Bonaparte conservât le moyen ou l'occasion de troubler de nouveau la paix de l'Europe ; c'est pourquoi il est absolument nécessaire qu'il soit

restreint dans sa liberté personnelle, autant que peut l'exiger ce premier et important objet.

« L'île Sainte-Hélène a été choisie pour sa future résidence : son climat est sain, et sa situation locale permettra qu'on l'y traite avec plus d'indulgence qu'on ne pourrait ailleurs, vu les précautions indispensables qu'on serait obligé d'employer pour s'assurer de sa personne.

« On permet au général Bonaparte de choisir parmi les personnes qui l'ont accompagné en Angleterre, à l'exception des généraux Savary et Lallemand, trois officiers, lesquels, avec son chirurgien et douze domestiques, auront la permission de le suivre à Sainte-Hélène, et ne pourront jamais quitter l'île sans la sanction du gouvernement britannique.

« Le contre-amiral sir Georges Cockburn, qui est nommé commandant en chef de la station du cap de Bonne-Epérance et des mers adjacentes, conduira le général Bonaparte et sa suite à Sainte-Hélène, et recevra des instructions détaillées touchant l'exécution du ce service.

« Sir Georges Cockburn sera probablement prêt à partir dans peu de jours ; c'est pourquoi il est désirable que le général Bonaparte fasse sans délai

le choix des personnes qui doivent l'accompagner. »

L'Empereur écouta avec un calme profond, et sans laisser paraître aucune émotion, le message du gouvernement ; et lorsque lord Keith et sir Henry Bunbury eurent cessé de parler, il leur dit : « Je suis l'hôte de l'Angleterre et non son prisonnier ; je suis venu librement me placer sous la protection de la loi anglaise ; le gouvernement a violé à mon égard les lois de son pays, le droit des gens et le droit sacré de l'hospitalité. — Je proteste et fais appel à l'honneur britannique. »

L'amiral et le sous-secrétaire d'État ne répondirent que par l'assurance respectueuse qu'ils transmettraient immédiatement aux ministres les paroles qu'ils venaient d'entendre.

Les 1er, 2 et 3 août s'écoulèrent sans rien de remarquable. Le 4, depuis le milieu de la nuit, nous étions sous voile, louvoyant par une mer très houleuse, pour gagner Start-Bay, lieu du rendez-vous indiqué pour attendre le *Northumberland*, qu'on armait en toute hâte à Portsmouth.

Le gouvernement ne voulait à aucun prix laisser l'Empereur en contact avec la population ;

son attitude l'inquiétait : on ne savait jusqu'où pourrait aller son influence morale sur l'équipage de notre vaisseau ; car, officiers et matelots, tous témoignaient hautement leur indignation de l'hospitalité violée.

Le mouillage est mauvais à Start-Bay, nous y étions horriblement ballottés par les vagues ; le mal de mer fit diversion aux souffrances de l'imagination.

Le vaisseau de 80 le *Tonnant* et la frégate *Eurotas* nous servaient d'escorte ; le capitaine Maitland nous déclara que si l'Empereur ne se hâtait pas de désigner les trois officiers généraux qu'il lui était permis d'emmener, l'amiral Keith en ferait le choix.

Pendant toute la journée du 5, nous restâmes en panne par une mer affreuse. Le 6, on signala le *Northumberland ;* nous jetâmes avec lui l'ancre à Start-Bay.

Le 7, sir Georges Cockburn vint annoncer à l'Empereur qu'il avait ordre de le transporter, dans la journée même, à bord du *Northumberland*, ainsi que ceux des officiers de sa suite désignés pour l'accompagner à Sainte-Hélène.

Les instructions du ministre des colonies pres-

crivaient la visite la plus minutieuse des bagages, et la remise à l'amiral de toutes les valeurs de quelque importance, en or ou en diamants. Nos armes devaient nous être demandées, comme à des prisonniers de guerre.

Cette dernière disposition devint l'occasion d'une de ces scènes muettes, mais sublimes, dont ma plume ne saurait rendre toute la grandeur ; chacun le comprendra en lisant le récit fidèle de ce qui se passa.

Les amiraux avaient été reçus par l'Empereur dans la pièce qui lui servait de salon et qui était, comme nous l'avons dit, la grande chambre du vaisseau.

Bertrand et moi nous étions adossés aux fenêtres de l'arrière. Le général Gourgaud se tenait à la hauteur du canon de tribord, comme prêt à tout événement.

L'Empereur, à quelques pieds devant nous, paraissait s'attendre à n'avoir plus qu'à recevoir le salut d'adieu, quand lord Keith, se résignant enfin à exécuter un ordre que réprouvaient les antécédents de sa longue et belle carrière militaire, s'approcha de l'Empereur, et lui dit d'une voix

assourdie par une vive émotion : « L'Angleterre vous demande votre épée. »

L'Empereur, par un mouvement convulsif, posa la main sur cette épée, qu'un Anglais osait demander. L'expression terrible de son regard fut sa seule réponse. Jamais elle n'avait été plus puissante, plus surhumaine. Le vieil amiral se sentit foudroyé ; sa grande taille s'affaissa, sa tête blanchie par les années tomba sur sa poitrine comme celle d'un coupable qui s'humilie devant sa condamnation.

L'Empereur garda son épée.

Les deux amiraux saluèrent avec un respect empreint d'une profonde émotion, et sortirent sans qu'aucune parole eût troublé l'impression solennelle qui nous dominait tous, Anglais et Français.

———

CHAPITRE V.

Le Northumberland.

La visite des effets ne fut opérée qu'à bord du *Northumberland* par le secrétaire de l'amiral Cockburn, et seulement pour la forme. Chacun de nous donna ce qu'il voulut de l'argent qu'il emportait. Le grand maréchal remit 4.000 napoléons, comme étant la cassette de l'Empereur. Nous conservâmes en secret environ 400.000 francs en or, 300.000 à 400.000 francs de valeurs en diamants, et des lettres de crédit pour plus de 4 millions.

L'Empereur devait choisir ceux de nous qui l'accompagneraient. Nous attendions avec anxiété sa décision. Tous, nous trouvions du charme à lui prouver notre dévouement à sa personne, et non à son sceptre. Plus nous venions de voir d'ingratitude et de défections, plus nous attachions de prix à l'honneur d'être désignés pour le suivre.

Savary, ayant été exclu par les ordres du ministère anglais, était au désespoir ; il aimait l'Empe-

reur de tout son cœur, et si vivement, que je ne puis comparer ce sentiment qu'à celui du chien pour son maître. Lallemand se rappelait sa condamnation, il se croyait livré aux vengeances des royalistes ; mais il méprisait la mort, et disait en riant : « Que le diable emporte ceux qui nous prêchaient, à l'île d'Aix, l'hospitalité des Anglais !

« Allons ! Savary, que veux-tu y faire ! nous avons échappé si souvent depuis vingt ans à cette mort si inévitable, qu'il faut bien qu'elle finisse par nous attraper. — Ce n'est pas l'embarras, j'aurais mieux aimé être tué par un Mameluk aux Pyramides, ou par un Anglais à Waterloo, que par un Français dans la plaine de Grenelle. »

Je fus réellement heureux quand l'Empereur, m'ayant fait appeler, me dit avec affection :

« Montholon, je vous ai désigné sans vous en parler, parce que je comptais sur vous. Bertrand n'hésite pas cette fois. Le comte de Las Cases m'a demandé de le choisir ; le connaissez-vous ?

Sa conversation me plaît. — Il paraît fort instruit, et je le crois dévoué. — Singulière destinée que la sienne ! Il émigrait, il y a vingt-quatre ans, déguisé en jockey, à la suite de la famille de Louis XVI ; et aujourd'hui il est mon chambellan,

et s'exilé volontairement avec moi ! Faites-le entrer. »

Le général Gourgaud, lui, ne voulait à aucun prix quitter l'Empereur.

Une fois que le sort de chacun se trouva décidé, quelques heures de calme succédèrent à de cruelles anxiétés. Tout parut dans son état normal.

Le 7 août, vers deux heures après midi, l'Empereur, accompagné des personnes désignées pour composer sa suite, quitta le *Bellérophon* et se rendit à bord du *Northumberland*. Cette fois, aucun honneur royal ne l'attendait ; seulement du respect et une extrême affectation des formes les plus polies. Les ordres du gouvernement étaient positifs. C'était le général Bonaparte, chef du gouvernement français, et non l'empereur Napoléon, que l'amiral sir Georges Cockburn était chargé de conduire et de garder prisonnier à Sainte-Hélène, en lui rendant les plus grands honneurs militaires après ceux dus aux têtes couronnées. Quant à nous, on nous rendit les honneurs appartenant à nos grades.

La dunette avait été disposée en plusieurs pièces, afin d'y loger l'Empereur et l'amiral ; au centre étaient le salon et la salle à manger ; à droite et à gauche une chambre à coucher communiquant

également dans le salon et dans la salle à manger ; un lit mécanique, pour éviter le roulis, avait été dressé dans la chambre destinée à l'Empereur ; mais il ne s'en servit pas, préférant son lit de camp ordinaire, un lit de fer se remployant en parapluie avec deux matelas, l'oreiller, les couvertures, les draps et les rideaux dans un étui de cuir, qu'on attachait comme un porte-manteau derrière une voiture de suite ; à l'armée, un mulet de bât le portait avec la tente et son mobilier ; les rideaux étaient en taffetas vert, les matelas et la couverture en bourre de soie. Jamais, pendant son séjour à Sainte-Hélène, l'Empereur n'a couché sur un autre lit.

Sa chambre se trouva meublée comme l'avait été sa tente sur la rive de la Moskowa. Depuis son départ de l'île d'Aix, il avait repris l'uniforme vert des chasseurs de la garde ; il le conserva pendant toute la traversée.

Dans la journée du 8, l'amiral donna le signal de l'appareillage.

Le 9, plusieurs fois la terre de France nous apparut comme une ombre vague et informe apparaît dans un rêve quand l'âme ou la pensée sont atteintes d'une impression fébrile ; mais dès que l'espoir

e reconnaître un point de la côte allait se réali-er, le signal maudit de virer de bord était pour ous comme le réveil qui détruit l'illusion d'une ouce rêverie. Cependant une fois et pendant que Empereur faisait sur le pont sa promenade d'habi-ıde, la côte de Bretagne se dépouilla de nuages s'offrit à nos regards, comme pour recevoir otre dernier adieu. *France! France!* fut le cri ontané qui retentit d'un bout du pont à l'autre.

L'Empereur s'arrêta, regarda la côte, et, ôtant on chapeau, dit avec émotion : « Adieu, terre des aves, je te salue! Adieu, France, adieu! »

CHAPITRE VI

Sainte-Hélène.

Le 15 octobre 1815, nous jetâmes l'ancre dans la rade de Jamestown, à quelques centaines de toises de l'embarcadère. Un canot du port nous aborda presque aussitôt. L'amiral et sir Georges Bingham, colonel du 53ᵉ régiment d'infanterie de ligne, se firent conduire à terre. A deux heures et demie, l'amiral revint, amenant avec lui le colonel Wilks, gouverneur de Sainte-Hélène pour la Compagnie des Indes, à laquelle appartenait cette île, mais dont elle céda la jouissance au gouvernement anglais pour le temps que durerait la captivité de l'Empereur.

Le 17, l'Empereur débarqua. Triste anniversaire d'une triste journée. Deux ans auparavant, et presque à la même heure où Napoléon mit le pied sur la terre d'exil, la France avait perdu la bataille de Leipzig.

La maison de M. Portious avait été préparée à

la hâte par les soins de l'amiral et du grand maréchal pour nous recevoir provisoirement. Elle est agréablement située à l'entrée de Jamestown ; deux jolies, mais très petites pièces du premier étage, furent l'appartement de l'Empereur ; on y monta de suite son lit de fer, et, à peine arrivé, il s'y trouva installé comme à bord, ne se servant, pour son coucher et sa toilette, que d'objets à lui. Nous nous établîmes, tant bien que mal, dans le reste de la maison, en ne pensant qu'au plaisir d'être à terre en famille. Les Anglais nous avaient tous quittés.

Lors de notre arrivée à Sainte-Hélène, on n'y comptait que cinq cents blancs, y compris la garnison composée d'un bataillon d'infanterie fort de cent soixante hommes et d'une compagnie d'artillerie au service de la Compagnie des Indes. Le nombre des esclaves était d'environ trois cents. La population était, en 1821, de huit cents blancs, trois cents nègres, neuf cents Chinois ou Lascars ; ces derniers avaient été importés pour le service spécial de Longwood.

La garnison s'est élevée, pour la garde de l'Empereur, à plusieurs mille hommes, savoir : le bataillon d'infanterie et l'artillerie de la Compagnie

des Indes, deux régiments d'infanterie du roi, un escadron de dragons, un détachement de mineurs, sapeurs ou ouvriers du génie, et une compagnie d'artillerie royale, plus onze bâtiments de guerre ayant à bord garnison de soldats de marine.

La dépense de la garde et de l'entretien de l'Empereur coûtait au gouvernement anglais huit millions de francs par an, sans compter les dépenses extraordinaires nécessitées par les besoins d'une garnison si disproportionnée avec les ressources du sol.

Le lendemain de son débarquement, dès huit heures du matin, l'Empereur monta à cheval avec le grand maréchal et sir Georges Cockburn pour voir l'île ; mais c'est à Longwood seulement qu'il fut conduit, et l'on eut soin d'éviter qu'il pût apercevoir Plantation-House et ses beaux jardins ; il ne vit de l'île que le côté rendu stérile par les vents alisés, Longwood et son bois de gommiers rabougris nommé Deadwood, c'est-à-dire bois mort, par les colons.

En redescendant à Jamestown, l'Empereur remarqua un modeste cottage à environ un mille avant d'être arrivé à l'embouchure de la vallée ; il témoigna le désir de le voir et de s'y arrêter

quelque temps. Ce cottage était habité par la famille Balcombe. Ces braves gens se trouvèrent heureux de l'honneur qui leur était fait, et le témoignèrent avec une franchise toute cordiale; ils offrirent à l'Empereur de mettre à sa disposition tout ce qu'ils avaient, s'il lui convenait de rester aux Briars jusqu'à ce que Longwood fût prêt pour le recevoir. L'Empereur accepta en partie cette offre hospitalière, et dit qu'il logerait avec plaisir dans un pavillon détaché de l'habitation principale; mais à la condition que rien ne serait changé dans les habitudes de la famille. L'amiral s'empressa d'acquiescer à ces arrangements, et le soir même le pavillon, c'est-à-dire l'unique pièce qu'il contenait au rez-de-chaussée, reçut le mobilier d'Austerlitz. Deux mauvaises chambres, faites en cloison de planches sous le toit, logèrent le comte de Las Cases et les valets de chambre.

Grand fut notre étonnement à tous quand le grand maréchal, en arrivant en ville, nous apprit que l'Empereur était resté à dîner avec la famille Balcombe, et qu'il s'établissait aux Briars. M. Balcombe avait deux aimables et gracieuses filles, Élisa-Jane et Betzy. La dernière surtout

était charmante et parlait bien le français. Ce fut un désappointement pour nous que cette séparation forcée et comme la sensation d'un sacrifice inutile.

Le grand maréchal prévint le comte de Las Cases qu'il eût à se rendre immédiatement aux Briars. MM. Marchand et Saint-Denis y furent également envoyés.

On y transporta tout ce qu'il fallait pour meubler la pavillon, et le soir même l'Empereur y coucha.

Le capitaine d'artillerie Greatly y fut installé avec deux ordonnances pour la surveillance de l'Empereur.

Comme tout le service de la table était resté dans la maison Portious, c'étaient des esclaves qui portaient de la maison Portious aux Briars le dîner de l'Empereur. Ce qui aurait dû être prévu arriva : l'Empereur se trouva condamné à manger froid. Il ne dit rien pendant quelques jours, soit qu'il ne s'en aperçût pas, soit qu'il pensât que c'était l'effet des débuts d'une organisation difficile ; mais une semaine s'étant écoulée, il m'écrivit :

« Monsieur le comte de Montholon, vous prendrez, à partir d'aujourd'hui, le service du grand maréchal.

« Je le préviens de cette disposition, qui est d'accord avec son désir.

« NAPOLÉON. »

Chaque jour l'un de nous allait passer la matinée ou la soirée aux Briars, et toujours, après que la cuisine y eut été établie, il nous retenait ou nous invitait à dîner, de manière à ce qu'il ne se passât point plus d'un jour sans que tous nous eussions eu l'honneur de le voir.

L'Empereur vivait aux Briars comme à bord du *Northumberland*. Il restait dans son intérieur jusqu'à quatre ou cinq heures, et cherchait l'oubli des heures dans les souvenirs de ses campagnes d'Italie ou d'Égypte. M. de Las Cases, qui lui servait de secrétaire, écrivait sous sa dictée, alternativement avec le général Gourgaud ou moi, quelquefois aussi le grand maréchal ; mais ce dernier rarement, parce que ce travail pénible lui déplaisait, et qu'il s'en déchargea dès qu'il put en trouver l'occasion. Je crois même me rappeler qu'il finit par prier l'Empereur de l'en dispenser, en

avouant que son amour-propre souffrait de faire ainsi un service si différent des hautes fonctions qu'il remplissait naguère. J'ai su néanmoins que plus tard il l'avait regretté.

L'Empereur finissait assez souvent sa soirée dans le salon du cottage Balcombe, soit à faire une partie de whist, soit à écouter les historiettes des deux sœurs, qui rivalisaient de gentillesse et d'efforts pour plaire à leur hôte. La cadette surtout, fort jolie et plus espiègle encore, prévoyant qu'elle pouvait tout faire et tout dire impunément, et enhardie qu'elle était par son habitude d'enfant gâté, profita d'une si belle occasion pour demander à l'Empereur d'acheter un vieil esclave malais employé par M. Balcombe et enlevé depuis plusieurs années à sa patrie. Elle lui dit un soir :

« Je ne veux plus aimer mon père, parce qu'il ne tient pas sa promesse ; mais vous, je vous aimerai bien si vous rendez Tobie à ses pauvres enfants. Savez-vous bien qu'il a une fille de mon âge et qui me ressemble ? »

Donner à l'Empereur l'occasion de faire un heureux était lui plaire. Aussi s'empressa-t-il d'accepter l'amitié que lui offrait la jolie Betzy Balcombe ; il l'assura que, dès le lendemain, il don-

nerait l'ordre d'acheter l'esclave, et ferait prier l'amiral de le renvoyer dans l'Inde par la première occasion. Mais, pour affranchir un esclave, il fallait se soumettre à une longue série de formalités, et notre départ des Briars pour Longwood nous surprit avant qu'elles fussent achevées.

C'est le 28 novembre 1815 qu'il quitta pour toujours l'uniforme de chasseurs de la garde, qu'il n'avait point cessé de porter depuis son embarquement sur le *Bellérophon*, et qu'il adopta le frac bourgeois, mais en conservant la plaque et le cordon de la Légion d'honneur, son gilet et sa culotte d'uniforme, les souliers à boucles et le petit chapeau devenu historique.

Le 29 novembre, la frégate la *Havane* jeta l'ancre dans la rade de Jamestown, de retour du cap de Bonne-Espérance, où elle avait été chercher des vivres et des objets de première nécessité, tant pour notre installation à Longwood que pour l'établissement des troupes dans les camps. Cette frégate nous apporta des journaux d'Europe jusqu'au 7 septembre. Nous apprîmes l'exécution du général Labédoyère et l'assassinat du maréchal Brune : le premier, fusillé par l'arrêt d'un conseil de guerre ; le second, massacré par le fanatisme de

la populace d'Avignon. C'était non loin de ce même Avignon que quelques misérables avaient osé, en 1814, proférer le cri de mort contre l'Empereur, pendant que, devant l'hôtel de la poste d'Orgon, les postillons changeaient les chevaux de la voiture qui le conduisait à l'île d'Elbe. Peut-être la France eût-elle été condamnée à d'éternels pleurs, sans le sang-froid du général autrichien Koller, et l'admirable dévouement du valet de chambre Noverraz, qui se trouvait à la portière de la voiture de l'Empereur. Tout était triste, tout était sujet de méditation pour l'Empereur dans la lecture de ces journaux.

Il déjeunait dans le jardin des Briars avec Gourgaud et Las Cases, quand, le lendemain, 1er décembre, je lui apportai quelques lettres que je venais de recevoir. Il les lut avec avidité.

« C'est à présent, s'écria-t-il, qu'il est cruel d'être ici. Qui osera se mettre à la tête de l'indignation populaire ? Qui comprendra ce qu'il y a à faire pour que des milliers de braves ne portent pas leur tête sur l'échafaud, en holocauste de leur patriotisme et de leur horreur du joug de l'étranger ? Eugène est une tête carrée, un administrateur habile ; c'est un homme de mérite supérieur ; mais

ce n'est pas un homme de génie. Il n'a pas ce caractère ferme qui distingue les grands hommes. On parle de Clausel, il a des moyens, de la vigueur ; au fait, je ne vois que celui-là.

— Ah ! sire, dit le comte de Las Cases, s'il réussit, ce sera au nom de Votre Majesté. — Croyez-vous donc, reprit l'Empereur, qu'il soit assez bête pour me céder la place s'il la conquérait ? J'ai bien des partisans, mais s'il réussissait il en aurait aussi, et beaucoup ; on oublierait les grandes choses que j'ai faites, pour ne songer qu'à celui qui viendrait de sauver la Révolution française. Les derniers ont toujours raison. On oublie le passé pour le présent. »

Après le dîner, l'Empereur se fit lire *les Fourberies de Scapin*. A dix heures il se coucha.

Le 2 décembre, il devait y avoir bal chez le colonel Wilks, gouverneur de l'île, au nom de la Compagnie des Indes, sous l'autorité suprême de laquelle cette île resta jusqu'au jour où, par un traité signé entre le gouvernement anglais et cette compagnie, l'île de Sainte-Hélène passa sous l'autorité royale. L'Empereur nous défendit d'aller au bal du colonel Wilks. Il était souffrant, et se coucha à huit heures ; il supportait avec peine les

variations atmosphériques. Le thermomètre sautait parfois de dix degrés, et le temps était si mauvais, que dans la nuit du 5 un coup de vent enleva la tente dans laquelle couchait le général Gourgaud.

CHAPITRE VII

Longwood.

Notre installation à Longwood approchait. Le 6 décembre, l'Empereur dicta ses ordres pour les détails de son service à Longwood, comme s'il eût dû aller habiter une de ses maisons de campagne en France.

C'est à cette occasion qu'il fut question pour la première fois entre lui et l'amiral Cockburn d'adopter un nom de convention pour éviter les embarras du titre d'Empereur.

« M'appellerai-je, nous dit l'Empereur, le colonel Duroc ou le comte de Lyon ? » Le grand maréchal penchait pour ce dernier titre. Le général Gourgaud objecta que les comtes de Lyon étaient des chanoines. Cette objection historique mit fin à la conversation. L'Empereur parla d'autre chose, et ni Las Cases ni moi n'eûmes le temps de dire notre opinion.

Le 10 décembre 1815, tout étant arrangé, l'Em-

pereur quitta les Briars et s'installa à Longwood.

Dès le premier jour, un valet de chambre de service se tint dans la pièce qui précédait la salle de bain, et qui servait de petite entrée à l'appartement de l'Empereur. Deux valets de pied furent placés dans le passage servant d'entrée à la salle à manger, où se tenait un valet de chambre pour le service du salon et du cabinet topographique, dès que l'Empereur était habillé. Enfin, le service de table fut fait avec l'argenterie et la porcelaine apportées de Paris. Le maître d'hôtel, le chef d'office portaient l'habit vert brodé en argent, le gilet blanc, la culotte de soie noire, les bas de soie blancs et les souliers à boucles. Les deux valets de chambre, Saint-Denis et Noverraz, portaient le même costume, à la seule différence de la broderie en or.

Il y avait en outre six valets de pied en livrée.

Les valets de chambre seuls servaient l'Empereur, lorsqu'il mangeait dans ce qu'il appelait son intérieur, c'est-à-dire dans l'une des deux petites chambres dont la première lui servait de cabinet de travail, et celle du fond, qui avait une cheminée, de chambre à coucher.

Pendant les premiers temps, le déjeuner avait

lieu à onze heures, le dîner à sept ; mais bientôt après l'Empereur déjeuna toujours dans sa chambre, sans heure fixe. Il avait été convenu que le grand maréchal viendrait chaque jour dîner à Longwood ; mais, par une fatalité inexplicable, dès le deuxième jour, l'Empereur attendit jusqu'à près de neuf heures ; une partie de cheval en famille, sous la conduite du capitaine Hamilton, de la frégate la *Havane*, avait fait oublier l'heure du dîner. Moins de huit jours après, une course en ville, pour voir ou acheter des soieries et des châles de la Chine, exposés en vente par un bâtiment de passage revenant de Canton, renouvela l'humeur assez naturelle d'une attente inutile. De ce jour, le dîner en commun, qui devait avoir lieu tous les jours, n'eut plus lieu que le dimanche. Nous en fûmes peinés ; c'était une première atteinte à une vie de famille qui avait tant de charme pour nous tous.

L'Empereur prit l'habitude de finir sa soirée à table ; au dessert, il se faisait apporter Racine, Corneille ou Molière, et, choisissant pour lire à haute voix l'un des chefs-d'œuvre de ces grands hommes, il nous disait : « A quel spectacle irons-nous ce soir ? Entendrons-nous Talma ou Fleury ? » Cette

lecture le menait jusqu'à dix ou onze heures, et presque toujours il emmenait quelqu'un, se déshabillait, travaillait ou causait jusqu'à ce que le sommeil le prît.

Cet état de choses dura jusqu'au départ de M. de Las Cases.

Pendant les premiers temps, l'Empereur ne s'habillait que vers deux heures ; il passait alors dans ce qu'il appelait son cabinet topographique avec celui de nous qui ce jour-là travaillait avec lui. A quatre heures, il nous faisait tous appeler au salon, et, en général, montait en calèche pour faire le tour du plateau de Longwood, ou pour aller à Hut'sgate. Le général Gourgaud l'accompagnait à cheval ; je n'étais jamais de ces promenades. L'Empereur s'était aperçu de mon désir de ne pas en être, et deux ou trois fois il me le prouva par un reproche plein de bonté, puis ne m'en parla plus. Lorsque des passagers de l'Inde ou de la Chine demandaient au grand maréchal de les présenter, ou que les habitants de l'île venaient en visite à Longwood, ils étaient reçus de deux à quatre heures. Assez souvent l'Empereur en retenait à dîner. L'amiral Cockburn eut plusieurs fois cet honneur, ainsi que sir Georges

Bingham, colonel du 53e, et le capitaine Young-Husband, des grenadiers du 1er bataillon; sa femme était arrière-petite-fille de Cromwell.

Ce genre de vie, si monotone et si triste qu'il fût, était sans doute encore trop supportable aux yeux du génie malfaisant qui présidait alors au destin de Napoléon; car sir Hudson Lowe nous arriva, et avec lui l'outrage qui devait tuer l'auguste victime livrée à sa haine sauvage par les rancunes irréfléchies de la Sainte-Alliance.

CHAPITRE VIII

Sir Hudson Lowe.

L'impression produite sur chacun de nous par sir Hudson Lowe différa selon nos caractères et nos habitudes, peut-être aussi selon le soin qu'il mit à nous plaire. Mais, dès le premier jour, l'Empereur nous dit : « Cet homme est méchant ; son œil, en me regardant, était celui d'une hyène prise au piège ; méfiez-vous-en, messieurs. Nous nous plaignions de l'amiral, nous le regretterons peut-être ; car, au fait, il a le cœur du soldat, tandis que ce général ne me paraît en avoir que l'habit. Sa mine me rappelle celle d'un sbire de Venise. Qui sait ? peut-être sera-t-il mon bourreau ? Cependant ne nous hâtons pas de le juger ; le moral, après tout, peut raccommoder ce que la figure a de sinistre. »

Sir Hudson, était, à cette époque, un homme de quarante à cinquante ans, d'une taille au-dessus de la moyenne, ayant le sourire froid et gracieux d'un

diplomate, les cheveux grisonnants et conservant les teintes primitives du châtain clair, quoique ses sourcils longs et rabattus sur les yeux fussent d'un roux prononcé. Son regard était pénétrant, mais ne se fixant pas sur celui de la personne à laquelle il parlait. C'était sans doute ce regard, ayant quelque chose de fauve, qui avait frappé l'Empereur. Jamais en parlant il ne s'asseyait; il se dandinait avec hésitation et par vives saccades.

Voilà le portrait physique.

Quant au moral, sir Hudson Lowe avait beaucoup d'esprit et une faculté extraordinaire de colorer tous ses actes dans l'intérêt de sa passion ou du but qu'il se proposait d'atteindre. Administrateur de talent et d'une extrême probité, aimable quand il le voulait, et sachant avoir les formes les plus agréables, il pouvait s'acquérir notre reconnaissance; il a préféré la réprobation qui le poursuivra jusque dans la tombe. C'était, dit-on, un bon père de famille et un bon mari; je ne connais de lui que ses relations avec Longwood; toutes ont été marquées au cachet d'une haine insatiable, d'outrages et de vexations inutiles, et je dirais, avec une profonde conviction, que son

but était la mort de l'Empereur, s'il ne m'avait dit avec l'accent de la vérité, le 6 mai 1821 : « Sa mort est ma ruine. »

Le vice dominant du caractère de sir Hudson Lowe était une méfiance incessante, véritable monomanie. Souvent, au milieu de la nuit, il se réveillait en sursaut ; rêvant la fuite de l'Empereur, il sautait à bas du lit, montait à cheval et accourait comme un fou à Longwood, pour s'assurer, par l'interrogatoire de l'officier d'ordonnance, qu'il agissait sous l'empire d'un cauchemar et non d'un instinct providentiel ; et malgré cela l'impression avait toujours été si vive sur son imagination, qu'il ne pouvait se décider à quitter Longwood sans avoir reçu ma parole d'honneur que l'Empereur était dans son appartement. C'était alors presque une effusion de reconnaissance de sa part, pour s'excuser de m'avoir dérangé ainsi au milieu de la nuit.

Dire cette anecdote, c'est peindre tout le caractère de sir Hudson Lowe ; c'est expliquer le mystère de sa conduite pendant les cinq années qu'il transforma l'emploi de gouverneur de Sainte-Hélène en fonctions de geôlier, ou plutôt, j'oserai le dire, en fonctions de bourreau.

Le premier acte de son autorité fut la communication suivante qu'il me transmit officiellement le 17 avril 1816 :

« Downing-Street, 10 janvier 1816.

« Je dois à présent vous faire connaître que le bon plaisir de S. A. R. le prince régent est qu'à votre arrivée à Sainte-Hélène, vous communiquiez à toutes les personnes de la suite de Napoléon Bonaparte, y compris les serviteurs domestiques, qu'ils sont libres de quitter l'île immédiatement pour retourner en Europe ; ajoutant qu'il ne sera pas permis à aucun de rester à Sainte-Hélène, excepté ceux qui déclareront, par un écrit qui sera déposé dans vos mains, que c'est leur désir de rester dans l'île et de se soumettre aux restrictions qu'il est nécessaire d'imposer à Napoléon Bonaparte personnellement.

« Ceux qui, parmi eux, se détermineront à retourner en Europe devront être envoyés, par la première occasion favorable, au cap de Bonne-Espérance ; le gouverneur de cette colonie sera chargé de leur donner des moyens de revenir en Europe.

« Signé : BATHURST. »

Le style de cette déclaration était inconvenant. Mais déclarer par écrit notre détermination de partager la captivité de l'Empereur fut accepté par nous sans hésitation, j'oserais dire avec une sorte de joie, car c'était nous donner l'occasion de témoigner hautement de notre dévouement. Le comte Las Cases, le général Gourgaud et moi nous portâmes nos déclarations au grand maréchal, le priant de les faire passer au gouverneur avec la sienne. L'Empereur nous blâma : « Ne signez rien, nous dit-il ; je serai en France avant que vous ne soyez partis du Cap. Tout cela est de l'insulte à mon adresse. Ils feront tant qu'ils me mettront sur la tête la couronne du martyr. »

Cependant le grand maréchal reçut ordre de se rendre à Plantation pour répondre verbalement à cette communication et pour négocier sur sa rédaction. Il fut bien reçu par sir Hudson Lowe, mais n'obtint rien.

A deux heures, grande revue au camp de Deadwood. L'Empereur sort dans le jardin et regarde un moment les manœuvres ; puis il rentre dans sa chambre et nous fait tous appeler successivement pour nous parler de la déclaration qu'exige le gouverneur. Il est évident qu'il hésite entre le

sacrifice des fidèles compagnons de son exil et l'effet qu'il peut attendre de ce sacrifice. Le soir, tristesse. Coucher à dix heures.

18 avril. Dès huit heures l'Empereur m'envoya en ville, dans l'espoir que j'obtiendrais de l'amiral quelque appui pour obtenir une modification quelconque à la teneur de la déclaration exigée par sir Hudson Lowe. L'Empereur était dans son jardin quand je revins, et tout était profonde tristesse dans son attitude ; il m'écouta sans proférer une parole. Il dîna dans sa chambre, et sa soirée se passa à feuilleter des livres, dont il tournait machinalement les feuillets.

19 avril. La journée se passa en allées et venues du gouverneur ou de ses aides de camp de Plantation à Longwood, au sujet des déclarations. Sir Hudson Lowe insistait fortement pour qu'elles fussent signées dans la forme qu'il indiquait ; il ne voulait à aucun prix que nous donnassions à l'Empereur le titre d'Empereur : non seulement nous devions signer l'engagement de nous soumettre à toutes les restrictions qu'il plairait au gouverneur de nous imposer, et de rester à Sainte-Hélène aussi longtemps que durerait la captivité de l'Empereur, mais il fallait que nous lui donnassions dans cette

déclaration la dénomination de Napoléon Bonaparte, sous peine d'être immédiatement séparés de lui et envoyés au cap de Bonne-Espérance.

L'Empereur ne sortit pas de sa chambre.

20 avril. Il n'était plus possible de résister à la volonté inébranlable qui nous dominait ; il fallait quitter l'Empereur pour toujours, ou signer. Las Cases, Gourgaud, moi et tous les domestiques signâmes ; le général Bertrand nous déclara qu'il persistait dans son refus de signer l'engagement de rester à Sainte-Hélène aussi longtemps que durerait la captivité de l'Empereur, et c'est à cette occasion que l'Empereur nous dit : « Soyez sûrs qu'il parlera sans cesse de s'en aller ; mais quand viendra le moment de me quitter, il n'en aura pas le courage. Ses affections de famille le dominent. Il faut bien savoir aimer ses amis avec leurs défauts.

« J'entendais à Porto-Ferrajo la même chanson qu'ici, toujours la même chose. Ma mère, mes enfants, je me dois à eux avant tout. Si ceci dure longtemps, il se pourrait qu'il partît ; chez lui, comme chez l'infortuné Louis XVI, les vertus domestiques sont la base de son organisation ; cependant je ne crois pas qu'il me quitte jamais. »

Je n'ai su que depuis peu que, mis au pied du mur par si Hudson Lowe, le 24 avril, le général Bertrand avait fini par signer ainsi que nous la déclaration exigée. Il ne nous le dit pas. Je ne crois pas que l'Empereur l'ait jamais su. Mais le dire ici, c'est un hommage que je rends avec plaisir à la mémoire du général Bertrand.

Quand l'Empereur demanda à chacun de nous le motif qui l'avait décidé à signer la déclaration exigée par sir Hudson Lowe, Las Cases et Gourgaud donnèrent pour motifs leur dévouement religieux à la personne de l'Empereur; j'osai répondre: « J'ai assisté à quarante batailles, mais je n'en ai jamais gagné. Chaque jour que je passerai ici près de Votre Majesté, j'en gagnerai une.

— Je vous comprends, me dit l'Empereur; et si cela dure longtemps, les Anglais pourront bien n'avoir plus à garder que nous deux. »

Huit mois après, le comte de Las Cases quittait Sainte-Hélène.

Le mois suivant, c'est-à-dire au mois de mai, l'arrivée de l'*Adamante* fut, pour sir Hudson Lowe, l'occasion de venir à Longwood et de demander à être reçu par l'Empereur, pour lui communiquer des dépêches de son gouvernement.

La conversation fut longue et animée. Elle se termina par ces paroles de l'Empereur : « En résumé, monsieur, je ne veux rien de vous. Je ne vous demande qu'une chose, laissez-moi tranquille. Je me plaignais de l'amiral, mais je lui ai toujours rendu la justice de reconnaître qu'il avait le cœur du soldat, et j'ai toujours eu pleine confiance en son honneur. Depuis un mois que vous êtes ici, vous m'avez ôté toute confiance en vous. En apprenant votre arrivée, je me félicitais de me trouver vis-à-vis d'un général de terre, qui, ayant été mêlé aux grandes affaires du continent, saurait n'employer vis-à-vis de moi que les mesures dictées par les convenances. Je me suis grossièrement trompé. Vous me dites que vos instructions sont plus terribles que celles données à l'amiral ; eh bien ! ayez le courage de les exécuter franchement. Je m'attends à tout de la part de vos ministres ; me voilà, exécutez vos ordres. Sont-ils d'avis de me faire mourir par le fer ou le poison ? J'ignore comment vous vous y prendrez par le poison ; mais quant à me tuer par le fer, vous m'avez prouvé que vous en aviez trouvé le moyen, lorsque vous êtes venu menacer mes officiers de faire enfoncer à coups de baïonnettes la porte

de ma chambre, s'ils se refusaient à vous l'ouvrir. Les braves du 53e savent qu'ils n'y entreraient qu'en passant sur mon cadavre. Osez leur ordonner de changer les souvenirs glorieux[1] écrits sur leur drapeau contre ces mots : ASSASSINAT DE NAPOLÉON.

« Vous m'offrez, dites-vous, tout l'intérieur de l'île pour me promener ; mais vous savez bien que l'obligation d'être accompagné par un de vos officiers fait de votre offre une dérision. Quand des soldats ont reçu le baptême du feu, ils sont tous les mêmes à mes yeux, quelle que soit la couleur de leur uniforme, et ce n'est point l'habit rouge de vos officiers qui me serait importun ; mais c'est que je ne puis reconnaître par aucun de mes actes que je suis votre prisonnier, et conséquemment je préfère ne point sortir du coin de terre où je puis du moins me promener librement, plutôt que de me soumettre à votre bon plaisir.

« L'obligation d'être accompagné par un de vos officiers est une mesure inutilement vexatoire ; la sûreté de ma garde est dans la surveillance qu'exercent les croisières, elle n'est pas dans la

1. Les noms de plusieurs batailles gagnées par l'armée anglaise pendant la guerre d'Espagne étaient inscrits sur le drapeau du 53e.

présence d'un officier galopant à ma suite. Toutes ces mesures sont absurdes, vous le savez ; mais ce que vous ne savez pas, c'est que vous vous couvrez d'opprobre par votre conduite à mon égard, et que vos enfants rougiront du nom que vous leur laisserez. Ainsi le voudra la postérité. »

Sir Hudson Lowe dit en sortant de cette audience : « Le général Bonaparte ne se contente pas, à ce qu'il paraît, de s'être créé une France imaginaire, une Espagne imaginaire, une Pologne imaginaire, ainsi que le prouve l'excellent ouvrage de l'abbé de Pradt, que je viens de lire ; il veut encore se créer ici une Sainte-Hélène imaginaire. »

Soit pour se distraire du souvenir de cette discussion, soit par l'effet d'un des soubresauts si habituels de ses impressions, l'Empereur ne nous parla le soir que de l'impératrice Joséphine.

Voici les détails qu'il nous donna :

« Nous vivions comme de vrais bourgeois dans nos rapports mutuels, et nous n'eûmes qu'un même lit jusqu'en 1805, époque à laquelle les événements politiques m'obligèrent de changer mes habitudes et d'ajouter au travail du jour le travail de la nuit. La vie intime est la garantie d'un bon

ménage ; elle assure le crédit de la femme, la dépendance du mari, elle maintient l'intimité et les bonnes mœurs.

« Un fils de Joséphine m'eût rendu heureux et eût assuré le règne de ma dynastie. Les Français l'auraient aimé bien autrement que le roi de Rome, et je n'aurais pas mis le pied sur l'abîme couvert de fleurs qui m'a perdu. Qu'on médite, après cela, sur la sagesse des combinaisons humaines ! Qu'on ose prononcer sur ce qui est heureux ou malheureux ici-bas ! Ma pauvre Joséphine ! elle avait l'instinct de l'avenir quand elle s'effrayait de sa stérilité. A mesure que la fortune l'élevait, ses inquiétudes s'accroissaient. Cependant elle reposait son espoir sur mon adoption d'Eugène, et ce fut la cause de tous ses dissentiments avec mes frères.

« Jamais elle ne me demanda rien pour son fils ; jamais même, par un tact parfait, elle ne me remerciait de ce que je faisais pour lui, tant elle avait à cœur de me convaincre que la fortune politique d'Eugène n'était pas son intérêt à elle, mais le mien propre. Je suis ce qu'elle a le plus aimé dans sa vie, et je le crois tellement, que je suis convaincu qu'elle eût quitté même un rendez-vous

d'amour, ajouta-t-il en riant, pour venir me trouver. Montais-je en voiture au milieu de la nuit pour une course lointaine, je la trouvais, à ma surprise, établie dans la voiture et m'attendant. J'essayais inutilement de la dissuader de m'accompagner. Elle avait de si bonnes et de si tendres raisons à m'opposer, que, presque toujours, il me fallait céder. En somme, elle m'a constamment donné le bonheur conjugal : aussi lui en ai-je conservé le plus tendre souvenir. »

Passant successivement en revue dans sa pensée les membres de sa famille, il nous dit que, dans les Cent-Jours, il avait eu l'idée de faire de la Corse une espèce de vice-royauté pour son frère Lucien, sous le titre de gouverneur général : « Si Lucien y eût été quand j'ai abdiqué, en 1814, je me serais conservé la souveraineté de la Corse. Tous les bras, tous les cœurs de sa population m'y eussent été dévoués comme ma propre famille ; un débarquement de cinquante mille hommes aurait échoué s'il eût été tenté pour m'enlever. Ma présence en Corse aurait été un frein pour les ennemis du peuple français, une protestation pour tous les intérêts que mon règne a créés. »

CHAPITRE IX

Enlèvement du comte de Las Cases.

Au mois de novembre l'Empereur fit écrire aux princes et princesses de sa famille qu'il manquait des choses les plus nécessaires à la vie. Tous s'empressèrent de mettre à sa disposition la totalité ou la majeure partie de leur fortune. Le roi Joseph ouvrit un crédit de dix millions ; Madame mère, la reine Hortense et la princesse Pauline mirent tout ce qu'elles avaient à sa disposition. La princesse Elisa écrivit que sa gêne était extrême, mais qu'elle serait heureuse de partager ce qu'elle avait avec son frère. La princesse Catherine de Wurtemberg fut remarquable par le plus noble dévouement : elle offrit, ainsi que le roi Jérôme, son mari, tout ce qu'elle avait sauvé du naufrage. Le roi Louis fit preuve également d'une tendresse fraternelle toute dévouée, et mit toute sa fortune à la disposition de l'Empereur.

Quelques jours plus tard, le 25 novembre, l'Em-

pereur sortait dans le jardin lorsqu'il y reçut la visite de l'amiral Malcolm. A peine l'amiral était-il parti et l'Empereur rentré dans son cabinet, que sir Hudson Lowe arriva avec l'adjudant général, sir Thomas Reade, les aides de camp Gorriquer et Pritchard, et un commissaire de police. Le gouverneur et le major Gorriquer s'arrêtèrent à quelque distance de la maison, tandis que sir Thomas Reade, le capitaine d'ordonnance, l'aide de camp Pritchard et deux dragons se dirigèrent vers le logement du comte de Las Cases, et en prirent possession en son absence. Sir Thomas Reade, voyant l'appartement vide, fit alors chercher le comte de Las Cases par le capitaine d'ordonnance, et ayant appris qu'il était chez l'Empereur, il l'envoya prévenir qu'il désirait lui parler à l'instant de la part du gouverneur. Encore bien qu'il écrivît en ce moment sous sa dictée, l'Empereur lui permit de sortir. Le commissaire, qui s'était avancé jusqu'au seuil de l'habitation, l'arrêta au moment où il sortait. Pendant ce temps, l'aide de camp Pritchard procédait à la saisie de tout ce qu'il trouvait de papiers dans le logement de Las Cases. De telle sorte que son enlèvement de Longwood et la soustraction de tous

ses papiers furent l'affaire de quelques minutes. Il était déjà loin de nous, lorsque nous apprîmes ce qui venait de se passer.

Sir Hudson Lowe, rayonnant de joie, rencontra sur la route le docteur O'Meara, et, d'aussi loin qu'il l'aperçut, il lui cria : « Votre ami Las Cases est en sûreté, vous allez le rencontrer. » En effet, peu après le docteur le rencontra entre deux dragons, sous la conduite du capitaine Pritchard, qui le menaient prisonnier à Hut'sgate.

Le prétexte de cet enlèvement arbitraire et sans excuses fut une lettre écrite par le comte de Las Cases à lady Clavering, et un rapport sur la situation de l'Empereur, adressé au prince Lucien, et confié à un mulâtre pour être envoyé en Europe sans passer par les mains de sir Hudson Lowe.

Quelque temps avant cet événement, le comte de Las Cases avait essayé également de faire passer furtivement en Europe, par ce même mulâtre, une lettre pour lady Clavering. Mais le gouverneur l'avait su, il avait menacé le mulâtre du fouet s'il recommençait, et en avait parlé au comte de Las Cases, en l'assurant que c'était uniquement par égard pour lui qu'il s'abstenait de faire

à son domestique l'application de l'arrêté qui condamnait à ce châtiment tout mulâtre ou esclave qui contrevenait aux restrictions publiées sur Longwood.

Le comte de Las Cases attendait beaucoup du mémoire qu'il adressait au prince Lucien ; et quoique l'Empereur, auquel il l'avait soumis, l'eût fortement engagé à renoncer à ses espérances et surtout à son moyen d'envoi, il avait persisté dans son projet.

Quand l'Empereur sut l'arrestation de Las Cases, et qu'il eut appris les causes qui avaient déterminé cette arrestation, il haussa les épaules en s'écriant :

« Comment un homme qui a autant d'esprit que Las Cases a-t-il pu choisir pour agent secret un mulâtre qui ne sait ni lire ni écrire, et songer à l'envoyer passer six mois en Angleterre, où il n'a jamais été, où il ne connaît personne ? Comment d'ailleurs a-t-il pu espérer que cet homme obtiendrait la permission de s'embarquer en sortant de Longwood ? Véritablement tout cela est digne de l'imagination d'un écolier de sixième. »

Puis, revenant tout aussitôt à un autre sentiment, il dit :

« Mais je fais ici comme le maître d'école de la fable ; je m'emporte contre ce pauvre Las Cases au lieu de m'occuper de le sauver.

« Il faut, Bertrand, que vous alliez de suite à Plantation-House réclamer en mon nom contre la violence inexplicable dont le gouverneur vient de se rendre coupable.

« Exigez que Las Cases me soit rendu. Protestez, si on vous refuse, contre cet enlèvement inique. Demandez mes papiers dont le comte Las Cases se trouvait dépositaire en raison des fonctions qu'il remplissait auprès de moi avec l'autorisation du gouvernement anglais. Allez, Bertrand, ne perdez pas de temps ; ce pauvre Las Cases doit souffrir cruellement. »

Cependant, le grand maréchal ne bougeait pas. Il était comme absorbé par ses propres pensées et comme un homme hors d'état d'entendre ou d'agir. L'Empereur s'en aperçut et lui demanda avec une sorte d'inquiétude s'il se trouvait incommodé. Alors seulement il sortit de son absorption et avoua que la mort de sa belle-mère qu'on venait de lui apprendre le renversait à tel point qu'il se sentait incapable de se charger de la mission d'aller réclamer Las Cases.

L'Empereur en fut vivement contrarié ; peu d'instants après, il fit appeler le docteur O'Meara et l'envoya chez sir Hudson Lowe pour savoir officiellement, avant de rien décider, la cause de l'enlèvement du comte Las Cases.

Le soir, nous apprîmes que le prince Joseph était arrivé en Amérique. L'Empereur affecta pendant le dîner un calme extrême, ne dit pas un mot des événements de la journée et se fit apporter *Corinne*, qu'il lut pendant une heure. A neuf heures, il rentra dans sa chambre à coucher, où O'Meara vint lui rendre compte de sa mission à Plantation-House

26 novembre. Le grand maréchal arrive de bonne heure chez l'Empereur. Il prend ses ordres pour Plantation-House, où il se rend à midi et demi.

Le gouverneur l'écouta avec une extrême déférence et mit un grand soin à le convaincre de ses regrets de s'être trouvé dans la nécessité d'exécuter dans toute leur rigueur les ordres de son gouvernement. Il montra la lettre écrite sur de la soie par Las Cases, et saisie cousue dans la doublure de la veste de son mulâtre. La contravention était flagrante. Le grand maréchal ne pouvait le nier.

Il ne pouvait que faire sentir au gouverneur la responsabilité de barbarie qui pèserait sur lui aux yeux de l'opinion publique en Europe, quand on saurait que, pour une si futile désobéissance aux restrictions, il avait privé l'Empereur de celui de nous qui peut-être lui était le plus utile, puisqu'il remplissait les fonctions de secrétaire du cabinet ; et il le fit avec insistance, mais inutilement. Sir Hudson Lowe fut inébranlable dans sa résolution.

Las Cases n'était pas à Plantation-House. Il avait été transféré dans le cottage du major Harisson sur la hauteur qui domine Hut'sgate. Le commissaire de police et un poste d'infanterie le gardaient au secret.

L'Empereur envoya en ville O'Meara pour savoir quel effet l'enlèvement de Las Cases avait produit tant sur la garnison que sur les insulaires.

Il reçut quelques visites, et il en saisit l'occasion pour exprimer hautement l'aggravation qu'apporterait à sa captivité l'enlèvement du comte Las Cases. Nous le remarquâmes avec quelque étonnement ; car ses paroles vis-à-vis de nous étaient toutes l'expression d'une extrême humeur contre la désobéissance de Las Cases, auquel il avait

positivement défendu, non seulement de donner aucune commission mystérieuse au mulâtre, mais même d'essayer d'aucune manière quelconque à faire passer secrètement une lettre en Europe. Au fait, c'était le même sentiment qui dictait ces paroles si opposées, le regret du départ de Las Cases.

Les papiers saisis chez le comte Las Cases sont en sa présence régulièrement inventoriés. Le grand maréchal en est prévenu par le gouverneur, qui lui déclare qu'il est prêt à faire droit à la réclamation qu'en a faite l'Empereur comme étant ses propres papiers. Mais le comte Las Cases témoigne si vivement et avec tant d'émotion au général Bertrand le grand prix qu'il attache aux dictées qui lui ont été faites sur les campagnes d'Italie, que Bertrand prend sur lui de lui laisser tout ce qu'il juge n'être pas indispensable à l'Empereur pour continuer ce travail.

C'est cette circonstance qui détermina le gouvernement anglais à garder jusqu'à la mort de l'Empereur les papiers saisis chez le comte de Las Cases et à exiger, en 1821, le consentement écrit des exécuteurs testamentaires de l'Empereur pour les remettre au comte de Las Cases.

C'est le 30 décembre, à trois heures, que partit le vaisseau qui portait au cap de Bonne-Espérance le comte de Las Cases et son fils.

CHAPITRE X

Longwood après le départ de Las Cases.

Le 1er janvier 1817 arriva, mais plus triste encore que ne l'avait été le 1er janvier précédent. Le départ du comte de Las Cases nous avait laissés tous sous de pénibles impressions.

Il y a de ces anniversaires plus sombres que les autres, parce qu'ils ramènent naturellement des souvenirs qui forcent l'homme à faire la comparaison du passé avec le présent.

Le 1er janvier, cette fête de famille où l'Empereur aux Tuileries était d'abord salué par une femme qu'il adorait, par un fils qui faisait tout son espoir, par un peuple dont il rêvait le bonheur, par quatre rois, ses frères de sang, et enfin par dix ou douze autres rois qui se disaient ses frères d'amitié ; cet anniversaire se présentait cette fois dans des circonstances bien douloureuses.

Au lieu des Tuileries, notre misérable habitation ; au lieu de notre France tant regrettée, Sainte-

Hélène tant maudite; au lieu des caresses de famille, des souhaits des courtisans, des cris de joie du peuple, des hommages de l'Europe, les souhaits stériles de quelques compagnons de captivité, dont à chaque instant, sur le caprice d'un odieux geôlier, le nombre pouvait diminuer encore!

Toutefois l'Empereur reçut avec bonté nos hommages et nos vœux.

Il est souffrant et triste.

« Je suis dans un tombeau, me dit-il; je ne me sens pas le courage d'une fête de famille. Ne venez tous qu'à quatre heures, le travail aura chassé les pensées de la nuit. »

A quatre heures, tous nous fûmes à l'envi exacts au rendez-vous que nous recevions d'un père chéri, pour lui exprimer les souhaits que chaque jour nous formions pour lui.

« J'y crois, nous dit-il; mais je n'attends du sort que la mort pour mettre un terme à mon supplice. Vous voyez que chaque jour est marqué par un nouvel outrage. Je vous plains, car plus vous me donnerez de témoignages de votre dévouement, et plus vous devrez souffrir de mes propres souffrances. Espérons du moins que M. Lowe laissera passer cette journée sans nous tourmenter.

« Vos enfants dîneront avec moi, je veux que leur joie soit complète. »

Puis, prenant avec tendresse les mains d'Hortense et de Napoléone, il leur dit : « Allons, venez, à vous deux les premières étrennes. »

Les châles de cachemire, les crêpes de Chine, présents de M. Elphinstone, furent livrés au pillage de ces deux jolies petites créatures ; Napoléon, Tristan et Henri eurent chacun une timbale ; le général Bertrand eut un jeu d'échecs de la Chine ; le général Gourgaud eut une lorgnette qui venait de la reine de Naples. Mon lot fut une grande croix de la Légion d'honneur, que l'Empereur avait portée.

L'espoir de l'Empereur ne devait pas se réaliser, et l'insulte aurait forcément ramené ses pensées sur sa cruelle position, si le général Gourgaud n'avait gardé jusqu'au lendemain le secret du prétendu malentendu qui le retint prisonnier d'un soldat pendant une heure.

Une des sentinelles d'Hut'sgate, interprétant mal sa consigne, arrêta le général Gourgaud, qui ne fut délivré qu'à l'expiration de la faction de cette sentinelle, quand le caporal la releva. Le grand maréchal s'empressa d'écrire à sir Hudson Lowe

pour porter plainte ; mais celui-ci se contenta de répondre, selon son habitude, que c'était une erreur qui ne se renouvellerait plus, et huit jours après même erreur se renouvelait. Comment pouvait-il en être autrement, lorsque la consigne interprétée en notre faveur valait cent coups de fouet, tandis qu'interprétée contre nous, elle n'était qu'un excès de zèle, un gage de fidélité, un témoignage de mauvaise disposition à notre égard ?

Nous apprîmes à cette occasion que sir Hudson Lowe donnait personnellement et de vive voix, dans ses courses à cheval, des consignes aux sentinelles, sans que les chefs de poste en eussent connaissance autrement que par le rapport du caporal quand il relevait le factionnaire, auquel la consigne extraordinaire avait été ainsi donnée contrairement à tous les règlements du service militaire. Nous apprîmes également que le soldat qui avait arrêté le général Gourgaud avait reçu de sir Hudson Lowe l'ordre positif d'arrêter tout Français qui se présenterait à Hut'sgate pour passer, sans être accompagné d'un officier anglais, fût-ce même le *général Bonaparte.*

Le dîner de ce jour fut un véritable dîner de famille ; tous les frais en furent faits par nos

enfants. Leur bonheur juvénile réveilla chez l'Empereur les souvenirs de la jeunesse. Ses premières amours, comme ses premières méditations sur le bonheur, revinrent à sa pensée.

C'est à cette époque qu'il entreprit, avec le général Gourgaud, l'histoire des campagnes d'Égypte, travail qu'il avait d'abord destiné au général Bertrand, et qui, interrompu de nouveau par le départ du général Gourgaud lorsqu'il nous quitta pour retourner en Europe, me fut dicté en entier vers la fin de 1819[1].

Quant au travail commencé avec Las Cases, il fut ajouté à celui que j'avais déjà. Je reçus, en outre, le soin des archives et celui des portefeuilles du cabinet. Quoi qu'il en soit, au bout de quelque temps les choses avaient repris leur marche accoutumée.

Mais il était impossible à sir Hudson Lowe de se laisser oublier, et c'était en vain que l'Empereur cherchait dans le travail l'oubli des indignes tracasseries dont il était le but constant.

1. Cette dictée, ainsi que celle sur le retour de l'île d'Elbe, a été remise par moi au général Bertrand, depuis notre retour en France, lorsqu'il me témoigna le désir de se charger de leur impression.

Un jour, j'écrivais sous sa dictée, quand le valet de chambre de service vint le prévenir que, depuis une heure, le gouverneur voulait à toute force entrer dans la chambre de l'Empereur pour s'assurer par lui-même qu'il ne s'était pas échappé. Le valet de chambre avait résisté, mais sir Hudson Lowe avait osé pousser l'oubli de toutes les convenances jusqu'à dire qu'il ferait enfoncer les portes par des sapeurs, si on persistait à ne pas lui ouvrir. C'était alors que Noverraz s'était décidé à venir troubler son royal maître, qu'il savait occupé à me dicter ; et, il faut le dire, l'Empereur était si dévotement adoré de ses gens, qu'il n'en est pas un qui ne fût prêt à se sacrifier pour lui. Noverraz savait le coup qu'il allait porter à l'Empereur. Ce n'était donc qu'à la dernière extrémité qu'il avait consenti à lui transmettre le message de sir Hudson Lowe.

L'Empereur l'écouta avec une méprisante impassibilité, puis se tournant à moitié :

« Dis à mon geôlier, répondit-il, qu'il ne tient qu'à lui de changer ses clefs contre la hache du bourreau, et, s'il entre, que ce soit sur un cadavre. Donne-moi mes pistolets. »

Sir Hudson Lowe entendit cette réponse, et se

retira anéanti. Mais le coup avait été porté, et la journée était perdue pour le travail. L'Empereur était d'ailleurs très souffrant depuis quelques jours, et cet état maladif était l'unique cause qui eût empêché les Anglais de l'apercevoir ; car, quelque soin qu'il mît à ne pas se prêter officiellement aux exigences haineuses de sir Hudson Lowe, il s'arrangeait presque toujours de manière à ce que l'officier commandant du poste dit d'honneur, pût comprimer, par leur rapport, les écarts d'une préoccupation qui, chaque jour, se transformait en folie furieuse.

Le général Gourgaud rencontrait assez souvent, dans ses promenades à cheval, le comte Balmain, commissaire russe, et leur conversation avait toujours plus ou moins d'intérêt. Le compte qu'il en rendait à l'Empereur reportait en général ses pensées vers des événements qui le distrayaient des impressions de Longwood.

Heureusement le hasard voulut que le même jour le retour du général Gourgaud lui apprît des nouvelles importantes, et qui effacèrent momentanément le souvenir de la scène scandaleuse que venait de faire sir Hudson Lowe. M. de Balmain avait reçu des lettres de Saint-Pétersbourg, dont il ne

pouvait communiquer le contenu, mais qui l'autorisaient à faire savoir à Longwood que l'empereur Alexandre regrettait que des malentendus eussent rompu des liens d'amitié auxquels il avait attaché un grand prix, et qu'il désirait sincèrement que des explications, qu'il était prêt à provoquer, justifiassent ses regrets, et lui fissent un devoir d'amitié de prêter à la position de l'empereur Napoléon toute l'aide de sa puissante intervention.

A l'orage de la veille succéda le calme, et pendant quelques jours nous n'entendîmes plus parler de sir Hudson Lowe. L'Empereur reprit son travail habituel. Gourgaud et moi l'y engagions autant qu'il dépendait de nous, par le soin que nous apportions à ce que toujours ses dictées fussent remises au net lorsque l'heure du travail nous ramenait près de lui.

En effet, sa première dictée était l'expression de ses souvenirs sans réflexion, sans classement ; et il fallait bien se garder de lui en faire remarquer le désordre ou l'incohérence, car cela produisait sur l'élan de sa pensée l'effet instantané du temps d'arrêt d'une montre dont on brise le grand ressort.

Il fallait à tout prix écrire aussi vite qu'il parlait, et ne jamais lui faire répéter même la dernière parole prononcée. Le plus souvent, plusieurs heures de suite s'écoulaient sans qu'il cessât de dicter ainsi les souvenirs de ses guerres ou des événements dominants de son règne.

La mise au net de sa première dictée lui servait de note pour la deuxième dictée, et cette deuxième dictée, recopiée, devenait la minute de son travail personnel. Il la corrigeait de sa main, mais malheureusement presque toujours au crayon, parce qu'il lui était plus commode d'écrire ainsi, et que d'ailleurs il ne se mettait pas d'encre aux doigts, ce qu'il ne manquait jamais de faire lorsqu'il se servait d'une plume. Et l'on sait qu'il était peu de jolies femmes plus coquettes de leurs mains que l'Empereur ne l'était des siennes. Il avait raison, car ses mains et ses pieds étaient remarquables par leur petite dimension et leur gracieuse forme ; bien peu de femmes eussent hésité à changer avec lui la blancheur et le coloris de sa peau partout où le hâle des champs de bataille n'en avait pas altéré la nature.

« Qu'avez-vous fait, monsieur le paresseux ? » était son bonjour quand on rentrait dans son cabinet

pour le travail ; et son sourire plein de bonté était la récompense du travail qu'on lui présentait. « Travaillons, disait-il alors, puisque vous le voulez, et peut-être en travaillant réussirons-nous à oublier ce brigand de Lowe. »

Cependant l'eau de Longwood devenait impotable ; elle croupissait dans les réservoirs, et déjà nous étions obligés d'envoyer les chevaux boire à plus d'un mille hors de l'enceinte. L'eau manquait pour les bains de l'Empereur. J'écrivis à sir Hudson Lowe ; il promit de prendre les mesures nécessaires pour approvisionner d'eau Longwood, et fit immédiatement commencer les études de grands travaux qu'il a depuis fait exécuter ; mais cela ne remédia pas à nos privations présentes, et nous fûmes des années avant que l'eau nous arrivât en suffisance.

Vers le milieu de décembre, sir Thomas Strange, un des premiers juges de Calcutta, qui se trouvait à Sainte-Hélène en relâche, de retour pour l'Angleterre, fit demander par sir Hudson Lowe la permission de présenter ses hommages à l'Empereur ; mais il ne fut pas reçu ; les impressions de l'enlèvement de M. de Las Cases étaient encore trop récentes. « Répondez au gouverneur, dit l'Empe-

reur au grand maréchal, que les gens qu'on a descendus dans la tombe ne reçoivent pas de visite, et ayez soin que ce juge indien connaisse ma réponse.

Sir Hudson Lowe ne put retenir sa colère en recevant la missive du général Bertrand, et il s'y laissa aller d'une manière outrageante. Mais sir Thomas Reade le dépassa, s'il est possible; et l'on nous rapporta de lui, à cette occasion, les paroles suivantes :

« Si j'étais le gouverneur, je mettrais bien à la raison ce chien de Français; je l'isolerais de ses amis, qui ne valent pas mieux que lui, puis je lui ôterais ses livres. Ce n'est, au fait, qu'un misérable proscrit : je le traiterais comme tel, et par Dieu, ce serait grand service à rendre au roi de France que de l'en débarrasser. C'est une lâcheté que de ne l'avoir pas envoyé à une cour martiale au lieu de l'envoyer ici. »

La santé de l'Empereur s'altérait; le manque d'exercice affectait sensiblement le système lymphatique; O'Meara s'en inquiétait, il le disait dans ses rapports. Les commissaires en parlèrent au gouverneur. Leurs instructions étaient formelles. Ils voulurent connaître le véritable état

de la santé de l'Empereur, et demandèrent qu'il fût pris par le gouverneur toutes mesures compatibles avec la sûreté de la détention, pour que le manque d'exercice n'altérât pas la santé du prisonnier.

Sir Hudson Lowe s'émut de la démarche des commissaires; il était loin de s'y attendre, tant il se croyait assuré de les avoir complètement asservis à ses moindres désirs. Il est vrai qu'il était difficile de s'être effacé plus complètement que le commissaire autrichien; et quant aux commissaires russe et français, le premier était amoureux fou de la fille de lady Lowe, et presque complètement absorbé par le soin de plaire à cette charmante jeune fille; le second, le marquis de Montchenu, aimait trop les bons dîners de Plantation-House, pour qu'il le crût susceptible d'aucune indépendance; il se trompait, le temps le lui prouva grandement. C'est à cette occasion que sir Hudson Lowe dit: « Je vais arranger les choses de manière à ce qu'il puisse monter à cheval: je ne veux pas qu'il meure d'une attaque d'apoplexie; cela pourrait m'embarrasser fort et mon gouvernement aussi. J'aime bien mieux qu'il meure d'une maladie lente, et que nos médecins

puissent bien constater comme naturelle. Une apoplexie prêterait trop aux commentaires. »

L'observation suivante peindra sir Hudson Lowe sous ses véritables couleurs :

« Le général Bonaparte ne peut parcourir l'île librement ; s'il ne s'était agi que de sa sûreté, un simple commis de la Compagnie des Indes aurait suffi pour le garder à Sainte-Hélène. Il doit se trouver heureux que mon gouvernement ait envoyé pour le garder un homme aussi bon que moi, sans quoi il serait enchaîné pour lui apprendre à mieux se conduire. »

Voici la réponse de l'Empereur :

« Dans ce cas, il résulte clairement que si les instructions données à M. Lowe ne renferment pas l'ordre écrit de me tuer, l'ordre verbal en a été donné ; car lorsque l'on veut faire périr mystérieusement un homme, la première chose à faire est de le séquestrer de tout contact avec la société, de l'envelopper des ombres du mystère, afin qu'après avoir accoutumé le monde à ne plus en entendre parler, à l'oublier, on puisse aisément le torturer, le faire disparaître. »

Les conversations du soir étaient des souvenirs de famille.

« Mme Tallien, disait un jour l'Empereur, venait souvent chez Mme de Beauharnais, elles étaient intimes. Barras, Fréron, Dulaulois, étaient leurs chevaliers. Tout cela était très bien avant mon mariage, c'était supportable pendant mes campagnes d'Italie ; mais quand les circonstances m'eurent amené à être le premier magistrat de la République, je dus balayer les salons de la première dame de France de tous ces débris du salon du Directoire. Cela me fit beaucoup d'ennemis. C'est comme Isabey, qui imagina que, parce qu'il se trouvait dans le jardin de la Malmaison, il pouvait oublier l'immensité qui nous séparait et me frapper sur l'épaule en jouant avec de jeunes aides de camp.

« Mme Tallien voulait à toute force que je l'admisse à ma cour. Sa raison me comprenait cependant quand je lui disais : « Mais comment vou- « lez-vous que j'oublie et fasse oublier votre célé- « brité et cette potée d'enfants que vous avez de « tout le monde ? » Son désir était le sujet de notre conversation toutes les fois qu'elle réussissait à se rapprocher de moi, ce qui arrivait à tous les bals masqués auxquels j'allais. Je m'en faisais donner tous les ans par Cambacérès, ou par mes ministres : ce m'était toujours une occasion de

sonder par moi-même l'opinion des salons de Paris.

« Cette pauvre Mme Tallien était la meilleure femme du monde. Son cœur était aussi bon que sa personne était belle. Les services qu'elle a rendus sont innombrables. Les nobles surtout ont été comblés de ses bienfaits, et beaucoup doivent la vie à l'empire qu'elle avait pris sur Tallien. Tant qu'il y eut péril pour eux, elle fut encensée par eux ; mais quand mon avènement au pouvoir fut pour tous les Français le gage d'une sécurité légale, les salons de Mme Tallien furent déserts, et je me rappellerai toujours qu'à l'une des fêtes de la paix d'Amiens, me trouvant par hasard dans l'embrasure d'une fenêtre du pavillon de Flore, j'entendis une jeune personne, Mlle de G..., dire à sa mère : « Comment, ma mère, pouvez-vous penser « à parler à M... ? est-ce qu'on reconnaît ces gens- « là quand on n'a plus besoin d'eux ? » M... avait rendu à cette dame le service de lui sauver la vie pendant la Terreur.

« A mon retour d'Égypte Mme de Staël fit tout ce qu'elle put pour m'avoir chez elle ; elle m'écrivait lettre sur lettre. Je les lisais, comme dit l'abbé de Pradt, avec le pouce. Un jour, elle força ma porte, et m'arriva sans être annoncée.

J'habitais alors ma petite maison de la rue Chantereine ; j'étais en robe de chambre, et faisais ma toilette : je m'excusais de la recevoir ainsi. « Bah ! me dit-elle, le génie n'a pas de sexe. » On m'a dit que cette femme poussait ses amis dans l'eau pour avoir le plaisir de les sauver. Il faut qu'à tout prix elle joue son rôle. A un bal chez Talleyrand, elle vint sans façon s'asseoir près de moi sur un sofa, et entama la conversation sur un diapason si élevé que tout le monde fit cercle. Elle me demanda entre autres choses : « Quelle est, « général, la femme de l'antiquité ou des temps mo« dernes que vous estimez le plus ? — C'est, lui ré« pondis-je, la plus aimable. — Mais celle que vous « prisez davantage ? déguisant mal son impatience de ce que je ne répondais pas à son désir secret. « — Mais, dis-je, madame, celle qui a fait le plus « d'enfants, » et je me levai. Tout le cercle se mit à rire, elle en fut déconcertée. Ce fut le germe de l'opposition qu'elle fit à mon règne.

« De semblables misères font bien plus d'ennemis qu'on ne croit. C'est un tort que j'ai eu. Je n'ai pas assez pesé la valeur d'un mot piquant ou d'une plaisanterie.

« C'est à la recommandation de Mme de Staël

à laquelle d'ailleurs je rendais toute justice comme femme très supérieure, que je nommai Benjamin Constant membre du Tribunat. J'eus lieu de m'en repentir : il ne tarda pas à faire une opposition exaltée, que Mme de Staël soutint de toute l'influence de son salon. Elle donna à cette occasion une fort belle fête, où elle proclama Benjamin Constant le nouveau Mirabeau. Je parlementai avec eux. Je n'en obtins rien. Il me promettait de changer, et recommençait de plus belle. Je pris mon parti de les exiler.

« A mon retour de l'île d'Elbe, j'ai beaucoup vu Benjamin Constant. Il n'était plus l'amoureux de vingt ans, il était l'ami de l'âge mûr ; il était juge impartial des hautes qualités comme des défauts de son amie : il m'avoua que Mme de Staël perdait la tête quand ses passions s'en mêlaient, et que bien souvent elle lui avait écrit ou dit : « Si vous ne faites pas ce que je veux, je « tuerai Albertine. »

« Pendant mon règne j'ai eu le tort de ne pas causer assez avec les femmes ; j'aurais dû en voir tous les jours ; elles ont une indépendance d'esprit qu'on ne trouve pas chez les hommes. Combien n'aurais-je pas appris de femmes comme Mme de

Montmorency ! J'aurais peut-être alors chassé Talleyrand. Mme de Bassano, lorsque j'ôtai les affaires étrangères à son mari, vint me trouver et me reprocha mon ingratitude, elle me parla un langage que je ne connaissais pas ; je ne sais où elle prit tout ce qu'elle me dit En dernier lieu, Mme de Rovigo m'attaqua aussi sur son mari : elle voulait absolument que je le fisse maréchal, et me rappelait son dévouement et ses services avec une énergie sans pareille ; elle m'ébranlait presque, lorsqu'elle fit la faute de me dire : « C'est comme Sébastiani que vous « négligez, et dont vous vous faites un ennemi en « pure perte. — Ah ! madame, m'écriai-je, c'est trop « fort de plaider tout à la fois la cause de votre « mari et de votre amant. » Sans se déconcerter : « Je ne suis plus assez jeune pour avoir un amant, « vous le savez bien, mais vous voulez rompre les « chiens ; eh bien ! vous ne réussirez pas, vous « m'écouterez jusqu'à la fin, et je vous répète que « vous devez ménager Sébastiani. C'est un homme « de beaucoup d'esprit, d'une grande influence dans « le Parlement, et que vous devez faire maréchal « de France dans votre propre intérêt. Quant à Savary, c'est différent ; il vous servira de même, que

« vous soyez ingrat ou non envers lui. » Eh bien, elle avait raison; si j'avais donné le bâton de maréchal de France à Sébastiani, j'aurais probablement conservé la majorité dans la Chambre des députés; et comme il avait commandé un corps d'armée avec distinction, cette nomination n'aurait rien eu d'extraordinaire pour l'armée.

« L'impératrice était mal entourée dans mon intérêt. La duchesse de Montebello voulait exercer sur elle une influence qui me gênait. Mme de Montesquiou voulait se faire une espèce de portefeuille de sa position auprès du roi de Rome. Elle venait constamment me déranger pour prendre mes ordres sur les moindres détails de sa place; elle conseillait à l'impératrice, en lui parlant de son fils, d'obtenir de moi de l'initier aux affaires. « Il ne faut pas, lui disait-elle journellement, sacri-« fier les intérêts du roi de Rome à votre timidité; « l'Empereur peut être tué dans une bataille, et « comment, je vous le demande, pourriez-vous gou-« verner comme régente si vous ne savez rien des « devoirs d'un roi ? » Heureusement pour moi, l'impératrice était la candeur même, elle me disait tout et fuyait de tels conseils.

« J'ai souvent appris des choses importantes par

mes chambellans. Béarn, Montaigu, m'ont dit des choses d'un grand intérêt ; souvent les plus bêtes étaient les plus utiles. Courtomer aussi, il savait à merveille son faubourg Saint-Germain. Vous ne sauriez croire tout ce que j'ai appris ainsi des intrigues royalistes. C'est comme tout ce que j'ai su de la haute bourgeoisie de Paris, par Marchand, à mon retour de l'île d'Elbe. Pendant ces trois mois qu'il a été mon premier valet de chambre, il a été constamment fêté par mes fournisseurs. Le fameux Biennet l'invitait souvent à dîner avec les premiers marchands de Paris, et là c'était des conversations à n'en plus finir sur la politique et sur ce que je devais faire pour gagner l'amour de la capitale. »

Cependant l'insulte faite au général Gourgaud par la sentinelle de Huts'gate n'avait pu être longtemps cachée à l'Empereur. Ces secousses continuelles affectaient sa santé, car alors il se renfermait obstinément dans son appartement, et chaque fois aussi c'était tout un travail diplomatique pour nous que de le décider à reprendre l'air, et encore n'y réussissions-nous que lorsque le besoin d'exercice se faisait vivement sentir et se manifestait par le gonflement des jambes et les maux de

tête. L'Empereur se persuadait toujours qu'un bain de plusieurs heures et le travail de nuit étaient les grands remèdes contre les malaises produits par le manque d'exercice. Il est vrai que presque toujours il se trouvait bien de ce régime.

L'Empereur conçut l'espoir d'obtenir du prince régent quelque frein au pouvoir despotique de sir Hudson Lowe. Il ne pouvait s'accoutumer à l'idée qu'un roi d'Angleterre n'eût d'autre pouvoir que de nommer des ministres. Il me dicta un long exposé de toutes les vexations dont il était journellement la victime. Mais ce travail fut laissé de côté sans avoir été revu, jusqu'au moment où il servit de base aux observations sur le discours de lord Bathurst.

4 janvier. L'Empereur a passé une assez mauvaise nuit, il est mal disposé, et ne travaille pas. Il reste longtemps au bain, fait une assez longue promenade en calèche, attend le dîner en jouant aux échecs, et le soir nous prouve par sa conversation l'agitation de sa pensée. Il nous raconte l'histoire d'un de ses parents, le frère Boniface, mort en odeur de sainteté, et que les capucins voulaient à toute force faire déclarer saint. Le

pape lui-même l'offrit à l'Empereur. « Ce serait, lui dit-il, un million bien employé. Un saint Bonaparte serait d'un bon effet dans la chrétienté. » Mais l'Empereur s'y refusa, il craignit le ridicule.

« La reine n'avait point le caractère que l'histoire lui prête. Rœderer m'a souvent dit que, dans le cabinet du roi, elle pleurait à chaudes larmes quand on discutait les mesures à prendre pour conjurer l'orage qui menaçait le trône. Chauveau-Lagarde aurait mieux fait de ne rien dire. Quant à Mme Elisabeth, je pense comme Las Cases : c'était un diable, comme est à présent la duchesse d'Angoulême, que dans les journaux on appelle un ange de bonté. Tant pis pour le roi, s'il ne peut pas soutenir les cours prévôtales. Je crains bien que tout cela ne se termine par le partage de la France. L'Angleterre ne devait pas sortir glorieuse de sa lutte avec la France. Le sort lui a été favorable, voilà tout. Ses ministres sont des imbéciles ; ils devaient profiter de leur victoire inattendue pour anéantir la France, qui, avec sa nombreuse population, ses richesses et sa grande étendue de côtes, est une rivale bien dangereuse pour l'Angleterre. L'intérêt anglais veut que la France soit réduite au rôle de puissance

secondaire. Il fallait profiter des décastres de 1814 et de Waterloo pour nous enlever l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne et une partie de la Flandre. Et il est vrai que la Russie a un intérêt inverse, et que probablement elle s'y serait opposée. Le cabinet de Saint-Pétersbourg a une politique plus élevée que celui de Vienne. Rostopschin, qui a brûlé Moscou, a laissé dans son palais des papiers de haute importance, et qui m'ont prouvé que, malgré la guerre de 1812, les Russes en voulaient autant à l'Angleterre, et peut-être plus, qu'à moi. — L'Autriche n'a pas de marine.

« La reine Caroline de Naples aimait beaucoup le roi de Rome. J'eus avec elle de curieuses correspondances. Elle vivait en Sicile, abreuvée de dégoûts et d'humiliations ; les Anglais la sacrifiaient journellement à leurs vues ambitieuses sur la Sicile. Elle avait soif de vengeance, et son imagination, déréglée par tout le sang qu'elle avait laissé couler quand l'impéritie du Directoire lui rouvrit les portes de Naples, ne s'arrêtait plus devant rien, quand elle croyait apercevoir un rayon d'espérance. Le mariage d'une de ses filles avec le duc d'Orléans avait servi sa politique du moment. A la naissance du duc de Chartres, un de ses agents conçut un

plan infernal : « Rendez-lui sa couronne de Na-
« ples, me dit-il, elle servira votre cause et sa
« haine des Anglais par des vêpres siciliennes,
« dans lesquelles s'engloutiront toute une race de
« rivaux de votre dynastie. » J'ai repoussé avec une profonde indignation cette exécrable pensée, et depuis lors je n'ai plus entendu parler d'elle que par ses intrigues incessantes et ses trames pour renverser Joseph ou Murat. Si ma sœur Caroline avait suivi les conseils que je lui ai donnés, elle aurait sauvé sa couronne en 1815. Je lui disais que dans sa position, elle devait, comme les États faibles, négocier et ménager tout le monde. « Mais, m'écrivait-elle, une puissance qui a trente mille
« hommes sous les armes est toujours d'un grand
« poids dans les affaires d'Europe, et bien plus
« encore dans ce moment, puisque ces trente mille
« hommes peuvent paralyser une partie notable des
« forces de l'Autriche. — Oui, lui répondis-je, trente
« mille soldats, mais non pas trente mille hom-
« mes. Or, vous n'avez pas un seul soldat. Six mille
« Français suffiront toujours pour conquérir votre
« royaume de Naples livré à ses propres forces. »

Quant Murat crut avoir une armée parce qu'il avait des hommes richement habillés et capara-

çonnés, et qu'à mon retour de l'île d'Elbe il imagina de s'avancer avec ses quatre-vingt mille Napolitains dans les marches d'Ancône, le vieux roi de Naples s'écria: « Ah! il verra; il croit « que les Napolitains sont des soldats! ils l'abandon« neront comme ils m'ont abandonné deux fois: « c'est de la pure canaille! » Murat cependant était parvenu à n'avoir pas besoin du secours d'une armée française pour se soutenir à Naples, et c'était beaucoup; mais ce fut de la dernière folie à lui que de croire pouvoir combattre l'Autriche et se saisir du royaume d'Italie. Il est vrai qu'il avait de moi une telle opinion, qu'aussitôt qu'il apprit mon arrivée en France il me crut aussi puissant qu'autrefois et il voulut tout d'abord s'emparer de l'Italie jusqu'au Pô; il redoutait mes rancunes. Colonna, que je lui avais envoyé de l'île d'Elbe pour lui annoncer mon départ et lui prescrire l'ordre de conserver la plus stricte neutralité, reçut la confidence de ses folles résolutions; il le conjura à genoux d'y renoncer, mais ce fut inutilement. Murat persista, il se perdit et me perdit, car c'est sa rupture avec l'Autriche qui a précipité les événements. Metternich se persuada que Murat agissait par mon ordre, il rompit toutes

ses relations avec moi. Il me vit recommençant une ère de conquêtes, et mes protestations du système contraire ne furent plus à ses yeux que les témoignages d'une mauvaise foi qu'il fallait se hâter de combattre. Je puis donc dire avec vérité que Murat m'a perdu deux fois. Mais sa mort n'en est pas moins un assassinat ; il était roi, bien roi, puisqu'il avait été reconnu roi par toutes les puissances.

« J'aurais dû, en partant de l'île d'Elbe, emporter une imprimerie portative ; on fit cent copies de proclamation à la main, mais de semblables écrits font plus d'effet sur le peuple étant imprimés : l'impression leur donne un caractère d'authenticité.

« Arrivé à quatre heures du soir au golfe Juan, je plaçai des postes sur tous les chemins pour arrêter les passants. J'envoyai un détachement de vingt-cinq hommes à Antibes. Bientôt une foule considérable de paysans nous entoura ; elle témoigna son étonnement de notre apparition et de notre petite force. Le maire d'un village voisin, remarquant la faiblesse de mes moyens d'action, me dit : « Nous commencions à être heureux et « tranquilles, vous allez tout troubler. » Je ne sau-

rais dire combien ce discours me pénétra, et combien il me fit mal. Un courrier du prince de Monaco, tout galonné d'or, fut arrêté par la grand'-garde ; il avait fait partie des écuries de l'impératrice Joséphine ; je le connaissais, je le questionnai ; il me dit que l'armée et le peuple étaient pour moi ; depuis Paris jusqu'à Montélimar il avait entendu crier *Vive l'Empereur!* mais la Provence n'était pas si bonne. Ces nouvelles compensèrent le chagrin de la non-réussite sur Antibes. On m'amena bientôt le prince de Monaco lui-même. Cambronne l'avait malmené, il en était tout intimidé. Je le rassurai, et lui dis qu'il ne devait avoir aucune inquiétude, que rien ne s'opposait à ce qu'il continuât son voyage vers sa principauté aussitôt que je me serais mis en marche. Je causai longuement avec lui sur les événements qui naîtraient de mon débarquement. Il ne me cacha point qu'il doutait du succès de mon entreprise, surtout avec le peu de monde que j'amenais avec moi. Il parlait d'après l'opinion des salons ; son courrier m'avait parlé d'après le peuple. Au lever de la lune, je me mis en marche ; je sentais toute l'importance de ne pas perdre une heure ; personne près de moi ne savait la route que je

voulais prendre, ni Bertrand ni Drouot n'en avaient connaissance. Au moment où j'ordonnai de prendre les armes et de former la colonne de marche, il y eut hésitation et murmures. Tous voulaient que je prisse la route d'Antibes pour me faire rendre mes vingt-cinq grenadiers retenus prisonniers dans cette place. Quelques heures, disait-on, suffiraient pour cela. Je calculai qu'il me fallait deux heures pour arriver devant Antibes, deux heures pour revenir ; deux, trois, peut-être quatre à perdre devant cette place pour négocier ou pour m'en emparer ; que, si je réussissais, ce succès serait d'un minime avantage ; que, si j'échouais, ce qui était probable, ce premier revers donnerait confiance à mes ennemis ; tandis qu'il me fallait à tout prix gagner Grenoble avec la rapidité de l'éclair : Grenoble était le centre d'une province importante ; j'y trouverais un arsenal bien approvisionné, garni d'artillerie, des ressources de tout genre, et je devais croire que j'y rallierais une garnison nombreuse. Le succès de mon entreprise dépendait de surprendre Grenoble, et de m'emparer de ses nombreuses ressources en hommes et en matériel. Aussitôt mon débarquement, j'y avais expédié le chirurgien Émery avec des

lettres et des instructions. Il avait ordre de marcher avec toute la diligence possible, mais de manière à ne pas éveiller l'attention, et, dès son arrivée à Grenoble, de s'entendre avec un jeune patricien de cette ville, Dumoulin, qui, depuis, a été mon officier d'ordonnance, et était venu à l'île d'Elbe m'offrir, pour mon retour, la coopération de ses amis, en m'assurant que toutes les populations du Dauphiné m'attendaient comme le Messie. Je remis à Émery des lettres pour le duc de Bassano et pour Labédoyère.

« Je composai mon avant-garde de cent hommes d'élite, commandés par Cambronne. Arrivé à l'embranchement des routes d'Avignon et de Grenoble, je dis : « A droite ! » et alors seulement je fis connaître mes projets sur Grenoble. Je refusai d'entrer dans Grasse, ville de dix mille âmes, et je bivouaquai sur une hauteur près de la ville, où je fis apporter à déjeuner pour ma troupe. Quelques anciens terroristes vinrent m'offrir de révolutionner la population. Je les refusai, et leur dis de ne pas bouger, de respecter même la cocarde blanche, que pour cinquante millions je ne m'arrêterais pas une heure.

« A Digne, la population témoigna plus de joie à

me voir. Desmichels et sa femme vinrent à ma rencontre ; ils m'assurèrent que les populations que j'allais traverser m'étaient toutes favorables, et que, quand bien même le général Marchand voudrait me fermer les portes de Grenoble, il en serait empêché par l'élan du peuple.

« J'avais laissé à Grasse les deux pièces de canon et les quinze cents fusils que j'avais apportés de l'île d'Elbe ; j'y laissai aussi ma voiture, en donnant l'ordre au maire de les expédier sur Antibes. Tout cela m'était désormais inutile, et un embarras.

« Les assurances que m'avait données Desmichels ne se réalisaient pas complètement. Je trouvais dans les populations plus de surprise que d'enthousiasme. A Gap, une multitude innombrable m'entoura ; je parlai à beaucoup de monde, comme j'eusse fait aux cercles des Tuileries. Les bourgeois m'écoutaient avec respect ; les paysans, avec une joie qui tenait du délire. Grand nombre s'écrièrent : « Les nobles voulaient nous atteler à la « charrue, vous êtes notre sauveur ! » A partir de Gap, les villageois accouraient en masse au-devant de moi, ayant en tête de vieux soldats qui me montraient à eux en disant : « C'est bien Bonaparte,

« c'est bien notre Empereur ! » J'ai vu des paysans tirer de leur poche des pièces de cinq francs, en comparer l'effigie avec ma figure, et dire : « C'est bien lui ! » Tous m'assurèrent que le peuple entier et l'armée étaient pour moi. Cependant personne ne me rejoignait. Gazan, qui était du pays, l'avait quitté, disait-on, à mon approche ; Loverdo avait emmené ses troupes. L'imagination de ma petite armée travaillait ; de vagues inquiétudes effaçaient pour un moment les impressions favorables données par l'élan du peuple ; mais tous nous étions décidés, jusqu'au dernier de mes soldats, à mourir pour une cause que nous regardions comme étant celle de la patrie, et nous marchions avec une rapidité sans exemple ; un moment mon avant-garde se trouva à huit lieues en avant ; les gendarmes me vendaient leurs chevaux pour monter mes cent lanciers polonais.

« Arrivé à un pont en avant de La Mure, je trouvai Cambronne, qui me dit qu'il avait dû battre en retraite devant un bataillon du 5e, qui lui avait barré le passage. Je le grondai vertement, et lui ordonnai de se reporter en avant en payant d'audace. « Les paysans, me disaient les soldats, « sont pour vous. » Cependant ce bataillon conti-

nuait à faire bonne contenance, il ne voulait même pas se laisser approcher par un parlementaire. Je ne pouvais hésiter : je le fis tourner par mes cent chasseurs et lanciers, tandis que je m'avançais à la tête de l'avant-garde, l'arme sous le bras. Le seul fait de ma présence enleva ce bataillon, mais cela ne remonta pas beaucoup le courage de mes hommes ; pour tous, il était évident que j'avais conquis le bataillon du 5e, mais qu'il ne s'était pas donné, et c'était une rude tâche que celle de conquérir ainsi tous les bataillons que l'on m'opposerait.

« Le chef de bataillon avait voulu faire tirer sur moi, ses soldats n'avaient pas chargé leurs armes ; je haranguai les soldats, je demandai à leurs chefs s'ils me seraient fidèles. « Oui, me dirent-ils, nous avons fait notre devoir ; à présent « nous sommes à vous, » et ils me prêtèrent serment, ainsi que tout le bataillon.

« Un aide de camp du général Marchand, qui se trouvait avec le 5e, s'était fait remarquer par son exaltation contre moi ; quelques lanciers le poursuivirent : il s'enfuit en répandant sur sa route la nouvelle qu'il était impossible de me résister, que j'avais toute une armée et une nom-

breuse cavalerie. Je bourrai les plus vieux soldats en leur reprochant d'avoir voulu tirer sur leur Empereur; pour toute réponse, ils firent sonner leurs baguettes dans le canon, en disant: « Re-« gardez si nos armes étaient chargées. »

« Un peu plus loin je rencontrai le chef de bataillon d'artillerie Rey: il me tranquillisa complètement, et m'assura que maintenant je n'avais plus besoin que de fouets pour chasser devant moi ce qu'on oserait opposer à ma marche; que la garnison de Grenoble était pour moi, que des milliers de paysans accouraient de tous les points aux cris de *Vive l'Empereur!* Peu après l'adjudant-major du 7e m'arriva, m'annonçant que Labédoyère m'amenait son régiment. Dès lors il n'y eut plus de doute, et nos forces décuplèrent par l'élan qu'elles reçurent de ces bonnes nouvelles.

« A dix heures du soir j'arrivai devant Grenoble; les portes étaient fermées; les remparts étaient couverts par la garnison et la population, qui criaient *Vive l'Empereur!* Cependant les ponts-levis ne s'abaissaient pas, d'inutiles négociations nous faisaient perdre un temps bien précieux; on me répondait toujours: « Le général Marchand dé-« fend d'ouvrir les portes. » L'idée me vint de faire

battre un roulement pour faire proclamer la destitution du général Marchand. « Ah ! c'est bien dif-« férent, dirent alors les gardes de la porte ; puis-« qu'il est destitué, nous pouvons ouvrir. » Mais les clefs avaient été portées chez le général ; le peuple perdit patience, il brisa les portes à coups de hache et se précipita au-devant de moi, au cri mille fois répété de *Vive l'Empereur!*

« Quand plus tard je demandai à l'officier qui s'était refusé à l'ouverture pourquoi il avait agi ainsi, il me répondit : « J'avais donné ma parole « d'honneur au général Marchand de lui laisser le « temps de s'en aller avec ce qu'il pourrait emme-« ner de troupes. »

« Depuis Gap jusqu'à Grenoble j'étais aventurier, à Grenoble j'étais prince.

« Dans ma marche de Grenoble à Lyon les habitants des campagnes m'offrirent de me faire passer le Rhône avec mes troupes partout où je voudrais, et j'allais me diriger pour couper la retraite aux princes, lorsque j'appris leur fuite de Lyon. Si j'avais pris les princes, j'aurais été fort embarrassé, car peu d'instants avant ils étaient encore obéis. Ce qui aurait été préférable pour ma cause, c'est qu'un mouvement populaire les eût fait périr.

« Lorsque le roi apprit mon débarquement, Soult l'assura que ce ne serait qu'une affaire de gendarmerie « Vous jugez mal la question, monsieur le « maréchal, lui dit le roi ; tout dépendra du premier « régiment qu'il rencontrera. C'est une bien mau- « vaise affaire. » Soult me l'a raconté, en m'avouant franchement qu'il croyait avec conviction ce qu'il avait dit au roi. Soult n'a pas trahi le roi ; mais tant de faits déposent contre lui que, si je n'étais pas au fait de ce qui s'est passé comme je le suis, je le déclarerais traître. Nommer à tous les commandements, sur ma route, des hommes comme Brayer, Girard, c'est inexplicable. Brayer est un vigoureux soldat ; lorsque sur la route de Lyon à Paris on me disait que les princes réunissaient une armée d'hommes de choix et décidés à se battre, il riait et me disait : « Laissez-les dire, « ils ne trouveront pas un soldat qui se battra contre « vous, et l'enthousiasme des paysans est tel, que « si vous voulez, vous arriverez à Paris avec cinq « cent mille à votre suite ; mais alors gare à eux « et à leurs nobles ! car le peuple, s'il s'en mêle, « ne fera pas de quartier. »

L'Empereur demande, à cette occasion, au général Gourgaud, quelle était la force de l'armée

réunie sous Paris. « Vous devez le savoir, lui dit-il, puisque vous en commandiez l'artillerie. — Environ dix-huit mille hommes, répondit Gourgaud. — Dans ce cas, je vous aurais écrasés si vous aviez osé me résister, car mon armée aurait été beaucoup plus forte, et j'aurais pu mettre quarante pièces en batterie.

— C'est possible, dit Gourgaud ; mais si le roi et les princes ne nous avaient pas abandonnés, Votre Majesté ne serait pas entrée dans Paris sans répandre beaucoup de sang ; et si, par malheur, la famille royale était tombée en votre pouvoir, quel embarras !

— Non, dit l'Empereur, je n'en aurais pas été embarrassé, je les aurais mis à Vincennes sous la garde d'hommes d'élite, comme ceux qui ont gardé le duc d'Angoulême, et qui voulaient lui mettre les menottes. Je les aurais entourés des respects et des égards qui sont dus à la royauté et au malheur ; mais ils auraient été gardés de manière à ne pas me causer d'embarras, croyez-le bien. »

Gourgand se permit d'observer que bien des gens auraient été pour eux, qu'en 1814 ils n'avaient persécuté personne, et que l'intérêt public les avait suivis dans leur exil à Gand. « Sans doute,

aujourd'hui si pareils événements se renouvelaient, l'opinion ne serait plus la même ; mais alors, n'en doutez pas, sire, l'opinion publique se serait révoltée contre toute atteinte à leur personne. — Oui, dit l'Empereur, le sang appelle le sang ; en 1814 ils n'avaient encore fait que des sottises. Quelle absurdité, quelle démence de réorganiser en entier l'armée comme elle était sous moi ! c'était organiser pour faciliter mon retour. Je n'eus en réalité qu'à passer en revue les régiments qu'on envoyait contre moi. Je demandais aux anciens s'il y avait des intrus. Je confirmais les croix et les avancements donnés sur la demande des chefs. En général, tout s'était fait en mon absence comme je l'eusse fait moi-même. Le jeune Moncey, qui commandait le 3e de hussards, me fit dire qu'il ne pouvait manquer à son serment, mais qu'il ne me combattrait pas, qu'il marcherait sur les flancs de la route que je suivrais, et manœuvrerait de manière à éviter un contact quelconque avec mes troupes. Plusieurs officiers de hussards de son régiment vinrent me rejoindre ; je les reçus bien : je ne pouvais pas blâmer ce manque de discipline, je ne pouvais pas non plus blâmer Moncey. De semblables circonstances sortent des

règles ordinaires de la subordination, elles ne se renouvelleront jamais, et je ne le craignais pas en plaçant dans ma garde ces hommes qui venaient d'abandonner leur colonel. Ney, qui avait quitté Paris avec l'intention de me combattre, n'a pu résister à l'élan de ses troupes pour moi. Bertrand écrivait des ordres de mouvement aux régiments qu'on envoyait contre moi, et ces régiments obéissaient. Je voulais arriver à Paris le 20 mars, et être ainsi rentré dans ma capitale avant que l'armée anglaise n'eût eu le temps de se mettre en mouvement. J'ai fait en vingt jours une route de plus de quarante jours de marche. »

Il était deux heures du matin quand l'Empereur s'arrêta en entendant sonner la pendule du salon, et il nous dit : « Bonsoir, messieurs, en voilà bien assez pour aujourd'hui. »

Un autre soir, la conversation tomba sur les amours de Louis XV et de Mme Dubarry et sur la mort du duc d'Enghien.

« Que tout cela est sale ! nous dit l'Empereur ; mais en vérité les rois ne méritent pas tout le blâme, et leurs ministres en ont bien leur part. Si vous saviez toutes les intrigues qu'il m'a fallu fouailler, que de maîtresses mes ministres ont

voulu me donner ! Talleyrand en avait toujours une douzaine dans ses poches. Le pauvre Louis XVI était trop vertueux pour qu'on osât lui en proposer ; eh bien ! que faisait-on ? On entourait la reine de séductions, et on s'efforçait de transporter dans son boudoir les intrigues du boudoir de Mme de Pompadour. »

Il m'a dit, à propos du duc d'Enghien : « Murat est celui qui a le plus insisté pour le jugement immédiat. « Si vous attendez à demain, m'a-« t-il dit, vous lui ferez grâce, et vous vous en « repentirez. » Tous étaient comme Murat. S'ils m'avaient laissé tranquille, le duc d'Enghien n'aurait pas été jugé par un conseil de guerre ; j'aurais fait pour lui comme pour Moreau ; il aurait été condamné, et je lui aurais fait grâce ; ou il aurait été acquitté, et alors j'aurais donné un grand exemple de l'impartiale justice de mon gouvernement. Tout ça valait bien mieux que sa mort, qui ne m'a servi à rien. C'est une chose curieuse, que l'histoire ne dira probablement pas, et qui cependant est bien vraie ; toutes les fautes que j'ai faites, je les ai faites par lassitude des obsessions dont j'étais l'objet de la part de mon entourage. C'est pour avoir cédé à l'avis de mes

maréchaux que j'ai perdu mon armée dans la retraite de Russie ; je voulais marcher de Moscou sur Saint-Pétersbourg ou revenir par le sud, je ne voulais à aucun prix reprendre la route de Smolensk et de Wilna. C'est encore mes maréchaux qui sont cause des désastres de Leipzig ; ils n'ont jamais voulu que je descendisse l'Elbe et revinsse par Magdebourg sur Wesel ; ils se refusaient à comprendre les avantages immenses de ce mouvement, qui me renforçait de toutes les garnisons des places de l'Elbe, et qui me plaçait sur le Rhin de manière à en rendre le passage impossible aux armées alliées. »

Puis l'Empereur nous parla de science, et de l'effet produit sur lui par la vue du panorama de Tilsitt. « Je voulais, nous dit-il, apprendre au peuple l'histoire de mon règne au moyen de panoramas qui en représenteraient les principaux actes. J'aurais fait construire, dans ce but, des panoramas dans les promenades publiques des grandes villes de l'Empire. On en aurait établi à Versailles, dans les bosquets ; à Paris, dans les Champs-Élysées ; à Marseille, sur le Cours ; enfin dans tous les lieux où le peuple se distrait du travail de la semaine. Est-ce que la religion catholique ne

parle pas bien plus à l'imagination des peuples par la pompe de ses cérémonies que par le sublime de sa morale ? Les neuf dixièmes de nos paysans, qui se font une fête d'aller à la grand'-messe ou d'assister à une procession, resteraient insensibles aux appels sévères du culte réformé. Quand on veut électriser les masses, il faut avant tout parler à leurs yeux. J'aime les couvents, je les crois nécessaires comme refuge contre le malheur. Quand on a beaucoup souffert, ou quand la pensée n'entrevoit qu'un avenir de malheurs, le calme du cloître apparaît comme étant le port du salut. Je voudrais seulement laisser pour la jeunesse une porte ouverte à sa rentrée dans le monde ; je voudrais que les vœux ne fussent définitifs qu'à cinquante ans. J'ai doté le couvent du mont Saint-Bernard ; j'en aurais doté bien d'autres, si toujours je n'avais eu à combattre les résistances de mes ministres contre de semblables actes. Quand je causais religion avec le cardinal Cazali, le plus grand théologien de Rome, ou avec le cardinal Gonzalvi, l'homme supérieur du sacré collège, ils disaient toujours en sortant de mon cabinet : « Napoléon est le seul roi qui comprendre la véritable « grandeur de la religion catholique et soit capable

« de lui rendre sa prépondérance et son éclat. »

Malgré l'état d'irritation naturelle où devait se trouver l'Empereur en présence des actes si criminels du gouverneur de Sainte-Hélène, celui-ci, néanmoins, eut l'idée assez inexplicable de faire acte de galanterie, et d'envoyer au *général Bonaparte*, pour son usage personnel, une petite caisse de café Bourbon, choix supérieur, en exprimant le désir que cette offre fût acceptée comme hommage de son respect et du soin qu'il s'efforcerait de mettre à prévenir les moindres désirs du *général*. C'était, je le répète, chose inexplicable dans les circonstances actuelles, et surtout d'après les impressions douloureuses que sa présence et ses paroles avaient faites sur l'Empereur. J'hésitais à transmettre cet étrange message, tant j'étais convaincu que la réponse jetterait de l'huile sur le feu ; mais, à mon grand étonnement, l'Empereur me dit : « Faites porter cette caisse à l'office, du bon café est chose précieuse dans cette horrible place. » Cipriani me crut fou quand je lui remis la caisse pour que le chef d'office en fît usage, et j'eus besoin de lui répéter l'ordre de l'Empereur pour qu'il se décidât à obéir, en me déclarant toutefois qu'il en ferait préalablement, et à

plusieurs reprises, l'essai avant d'en servir à son maître. En résumé, le café était excellent.

13 janvier. L'Empereur est triste, ne sort pas, veut travailler, mais, en définitive, ne travaille pas ; sa pensée domine sa volonté. Il finit par chercher dans la lecture de *l'Art d'aimer*, de Gentil-Bernard, l'oubli de ses préoccupations.

O'Meara revient de la ville, il nous apprend que les commissaires ont eu de vives discussions avec le gouverneur ; cette nouvelle change le cours des idées de l'Empereur, en lui donnant l'espoir de pouvoir profiter de ce dissentiment pour obtenir quelque amélioration à notre position, et tout aussitôt il me dicte des instructions pour les causeries avec les commissaires. Il veut que, dès demain, quelqu'un de nous aille en ville pour chercher l'occasion de rencontrer l'un d'eux.

Pendant son travail avec le général Gourgaud, sur le même sujet. «Profitez de la querelle entre les commissaires et sir Hudson Lowe.»

Pendant son travail avec le général Gourgaud, l'Empereur, qui avait l'habitude de dicter en marchant, en s'arrêtant aux fenêtres, aperçut le commissaire russe se dirigeant vers le camp. Il cessa

immédiatement son travail, et dit à Gourgaud : « Montez à cheval sans perdre un instant, et rejoignez le comte Balmain. »

Le soir, il nous parla de femmes, nous dit qu'il préférait l'embonpoint à la maigreur, les blondes aux brunes. Il finit sa soirée par la lecture de *Figaro*. « Pièce de circonstance, nous dit-il, pour avilir les grands seigneurs en les amusant. »

15 janvier. L'Empereur ne sort pas, passe sa matinée à lire la *Bible*, et le soir cause de religion ; il regrette de n'avoir pas été à Jérusalem pendant sa campagne de Syrie : « La Genèse est la peinture la plus fidèle des lieux qu'elle décrit : en la lisant on s'y reconnaît partout, c'était pour moi un charme inexprimable. Les Juifs errent sur la terre, ils sont plus de deux millions, c'est un miracle constant. Une vivandière de l'expédition de Syrie fut prise pendant le siège de Saint-Jean-d'Acre, et vendue pour le sérail du pacha de Jérusalem ; elle devint sa favorite ; j'ai reçu plusieurs lettres d'elle depuis mon retour d'Egypte. Elle a rendu de grands services à ses compatriotes. »

Une discussion sur l'âge de la princesse Pauline

fit que l'Empereur demanda l'Almanach impérial ; il le feuilleta sans mot dire pendant quelques instants, et nous pensions qu'il mettait de la gaucherie à trouver l'article qu'il cherchait, quand d'une voix émue, qui semblait s'échapper malgré lui, il prononça ce peu de mots : « Quel bel empire ! quatre-vingt-trois millions d'hommes sous mes ordres ! » Son émotion, qu'il voulut comprimer, nous fit peine à voir. Quel homme ! quel courage ! Coucher à minuit.

16 janvier. Le docteur Baxter vient à Longwood s'informer de la santé de l'Empereur ; il met de l'affectation dans ses soins à questionner tout le monde.

Gourgaud va en ville avec des instructions pour causer avec le marquis de Montchenu ; l'Empereur travaille avec moi toute la journée à me dicter ses souvenirs de la Révolution. « Fréron et Barras, m'a-t-il dit, ont fait guillotiner un vieux négociant aveugle qui, jusqu'au dernier moment, s'écriait : « J'ai dix-huit millions, les voilà ; prenez- » les, mais laissez-moi la vie. » Eh bien, Fréron, Barras, voilà les hommes qui ont renversé Robespierre ; jamais je n'ai vu tant d'horreurs, tant

de scélératesses, tant de crimes. C'est que le sang appelle le sang. »

Le soir, l'Empereur nous dit : « J'ai la tête pleine des crimes de la Révolution : dites-moi, que lirons-nous pour penser à autre chose ? *le Mariage de Figaro*, non ; *la Mère coupable*, oui. » Et posant le livre après en avoir lu quelques scènes, il s'écria : « Quelque chose que fasse une mère, ses enfants n'ont jamais le droit de lui adresser un reproche ; une mère est sainte pour ses enfants. Beaumarchais a tout fait pour m'être présenté, il voulait surtout me vendre sa maison ; je n'en ai pas voulu. C'est un homme qui a fait bien du mal aux grands seigneurs. »

Je ne sais ce qui amena l'Empereur à nous parler du général Dejean, et à nous dire la réponse qu'osa lui faire ce général à l'occasion de son double mariage, et de celui de son fils avec les deux sœurs. « Ce que vous avez fait est-il bien orthodoxe, lui avait dit l'Empereur, le père et le fils, les deux sœurs ? — Mais, répondit le général, Votre Majesté a fait bien plus. — Comment ? — Vous avez épousé la mère, et votre frère a épousé la fille. — Moi ? — Certainement, vous l'impératrice Joséphine, et votre frère Louis,

la princesse Hortense, sa fille. — Ma foi, je n'y avais jamais pensé, lui répondis-je; et je lui dis vrai, ajouta l'Empereur en riant. J'avais tant de choses bien autrement graves dans la tête. »

J'ai déjà dit dans quelle pénurie d'eau nous étions tombés. Elle manquait pour les bains de l'Empereur. Le gouverneur fit porter à Longwood des barils destinés à l'approvisionnement des vaisseaux; mais cette eau était avariée, et l'odeur infecte qu'elle exhalait en chauffant en rendit l'usage impossible. Malheureusement, les travaux commencés pour amener de l'eau à Longwood en quantité suffisante étaient encore loin d'être terminés. Quand je m'en plaignis à sir Hudson Lowe, il me répondit qu'il les accélérerait autant que possible, et il s'excusa sur ce qu'il avait ignoré jusqu'à présent que le général Bonaparte eût besoin de se faire bouillir tous les jours pendant plusieurs heures dans de l'eau chaude!

L'homme, le bourreau, est tout entier dans cette infâme plaisanterie!

Une lettre reçue par le commissaire russe assure que le parti ultra est renversé, que le parti populaire prend le dessus, que le peuple s'est réveillé parce qu'on a voulu toucher aux biens nationaux,

et que beaucoup de gens tournent les yeux du côté du duc d'Orléans. « Vous voyez, nous dit l'Empereur, que le roi a eu tort de ne pas régner par la terreur ; il devait profiter des circonstances qui lui avaient donné la Chambre de 1816, et en finir avec la Révolution. L'occasion était belle pour réparer la faute d'avoir donné la Charte et de ne s'être pas rassis tout simplement sur le trône de Louis XVI, du moment où il prétendait avoir régné sans interruption depuis la mort de ce prince ; car on ne pouvait effacer les souvenirs palpitants de gloire et de grandeur nationale qu'en détruisant de fond en comble l'œuvre de la Révolution, en l'ensevelissant dans ses cendres et en réédifiant l'ancienne monarchie. Il fallait que Louis XVIII choisît entre cet épouvantable bouleversement de toutes choses en France et le système d'être le fondateur d'une cinquième dynastie, en respectant tout ce que j'avais créé, et continuant mon œuvre de réorganisation monarchique de la France dans l'intérêt populaire ; marchant ainsi dans une voie toute nationale et libérale, il se serait solidement établi, et il aurait pu facilement faire oublier ma gloire par le bien-être de la prospérité commerciale et industrielle. Il

n'a fait ni l'un ni l'autre. Peut-être se soutiendra-t-il tant qu'il vivra, parce que c'est un esprit aussi subtil que supérieur; mais après lui tout cet échafaudage royal, que les étrangers ont imposé à la France, s'écroulera. Le colonel Keating m'a fait dire que je croyais au règne prochain de Napoléon II. C'est une bêtise que je n'ai jamais dite; voilà ce que c'est que de parler à des Anglais. Je ne veux plus voir personne. »

O'Meara revient de la ville; il a vu le gouverneur et dit à l'Empereur qu'il lui a paru désirer un raccommodement.

Après le dîner, l'Empereur demande Milton, et nous lit pendant une heure des passages du *Paradis perdu*.

CHAPITRE XI

Offres d'évasion refusées par l'Empereur.

Les variations subites de la température agissaient toujours plus ou moins sur la santé de l'Empereur ; mais jusque-là leur effet ne nous avait donné aucune inquiétude sérieuse. Cette fois, il en fut autrement : des symptômes de dysenterie se manifestaient, et nous savions trop bien, par l'expérience de tous les jours, quels étaient les dangers de cette maladie sous le ciel brûlant de Sainte-Hélène. Pendant trois jours notre inquiétude fut extrême, quoique le mal ne fit pas de progrès ; mais il y avait péril tant que le calomel n'aurait pas fait ce que les médecins appellent son effet. Enfin, le cinquième jour, le mieux fut sensible ; le huitième jour, l'Empereur se trouvait assez bien pour vouloir prendre l'air dans le jardin ; mais apercevant sir Hudson Lowe qui se dirigeait, avec deux ou trois officiers, vers notre logement, il rentra aussitôt.

Deux bâtiments arrivés d'Europe et du Cap nous apportèrent des journaux, quelques brochures et des lettres. Nous apprîmes ce qui nous était écrit par des officiers du camp qui, persuadés que nous avions déjà lu nos lettres, nous parlaient de ce qu'elles contenaient. Ils avaient été la veille au bal chez lady Lowe....

Au nombre des brochures se trouvait celle du docteur Waarden, du *Northumberland;* l'Empereur la lut avec intérêt et me dicta plus tard, en réponse, huit ou dix lettres supposées écrites du Cap: les notes qu'il m'avait précédemment dictées sur l'Egypte y furent intercalées. C'était une occasion qu'il ne voulait pas laisser échapper de réfuter d'odieuses calomnies. Le comte de Las Cases, auquel on attribua ces lettres du Cap, s'est défendu d'en être l'auteur, et a publié des notes ou observations à ce sujet pendant son exil en Allemagne. Ces notes furent, comme tous ses actions, un témoignage de fidélité et de dévouement.

L'attaque de dysenterie avait été connue dans l'île, quelque soin que sir Hudson Lowe prît à envelopper Longwood d'un voile impénétrable; les commissaires s'en émurent, ils demandèrent des communications officielles sur la santé de l'Empe-

reur, et renouvelèrent leurs instances pour être admis à le voir. Le gouverneur ne céda pas sur la question de libres communications avec Longwood, mais il consentit à donner copie des bulletins qu'il recevait du médecin. Cette circonstance fut le début de ses querelles sérieuses et personnelles avec le docteur O'Meara ; il voulait que ce médecin lui fît des bulletins selon sa propre convenance, ou, pour dire plus vrai encore, qu'il les écrivît sous sa dictée. Le bulletin de santé devait être l'occasion d'un rapport sur tout ce qu'il aurait vu, appris ou entendu de l'Empereur pendant le cours de la journée. Du médecin, on voulait faire un mouchard !

Un soir, il nous parla ainsi de religion. « Je n'ai jamais compris, nous dit-il, que des hommes aussi supérieurs, comme savants, que Laplace, Monge et Berthollet, ne crussent pas à l'existence de Dieu, et je ne m'explique leur matérialisme que par un reste d'impression de jeunesse. L'école de Voltaire et de Diderot a fait bien du mal. Que de gens font ainsi, pendant leur vie, fanfaronnade d'incrédulité, et qui, lorsqu'ils sentent la mort s'approcher, implorent de la religion l'espoir d'un autre monde. Quand je voulais convertir l'un d'eux,

il me disait : « Je croirais, si la religion catho-
« lique existait depuis que le monde existe. » A cela je n'avais rien à répondre comme croyance en Jésus-Christ. « Mais, lui disais-je, depuis que le monde existe, la même morale est prêchée aux hommes comme étant la parole de Dieu. Votre raisonnement ne nie donc point l'existence d'un Dieu, et vous plus que personne vous devriez l'admettre, puisque mieux que personne vous avez pénétré dans les merveilles de la création. Les religions peuvent être l'ouvrage des hommes, mais l'existence de Dieu nous est attestée par tout ce qui frappe notre imagination ; et si notre vue n'arrive pas jusqu'à lui, c'est qu'il n'a pas permis que notre intelligence allât jusque-là. »

L'Empereur veut relire *Clarisse*, il se la fait apporter, mais, au bout de quelques instants, pose le livre sur la table, et nous dit : « A dix-huit ans je dévorais ce livre, aujourd'hui le style m'en paraît affecté ; quelle différence entre les impressions de dix-huit ans et celles de quarante-huit ans ! C'est comme Brienne, qui était resté dans ma mémoire un colosse, et que j'ai trouvé, quand je l'ai revu en 1814, un château fort ordinaire. »

En mars, arrivée de plusieurs bâtiments des Indes et du Cap.

Bon nombre de passagers et presque tous les officiers de ces vaisseaux obtinrent d'être présentés à Longwood ; le capitaine de l'un des bâtiments en profita pour se mettre à la disposition de l'Empereur, et lui offrit de le mener où il voudrait. Ce noble dévouement lui était inspiré, disait-il, par son indignation de la conduite du gouvernement anglais, et surtout de sir Hudson Lowe, indignation, ajoutait-il, qui était générale en Angleterre dans toutes les classes de la société, et que tout le monde partageait, à l'exception de quelques amis des ministres.

L'Empereur écouta avec un bienveillant intérêt l'offre de ce bon marin, mais il la refusa.

C'est vers la même époque qu'un officier de la garnison conçut tout un plan d'évasion, dont le succès était certain, pour gagner le rivage sur un point de la côte opposée à Jamestown, et que gardait un poste d'infanterie. Il prétendit s'en être entendu avec le commandant de l'un des bâtiments de la croisière. Des chaloupes pouvaient seules y aborder, mais c'était tout ce qu'il fallait, puisqu'avec une chaloupe armée de bons ra-

meurs il était facile de gagner le bâtiment destiné à la fuite. Une heure de marche nous séparait de ce point. Mais, soit que déjà sa résolution fût prise de ne point se sauver, soit qu'il ne crût pas à la sincérité des offres qui lui étaient faites ou à la possibilité de la réussite, l'Empereur les refusa sans hésitation.

C'est en avril que deux bâtiments arrivés; l'un de l'Angleterre, l'autre de la Chine, apportèrent à Longwood de nouveaux sujets de querelles avec sir Hudson Lowe. Un maître canonnier s'était chargé de présenter à l'Empereur un beau buste de marbre du roi de Rome, sculpté à Florence, et que l'on disait fait d'après les ordres de l'impératrice Marie-Louise, pour être offert au père et au mari, en hommage de ses tendres souvenirs. Mais quelle conséquence ne devait pas avoir un semblable message dans l'imagination de sir Hudson Lowe! C'était peut-être toute une conspiration! Le buste pouvait contenir une correspondance du plus haut intérêt politique! Ne pas permettre qu'il parvînt à Longwood, le briser, était, à son avis, le conseil de la saine raison. Cependant, que de récriminations! et combien d'échos ces récriminations trouveraient dans l'opi-

nion publique, si nous avions connaissance de ces faits ! Six jours se passèrent sans que le buste fût apporté à Longwood, quoique dès le lendemain de l'arrivée du *Baring* nous eussions connu la mission du canonnier. Enfin, sir Hudson Lowe vint chez le grand maréchal et lui dit, avec un embarras extrême, « qu'un statuaire de Livourne avait fait un mauvais buste du fils de l'archiduchesse Marie-Louise, et l'avait envoyé à Sainte-Hélène par le *Baring*, en y joignant une lettre dans laquelle il avoue que le prix lui a été payé, mais qu'il espère cent louis de la générosité du général Bonaparte, comme supplément de prix ; prétention qui, à lui, sir Hudson Lowe, paraissait si exorbitante, qu'elle devait suffire pour que le buste ne fût pas accepté, car c'était évidemment une honteuse spéculation de quelque mauvais sculpteur toscan. » Le grand maréchal ne s'en laissa pas imposer par ce langage ; il assura le gouverneur que l'Empereur avait un grand désir de revoir les traits de son fils, et il l'engagea vivement à envoyer, dès le soir même, le buste à Longwood. Cependant nous ne le reçûmes que le lendemain.

Tant d'astuce et de mauvais vouloir blessaient

cruellement l'Empereur, qui dicta au grand maréchal la lettre suivante pour le canonnier du *Baring :*

« Monsieur Ruddowich,

« J'ai reçu le buste en marbre du jeune Napoléon ; je l'ai remis à son père ; il lui a causé la plus vive satisfaction.

« Je déplore qu'il n'ait pas été en votre pouvoir de venir nous voir, et de nous communiquer des détails qui, pour un père, en la position où il se trouve, auraient été du plus grand intérêt.

« D'après les lettres que vous m'avez envoyées, il paraît que l'artiste met à son ouvrage la valeur de 100 livres sterling. L'Empereur m'a ordonné de vous remettre une lettre de change de 300 livres sterling[1] ; l'excédent est destiné à vous indemniser des pertes qu'il sait que vous avez essuyées sur la vente de vos marchandises, n'ayant pu les débarquer, et du préjudice que cet événement vous a occasionné, mais qui vous donnera des titres à l'estime de tout galant homme.

1. Par suite de quelques indignes manœuvres, le pauvre canonnier a été près de deux ans sans recevoir cette somme.

« Ayez la bonté de transmettre aux personnes qui ont eu cette obligeante attention tous les remerciements de l'empereur.

« J'ai l'honneur d'être, etc.,

« Comte BERTRAND.

« *P. S.* Je vous prie de vouloir bien m'accuser la réception de la lettre de change incluse. »

A cet envoi précieux succédèrent des présents non moins inattendus. L'honorable M. Elphinston, acquittant vis-à-vis de l'Empereur une dette de reconnaissance, envoya à Sainte-Hélène un jeu d'échecs en ivoire d'un travail merveilleux, une boîte de jetons et fiches avec un panier en ivoire, et deux magnifiques corbeilles de très grande dimension, toutes ciselées à jour; chacun de ces objets portait la couronne impériale, des aigles et des N. Voici à quelle occasion ce sentiment de reconnaissance de M. Elphinston prit naissance dans son cœur.

Le veille de la bataille de Waterloo, le capitaine Elphinston, frère de celui qui faisait l'envoi, avait été grièvement blessé et gisait sur le champ de bataille dans un état à peu près désespéré;

l'Empereur, passant près de lui, envoya son chirurgien de service pour poser le premier appareil sur les blessures, dont le sang coulait avec abondance. Sa bonté naturelle pour les blessés alla, dans cette occasion, jusqu'à faire donner du vin du flacon d'argent, que l'un des chasseurs de la garde, de service près de sa personne, portait toujours en bandoulière, dans le cas d'une halte de bivouac. Ce secours providentiel sauva la vie du capitaine Elphinston.

Ces présents servirent naturellement de prétexte à de vives discussions entre sir Hudson Lowe et le grand maréchal, attendu que plus d'un mois s'écoula entre leur arrivée à Sainte-Hélène et leur remise à Longwood, M. Manning, qui était chargé du message, ayant cédé au désir de sir Hudson Lowe de nous laisser ignorer cet envoi, et ayant déposé les caisses à Jamestown, pour qu'elles attendissent que le gouverneur eût décidé s'il convenait ou non de les remettre à l'Empereur.

Cette conduite de sir Hudson Lowe lui fut dictée, disait-il, par la crainte que les pièces de l'échiquier ne servissent à une correspondance secrète, et parce qu'elles portaient des emblèmes de la souveraineté de l'Empereur.

Le 6 mai l'Empereur m'a dit : « Je perds mon énergie, je ne vivrai pas deux ans, je ne dors plus de ce bon sommeil qui me reposait la tête, je m'assoupis. Je me rappelle mes fautes, c'est comme un cauchemar continuel dès que je ferme les yeux ; M. Lowe me tue en m'empêchant de me fatiguer le corps par un exercice violent, il veut m'humilier, il ne réussira pas ; mieux vaut mourir pour moi de ses tortures que de m'humilier.

« Peut-être me trouverais-je bien de travailler la nuit, mais ce serait bien fatigant pour vous et pour Gourgaud ; vous auriez chacun votre nuit ; mais le travail du jour ? non, ce n'est pas possible. Allons, travaillons ! » Et il se mit à me dicter des notes comme corrections à la description de l'Egypte. Ce travail l'ayant conduit à une dissertation scientifique sur le canal de Suez, il me dit : « Faites appeler Gourgaud pour qu'il me fasse les calculs mathématiques dont j'ai besoin. »

Le général Gourgaud n'y était pas. « Eh bien ! me dit l'Empereur, promenons-nous dans le jardin en l'attendant. »

Le soir il fut assez gai. Le grand maréchal dînait avec nous : « A quelle époque croyez-vous, lui demanda l'Empereur, que j'aie été le plus

heureux ? — Mais, sire, sans aucun doute, à la naissance du roi de Rome. — Oui ! j'ai été satisfait. — Au mariage de Votre Majesté, dit Gourgaud. — Heureux, non ! j'ai été satisfait. — Consul ? — Je n'avais pas d'aplomb. — Empereur ? dis-je. — Peut-être ! mais je suis porté à croire que c'est à Tilsitt que j'ai été le plus heureux. J'avais éprouvé des vicissitudes, des soucis, des revers, Eylau m'avait rappelé que la fortune pouvait m'abandonner, et je me trouvais victorieux, dictant la paix, ayant des empereurs, des rois, pour me faire la cour. Ah ! tout cela n'est pas encore une grande jouissance. Peut-être ai-je réellement été plus heureux après mes victoires d'Italie, en entendant les peuples n'élever la voix autour de moi que pour bénir leur libérateur, et tout cela à vingt-cinq ans ! Dès lors j'ai prévu ce que je pouvais devenir. Je voyais déjà le monde fuir sous moi comme si j'étais emporté dans les airs. »

En ce moment l'Empereur s'arrêta, se mit à chantonner des airs de sa jeunesse, se promena ainsi quelques instants de long en large, et nous dit : « Il est dix heures, allons nous coucher. »

21 juin. L'empereur a quitté aujourd'hui la

cocarde tricolore. Il l'a fait ôter de son chapeau, en disant à M. Marchand: « Elle commence à s'user terriblement, conserve-la comme une relique, ou pour de meilleurs jours. »

M. Blakeney, capitaine du 66e, a été installé aujourd'hui à Longwood, en remplacement du capitaine Popleton, qui nous a définitivement quittés.

CHAPITRE XII

Les derniers mois de 1817.

Sir Hudson Lowe ne pouvait rester longtemps sans nous rappeler qu'il avait pouvoir de nous torturer, et c'est une triste remarque à faire : la fatalité a constamment voulu, pendant les cinq années de son commandement, toutes les fois que l'Empereur semblait oublier son martyre et reprenait ses habitudes d'exercice hors de son petit jardin, que toujours arrivait à Longwood une tracasserie inutile, dont l'effet immédiat était de renfermer l'Empereur dans son mauvais logement.

M. Cool, l'agent du trésorier, est venu nous prévenir qu'à partir du 1er août il avait ordre de ne fournir aucune somme pour le service de Longwood sans que toutes les pièces comptables fussent signées des Français chefs de service.

L'Empereur m'a ordonné de faire répondre par le maître d'hôtel Cipriani que, dans ce cas, M. Cool pouvait cesser ces payements, qu'il dé-

fendait à ses gens de rien signer. Cette mauvaise chicane en resta là, mais elle fit une pénible impression sur l'Empereur. A quatre heures, il a fait avec Bertrand et Gourgaud une longue promenade dans Deadwood. La nymphe de Las Cases (Marianne Robinson), qui probablement l'a aperçu de son cottage de la vallée, est venue à sa rencontre, au mépris des restrictions, et a présenté son mari, avec lequel elle part demain pour l'Angleterre. L'Empereur les a très bien reçus, leur a fait apporter un plateau de sucreries et petites pâtisseries, et a bu à la santé de la nymphe et de son premier enfant ; et, tout en plaisantant le mari sur de prétendus amours de sa femme avec un officier du 53e, il lui a dit : « Nous sommes, elle et moi, de vieilles connaissances ; Las Cases m'a mené chez elle avant que ce bourreau de Lowe ne fût arrivé, et quand je pouvais librement me promener. »

Quand ils furent partis, l'Empereur dit : « La pauvre fille, elle se croit jolie parce que Las Cases la trouvait ravissante ; nos villages de France grouillent de paysannes plus jolies qu'elle : c'est une vraie Marie-Jeanne. Eh bien ! à Londres, elle sera courue quand on saura que je l'ai connue. »

En rentrant, il s'est assis sur les marches de la veranda, s'est mis à feuilleter Pillet, et nous a dit : « Il peint bien les Anglais, mais avec exagération ; sans doute l'inceste est plus commun chez eux que chez nous, mais cela tient à ce qu'ils lisent la Bible beaucoup plus que nous. Le pape me disait avec raison : « Il ne faut pas mettre la Bible dans les mains du peuple. » Et c'est vrai. Il faut un certain degré d'éducation pour la lire sans danger et y puiser de bons principes. Je comprends, jusqu'à un certain point, l'inceste d'un père avec ses filles ; je ne comprends pas celui d'un fils avec sa mère. Dans le premier cas, c'est la puissance naturelle qui agit, l'homme qui commande à la femme ; dans le second cas, c'est le fils qui doit obéissance à sa mère et qui lui impose sa volonté. »

CHAPITRE XIII

Année 1818.

L'année 1818 commença sous de tristes auspices. Le temps, au lieu d'atténuer les ennuis de notre captivité, les aggravait chaque jour, et le dépérissement de l'Empereur nous donnait de graves inquiétudes.

Sir Hudson Lowe lui-même voyait avec un certain effroi l'effet de ses mesures restrictives du peu de liberté dont nous jouissions dans les premiers temps de notre arrivée à Sainte-Hélène. Il y avait évidemment une lutte chez lui entre la vague inquiétude d'un résultat terrible de l'état de choses actuel, et cette méfiance, vice dominant de son caractère, qui le poussait d'une manière incessante dans son penchant à torturer son captif. Sa mauvaise habitude l'entraîna. Le 3 janvier, il écrivit successivement trois lettres au grand maréchal sur de nouvelles vexations qu'il prétendait nous imposer, et sur la construction de la nou-

velle maison. Enfin, il osa porter la main sur le médecin de sa victime. Il ne comprit pas que cet acte de barbarie serait le plus éclatant témoignage du crime dont l'accusation flétrirait son nom, si l'Empereur mourait à Sainte-Hélène.

A la suite d'une scène violente à Plantation-House, O'Meara reçut ordre de ne plus sortir de la petite enceinte de Longwood, et de s'y considérer comme aux arrêts forcés jusqu'à ce que le gouverneur eût ultérieurement décidé de son sort. Trois mois plus tard, ce médecin nous était violemment enlevé, et l'Empereur, malgré son état de maladie, se trouvait condamné à ne plus recevoir de soins médicinaux que de la main des hommes qui avaient toute la confiance de sir Hudson Lowe, de cet homme dont il disait : « *Je ne le vois jamais sans qu'il me rappelle l'assassin d'Edouard II faisant rougir, dans le château de Berkley*, la barre de fer, instrument de son crime ; ma nature me prévient contre lui ; à mes yeux elle l'a marqué, comme Caïn, du sceau de la réprobation. Jamais l'amiral Cockburn ne m'a inspiré de semblables préventions ; j'ai eu quelques reproches à lui faire, mais j'ai toujours rendu justice à ses sentiments honorables ; jamais il ne m'a

inspiré la plus légère méfiance, et j'aurais volontiers accepté un médecin qu'il m'aurait présenté. A cet égard, ma confiance en lui était sans réserve. » Quand O'Meara insistait pour que l'Empereur consentît à voir M. Baxter, homme de talent et d'un caractère sans reproche, il lui répondait : « Je crois tout le bien que vous me dites et que j'entends dire de ce médecin, mais M. Lowe salit tout ce qui passe par ses mains, et il veut me l'imposer pour pouvoir ensuite vous enlever d'ici, vous qui êtes le médecin de mon choix, afin de faire écrire sur ma santé les bulletins qu'il lui conviendrait d'envoyer à son gouvernement.»

En février, arrivée du *Cambridge*, qui nous apporte la nouvelle de la mort de la princesse Charlotte d'Angleterre. L'Empereur en témoigne un vif chagrin ; il espérait beaucoup du règne de cette princesse. « Où était donc, s'écria-t-il en entendant les détails de sa mort, le prince Léopold ? S'il eût été près d'elle elle ne serait pas morte. Mes occupations ne m'ont pas empêché d'être près de Marie-Louise ; sans moi elle serait morte, comme cette pauvre princesse Charlotte. Quel malheur ! jeune et belle, destinée au trône d'une grande

nation, mourir si jeune par défaut de soins des êtres de notre affection ! Où était donc son mari ? où était donc sa mère ? pourquoi n'étaient-ils pas près d'elle, comme moi auprès de Marie-Louise ? Elle aussi serait morte en couches si je l'avais laissée aux soins des gens de service. Elle doit la vie à ma présence près d'elle pendant tout le temps du danger ; car je me rappellerai toujours le moment où l'accoucheur Dubois vint à moi, pâle de frayeur et m'articulant avec peine quelques mots, pour m'apprendre qu'il fallait choisir entre la vie de la mère et celle de l'enfant. Le péril était imminent ; il n'y avait pas un instant à perdre en indécision inutile : « Sauvez la mère, lui dis-je, c'est son droit ; agissez comme vous le feriez pour la femme d'un bourgeois de la rue Saint-Denis. » Et, chose remarquable, cette réponse produisit sur Dubois un effet électrique, il reprit son sang-froid et m'expliqua avec un calme parfait les causes du danger. L'enfant se présentait mal ; les forces de la mère étaient épuisées ; il n'y avait plus rien à attendre de la nature ; il fallait recourir aux ressources de l'art et employer le forceps. Un quart d'heure après, le roi de Rome était né ; mais on le crut mort au pre-

mier moment, tant il avait souffert au passage; et ce fut à grand'peine que les médecins le rappelèrent à la vie. Sa naissance fut un grand événement; au premier coup de canon tiré des Invalides, la population de Paris fut en émoi. On savait qu'il serait tiré cent coups de canon pour un garçon et seulement vingt et un pour une fille; au vingt-deuxième coup ce fut un cri de joie général, chacun venait d'entendre l'arrêt de la Providence qui devait consolider ma dynastie.

« Je suis convaincu que la mort de la princesse Charlotte est un deuil dans toutes les classes anglaises. Son règne leur apparaissait nécessairement comme une série de réformes des vieux abus qui entachent la constitution anglaise, et d'améliorations du sort des classes ouvrières. L'espérance s'attache toujours aux pas d'une jeune et jolie femme. Bizarre calcul du sort! En Angleterre comme en France, une effroyable catastrophe renverse comme par un coup de foudre l'espoir d'un grand peuple.

« Je me souviens d'une anecdote que peut-être vous ne savez pas, et qui rappelle l'histoire du moulin de Sans-Souci. Quand il fut question de bâtir le palais du roi de Rome sur les hauteurs

de Passy opposées au champ de Mars, la liste civile se trouva dans la nécessité d'acquérir, non seulement les terrains, mais les constructions comprises dans l'emplacement destiné aux bâtiments et aux jardins

« Un pauvre tonnelier possédait une baraque dont la démolition était indispensable, car elle se trouvait dans l'alignement de la façade du palais. Les architectes l'estimaient un millier de francs, et s'abouchèrent avec le propriétaire. C'était un rusé Normand : il demanda 10.000 francs. J'ordonnai de les lui donner ; mais quand on les lui porta, ainsi que le contrat à signer, il déclara que, toutes réflexions faites, puisque l'Empereur le dérangeait, il fallait qu'il payât son déplacement, et lui donnât 30.000 francs. « Notre homme est un peu exigeant, observai-je à Duroc, mais cependant son raisonne « ment a quelque valeur ; faites-lui donner 30.000 « francs et que je n'en entende plus parler. » Mais quand on prend du galon on n'en saurait trop prendre, dit le proverbe populaire ; et le tonnelier crut l'occasion belle pour le mettre en action ; il refusa 30.000 francs en disant que tout calcul fait de ce que lui coûterait un établissement dans Paris, il ne pouvait accepter moins de 40.000 francs. Fon-

taine ne savait comment faire; il n'osait plus m'en parler, et cependant il fallait, de toute nécessité, acquérir la maison. J'appris par hasard ce qui se passait; j'en eus de l'humeur, cependant j'autorisai l'acquisition à 40.000 francs. Cette fois encore le tonnelier retira sa parole, et voulut exiger 50.000 francs. « C'est un misérable, m'écriai-je, « je ne veux plus de sa masure; elle restera où « elle est comme un témoignage de mon respect « pour la loi. »

« Les travaux se continuaient encore quand sont arrivés les événements de 1814, et le pauvre tonnelier, qui se trouvait au milieu de décombres et de matériaux, gémissait sur les conséquences de sa folie, car il avait par sa faute perdu l'occasion d'une fortune inespérable dans sa position. »

Quelques mois plus tard, en juillet, voici ce qu'écrivait le médecin sur son malade :

Rapport du docteur O'Meara au grand maréchal sur la maladie de l'Empereur.

« Les derniers jours de septembre ont développé des symptômes qui indiquent du désordre dans les fonctions hépatiques. Napoléon avait souvent été

attaqué, avant cette époque, de catarrhes, de maux de tête, de rhumatismes, mais ces accidents se sont aggravés. Les jambes, les pieds sont enflés.

« Les gencives ont pris une apparence spongieuse, scorbutique ; enfin, il s'est manifesté des signes d'indigestion.

« 1er octobre 1817. Douleurs aiguës, chaleur, sensation de pesanteur dans les régions hypocondriaques droites. Ces accidents ont été accompagnés de dyspepsie et de constipation.

« Depuis cette époque, la maladie n'a pas cessé ; elle a fait des progrès lents, mais continuels. La douleur, d'abord légère, s'est accrue au point de faire craindre une hépatite aiguë. Cette exacerbation du mal est l'effet d'un fort catarrhe.

« Trois dents molaires étaient attaquées. Je jugeai, d'après cette circonstance, qu'elles devaient en partie être cause des affections inflammatoires des membranes et des muscles de la mâchoire. Je pensai, en outre, qu'elles avaient produit le catarrhe. Je les arrachai à des intervalles convenables. Les attaques ont été depuis moins fréquentes.

« Je conseillai, pour détruire l'apparence scorbutique qu'avaient prise les gencives, l'usage des

légumes, des acides ; je réussis. Elle disparut, reparut encore, et fut dissipée par le même moyen.

« Les purgatifs, les frictions, remirent les jambes en bon état ; elles furent de nouveau affectées au bout de quelque temps ; mais beaucoup moins fort. Les purgatifs, les bains chauds, les sueurs abondantes ont souvent affaibli la douleur de la région hypocondriaque, mais ne l'ont jamais dissipée complètement ; elle s'est beaucoup accrue dans le courant d'avril et de mai ; elle est devenue irrégulière, a produit la constipation, puis la diarrhée, puis des évacuations abondantes de matières bilieuses, muqueuses En même temps, les coliques, les flatulences se faisaient sentir ; l'appétit avait disparu ; sensation de pesanteur, inquiétude, impressions au scrobicule du cœur ; visage pâle, jaune de la turrica-sclerotica ; urines âcres et fortement colorées, accablement d'esprit et mal de tête. Le malade ne pouvait se tenir sur le côté gauche ; il éprouvait des sensations de chaleur dans l'hypocondre droit ; nausées de temps à autre ; vomissement de bile âcre et visqueuse qui s'est accrue avec la douleur ; absence presque totale de sommeil, incommodité, faiblesse.

« L'affection des jambes s'est reproduite, mais

avec moins de force qu'elle en avait d'abord. Mal de tête ; inquiétude, anxiété, oppression dans la région épigastrique et précordiale ; paroxysme de fièvre à l'entrée de la nuit ; peau brûlante, soif, maux de cœur, pouls rapide ; calme, sueur vers le point du jour ; c'est un effet assez constant chez le malade. Les sueurs abondantes lui ôtent la fièvre. Il existe à la région hypocondriaque droite une tuméfaction qui est sensible à la pression extérieure. Langue presque constamment blanche ; le pouls, qui, avant la maladie, donnait cinquante-quatre à soixante pulsations par minute, va jusqu'à quatre-vingt-huit ; douleur au-dessus de l'acromion. Administré, pour exciter le foie et le ventre, rétablir la sécrétion de la bile, deux purgatifs ; soulagement, mais peu durable. Dans les derniers jours de mai et les premiers de juin, les effets en étaient faibles et momentanés. J'ai proposé le mercure, mais le malade a montré la répugnance la plus vive ; il a repoussé l'usage de ce médicament sous quelque forme qu'il fût déguisé. J'ai aussi conseillé de monter à cheval, de faire chaque jour, avec une brosse, des frictions sur la région hypocondriaque, de porter de la flanelle, de prendre des bains chauds, des remèdes, quel-

ques divertissements, de suivre un régime, de ne pas s'exposer aux mauvais temps, aux variations de l'atmosphère. Il a négligé les deux choses les plus importantes : l'exercice et le divertissement. Enfin, le 11 juin, nous avons triomphé de sa répugnance ; j'ai obtenu qu'il ferait usage du mercure. Il a, en effet, pris des pilules mercurielles, il a continué ce traitement jusqu'au 16 ; je lui en donnai soir et matin, et de temps à autre quelques purgatifs pour dissiper la constipation. Au bout de six jours, je changeai la prescription, et substituai au mercure le calomelas ; mais il produisit des maux de cœur, des vomissements, des coliques, une inquiétude générale ; je cessai de l'employer. Je l'administrai de nouveau le 19, il causa les mêmes désordres. Je revins à la première préparation mercurielle, que j'employai trois fois par jour ; j'interrompis ce traitement le 27. Les appartements sont extrêmement humides. Napoléon avait contracté un violent catarrhe ; il avait une grosse fièvre, une irritation des plus vives. Ce médicament fut repris le 2 juillet ; je le continuai jusqu'au 9, mais n'en obtins aucun heureux effet. Les glandes salivaires étaient toujours dans le même état. L'insomnie, l'irritation

croissaient ; les vertiges devenaient fréquents. Deux ans d'inaction, un climat meurtrier, des appartements mal aérés, bas ; un traitement inouï, l'isolement, l'abandon, tout ce qui froisse l'âme, agissait de concert. Est-il surprenant que le désordre se soit mis dans les fonctions hépatiques ? Si quelque chose étonne, c'est que les progrès du mal n'aient pas été plus rapides. Cet effet n'est dû qu'à la force d'âme du malade et à la bonté d'une constitution qui n'avait point été affaiblie par la débauche, etc. »

28 septembre. Depuis deux mois, la lutte avec sir Hudson Lowe a été incessante sur la question d'admettre un médecin anglais pour le service de l'Empereur. A toutes ses offres, le grand maréchal ou moi avons répondu : « Laissez choisir, et placez le médecin choisi dans les conditions où se trouvait primitivement le docteur O'Meara. » Enfin, aujourd'hui, ne pouvant se dissimuler les progrès rapides de la maladie que causait le manque d'exercice, il a agrandi l'enceinte de libre promenade et paraît vouloir nous laisser quelque repos.

Pendant le mois d'octobre, l'Empereur, se préoc-

cupant moins d'injures qui cessaient d'être journalières, reprit insensiblement ses habitudes de promenades dans son petit jardin, où il était facile à l'officier d'ordonnance de l'apercevoir soit de jour, soit de nuit : car les sentinelles avaient pour consigne de le prévenir dès qu'elles avaient la certitude de la sortie des appartements.

Il se remit aussi à travailler, et recommença la dictée de ses souvenirs par une série de notes sur l'île d'Elbe et les événements des Cent-Jours.

CHAPITRE XIV

Année 1819.

Le 1er janvier 1819, l'Empereur ne put quitter sa chambre à coucher ; l'enflure des jambes et des articulations l'empêchait de s'habiller.

Le 6 janvier, il se trouva mal au milieu de son travail. Le grand maréchal obtint, le 10, de mander le docteur Stokoe, du vaisseau le *Conquérant*. Le 16, le 17, nouvelles crises. Le 17, à neuf heures du soir, le grand maréchal écrivit au docteur Stokoe :

« Monsieur,

« Je vous attendais ce soir. Il est neuf heures et vous n'êtes point arrivé. Depuis que vous avez vu l'Empereur, la faiblesse a été en augmentant. Je suis plus inquiet ; je vous prie de venir le plus tôt possible.

« J'ai l'honneur, etc.

« BERTRAND. »

C'est seulement le 19 janvier que le docteur Stokoe vint à Longwood, sur une nouvelle demande du général Bertrand, qui lui écrivit :

« Monsieur,

« Vous deviez être rendu à dix heures à Longwood : il est midi. Je vous prie de venir aussitôt la présente lettre reçue.

« J'ai l'honneur, etc.

« BERTRAND.

« Longwood, le 19 janvier 1819. »

Quand le docteur arriva, il s'excusa sur les difficultés qu'il avait eues à obtenir la permission de quitter le vaisseau amiral, et avant de quitter Longwood, il écrivit au grand maréchal :

« Monsieur le comte,

« De ce qui m'est arrivé aujourd'hui, j'ai de grandes raisons de croire que mes visites à Longwood seront suspendues, soit par un ordre de mes chefs, soit que ce devoir me soit rendu si désagréable, que je me trouve obligé de décliner l'honneur de le remplir. Dans les deux cas, comme

je puis ne pas avoir l'occasion de communiquer avec vous sur ce sujet, je vous demande de faire tous vos efforts auprès de l'illustre malade pour l'engager à suivre un traitement médical qui pourra, j'espère, combattre avec succès le danger qui le menace.

« L'hépatique, dans aucun cas, ne peut être négligée dans un climat comme Sainte-Hélène, et quoique les symptômes manifestés depuis longtemps indiquent un état chronique, il est impossible de savoir s'il n'y aura pas instantanément un changement fatal dans le cours de la maladie. L'état de torpeur du foie et les fréquents engorgements des intestins, ainsi que le dérangement des organes digestifs, doivent tendre aussi à porter au cerveau, tendance qui s'est prononcée d'une manière alarmante dans le nuit de samedi. C'est pourquoi je vous engage avec les plus vives instances, si je ne suis plus admis à l'honneur de donner mes avis, de faire toutes choses en votre pouvoir pour obtenir son consentement à recevoir le docteur Warling.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« JOHN STOKOE.

« 19 janvier 1819. »

L'Empereur me dicta de suite la note suivante, que j'envoyai à Plantation-House :

« Il faut que le docteur Stokoe demeure à Longwood, s'il doit suivre le traitement interrompu depuis le départ de M. O'Meara, c'est-à-dire depuis six mois, ce qui a fort accru l'hépatie dont les premiers symptômes se sont fait voir il y a seize mois. Tout le système de la vie est dérangé : il est nécessaire qu'il voie le malade plusieurs fois par jour.

« Depuis six mois, l'attaque d'avant-hier est la cinquième ; toutes ont eu lieu de nuit. Le comte Bertrand et le comte Montholon s'y sont trouvés auprès du malade sans aucun homme de l'art ; mais elles n'ont jamais été si graves que celle de l'autre nuit, où ils ont un moment désespéré de sa vie. Le comte Bertrand offrit alors de faire entrer le docteur Warling, le malade s'y refusa. Cette seule proposition altéra sa physionomie et accrut le mal dans le moment ; c'est ce qui porta le comte Bertrand à faire appeler, à deux heures du matin, le docteur Stokoe, qui arriva à six heures du matin. L'officier d'ordonnance n'est pas autorisé à écrire en ville ; il a fallu qu'il demandât

la permission au gouverneur, ce qui a doublé le chemin. Le docteur est arrivé trop tard ; mais heureusement, la force du tempérament du malade l'a emporté sur la crise. Ainsi se trouve vérifié ce qui est dans la lettre du comte de Montholon du 6 juillet dernier au gouverneur, lorsque le docteur O'Meara a été arraché de Longwood, mais était encore en ville : « Que même au râle de « la mort, il ne recevra des soins, ne prendra des « remèdes que des mains de son médecin propre, « et si on l'en prive, il ne recevra personne et se « tiendra comme assassiné par vous. »

« Lorsque le docteur Stokoe est arrivé, il s'est rendu chez le général Bertrand ; celui-ci lui proposa de remplacer M. O'Meara, et lui présenta les sept articles qui ont été envoyés au gouverneur. Il accepta, et fut alors introduit chez le malade. Le gouverneur ne pouvait empêcher, ni directement, ni indirectement, cette transaction, sans jeter le masque.

« Ainsi, le traitement de la maladie, qui est interrompu depuis six mois, est encore ajourné jusqu'à l'arrivée du médecin français. L'hépatie fera plus de ravages encore pendant cette dernière période ; et si enfin elle devient incurable, qui aura

tué l'Empereur ? Ce qui s'est passé depuis six mois fait craindre qu'il n'ait une crise par mois, et s'il fait appeler le docteur Stokoe, il arrivera trop tard ! Si un jour il trouve le malade mort, qui l'aura tué ?... Le monde et l'histoire répondront à haute voix.

CHAPITRE XV

Année 1820.

En novembre 1820 une proposition de haute importance fut renouvelée par un capitaine de marine. Son bâtiment revenait des Indes. Il avait tout arrangé de manière à recevoir dans un canot l'Empereur sur un point de la côte désigné d'avance, et pour le conduire à son bord sans qu'il courût le plus léger danger d'être arrêté. Il ne voulait rien pour lui, mais il demandait un million pour la personne dont le concours était indispensable pour faire avec sûreté le trajet de Longwood à la côté. Ce million ne devait être payable qu'en Amérique et seulement après que l'Empereur y serait débarqué. Une autre condition était que l'Empereur ne fût accompagné que de deux personnes.

L'Empereur me chargea de demander à ce brave homme les plus petits détails de son plan, et il voulut savoir les noms des personnes avec les-

quelles il prétendait s'être entendu. Il le reçut ensuite, mais seulement après lui avoir fait répondre par moi qu'il le remerciait de son dévouement et croyait au succès de son plan, mais que, sa résolution étant inébranlable de ne point lutter contre sa destinée, il persistait à refuser ses offres.

Un autre projet de même nature fut conçu au moyen de bateaux submarins. Cinq ou six mille louis furent dépensés, pour atteindre ce but, par un ami d'O'Meara.

J'ai lieu de croire que l'Empereur se serait également refusé à quitter Sainte-Hélène, quand bien même un de ces bateaux aurait réussi à aborder le seul point de la côte que peut-être nous aurions pu réussir à atteindre en nous cachant pendant le jour dans quelque ravin de notre enceinte de jour, mais en dehors de notre enceinte de six heures du soir, et en descendant de nuit vers la côte au risque de nous briser cent fois le cou.

A toutes ces offres d'évasion, l'Empereur m'a toujours répondu :

« Je ne serais pas six mois en Amérique sans être assassiné par les sicaires du comte d'Artois. Voyez à l'île d'Elbe : est-ce qu'on n'a pas organisé mon assassinat ? Sans ce brave Corse que le hasard

avait placé comme maréchal des logis de gendarmerie à Bastia, et qui m'a fait prévenir du départ pour Porto-Ferrajo du garde du corps qui a tout avoué à Drouot, j'étais assassiné. D'ailleurs, il faut toujours obéir à sa destinée. Tout est écrit là-haut. Il n'y a que mon martyre qui puisse rendre la couronne de France à ma dynastie. Je ne vois en Amérique qu'assassinat ou oubli. J'aime mieux Sainte-Hélène. »

L'Empereur m'a dit aujourd'hui : « Les manufacturiers sont insatiables ; plus ils fabriquent, plus ils veulent fabriquer. Ont-ils mille ouvriers, ils ne rêvent que d'atteindre le chiffre de dix mille. L'ambition de fortune n'est pas la seule qui les entraîne : l'ambition politique s'empare d'eux ; c'est pour cela qu'un trop grand développement de prospérité manufacturière amène tôt ou tard de grands embarras politiques, et place dans des conditions exceptionnelles le gouvernement du pays. L'Angleterre en est un exemple. Plus son industrie se développe, plus elle est obligée d'étendre sa puissance pour protéger l'écoulement de ses produits ; plus elle est manufacturière, plus elle est condamnée à être guerrière. Si j'avais voulu signer avec elle un traité de commerce qui ouvrît les por-

tes de mes États aux produits de ses manufactures, elle m'aurait aidé à conquérir le monde. Bientôt les Indes ne suffiront plus aux exigences des manufacturiers anglais ; et, comme j'ai appris aux nations du continent à se passer de l'Angleterre pour s'habiller et se procurer toutes les jouissances du luxe, soyez sûr qu'arrivera le jour où l'Angleterre recommencera la guerre à mort qu'elle m'a faite, pour se rouvrir les portes du continent. »

La nuit du 31 décembre 1820 au 1er janvier 1821 fut une des dernières passées en causeries intimes des souvenirs d'un meilleur temps. La maladie qui devait nous enlever l'Empereur quelques mois plus tard fit, à partir de cette date, de rapides progrès. Chaque jour, il se sentit moins porté au mouvement de l'esprit et du corps. Une fatigue générale le dominait, disait-il. Il restait silencieusement des heures assis nonchalamment sur une bergère, lui qui naguère encore passait la plus grande partie de sa journée et de sa nuit à marcher en dictant ou rassemblant les souvenirs, les matériaux de son travail. Souvent je suis resté des heures debout près de lui, attendant la fin d'une phrase, ou qu'il se décidât à mettre un

terme à son espèce de torpeur autrement que par ces mots : « Eh bien ! mon fils, que dites-vous de nouveau ? Que ferons-nous ? »

Et ce n'était qu'après des instances réitérées, dictées par les convictions d'une tendresse filiale qu'il daignait comprendre, que je le décidais à prendre l'air, soit à pied, soit en calèche, ce qui toujours le ranima, jusqu'à la crise du 17 mars, qui fut le prélude de sa mort.

Nous avions causé de l'ambassade en Hollande de M. de Sémonville, mon père adoptif, et de l'ex-directeur Gohier, qui, à cette époque, était consul général à Amsterdam, homme de bien, d'honneur, et républicain par conviction, honnête homme enfin comme l'était Carnot. Il était difficile de se rappeler Gohier sans penser au rôle de dupe qu'il joua au 18 brumaire, et aussi aux incidents de cette journée, berceau de l'Empire.

« Sieyès me dit l'Empereur, soupant avec les chefs du parti républicain quelques jours après le 18 brumaire, leur dit, en jetant avec violence son bonnet par terre, quand les domestiques les eurent laissés seuls : « Il n'y a plus de République ; « elle est f.... Je confère depuis huit jours des « affaires publiques avec un homme qui sait tout ;

« il n'a besoin ni de conseils ni d'aide. La poli-
« tique, les lois, l'art de gouverner, lui sont aussi
« familiers que le commandement d'une armée. Il
« est jeune et plein d'énergie. Je vous le répète,
« il n'y a plus de République. — Mais, s'écrièrent
les républicains, s'il devient un tyran, il faudra
« recourir au poignard de Brutus. — Hélas ! mes
« amis, leur répondit Sieyès, nous tomberions après
« lui dans une situation plus déplorable encore.
« Mieux vaut le garder. Avec lui, du moins, nous
« serons sûrs que l'honneur national sera bien gar-
« dé, et que nous ne reverrons jamais ni les dîmes,
« ni le servage féodal. »

« Sieyès, comme vous le savez, s'était chargé de la rédaction de la constitution qui devait définitivement organiser la France après le 18 brumaire. Il avait imaginé une espèce de pyramide sociale qui, suivant sa manière, faisait venir la confiance d'en bas et descendre le pouvoir d'en haut. Il créait un simulacre de royauté à l'instar de celle faite à l'Angleterre par la révolution de 1688, mais moins le titre de roi, l'inamovibilité et l'hérédité. C'était de la démence. Nous eûmes de vives discussions. Je dus me fâcher pour mettre fin à toutes ces idéologies. — Votre grand électeur,

lui dis-je dans une de nos dernières séances, ne serait qu'un roi fainéant. Le temps des rois fainéants est passé. Quel est l'homme d'esprit et de cœur qui voudrait subir une telle oisiveté ? Six millions et les Tuileries pour trôner comme un roi de théâtre, apposer sa signature sur l'œuvre des autres, et ne rien faire par soi-même ! Tout cela est de l'impossible et du rêve. Vous n'auriez pour grand électeur qu'un cochon à l'engrais, ou vous auriez un maître d'autant plus absolu qu'il n'aurait aucune responsabilité. Sachez bien que si j'acceptais d'être votre grand électeur, je me moquerais de vous et je ferais ce que je voudrais. Je dirais aux deux consuls de la paix et de la guerre : Si vous ne faites pas ce que je veux, je vous destitue, et je deviendrais ainsi le maître par une voie détournée, malgré votre constitution. »

« Je me rappelle une autre anecdote qu'il m'a lui-même racontée, m'ajouta l'Empereur.

« Il était aumônier d'une princesse de France. Un jour qu'il disait la messe, un accident obligea la princesse à se retirer. Ses dames la suivirent. Sieyès, très occupé à lire son missel, ne s'en aperçut pas dans le premier moment. Mais quand il se vit abandonné par tout ce qu'il y avait de grands

seigneurs, et réduit pour auditoire à la valetaille, il ferma le missel et quitta l'autel, s'écriant : *Je ne dis pas la messe pour la canaille.*

« Ce trait est caractéristique et peint parfaitement le carractère de Sieyès. »

CHAPITRE XVI

Janvier, février et mars 1821.

1er janvier 1821. L'Empereur n'a reçu que les hommages du grand maréchal. Il était très souffrant, et lorsqu'à six heures du matin, au moment de le quitter, je lui ai demandé ses ordres sur l'heure à laquelle il nous permettrait à tous de lui souhaiter une bonne année, il m'a répondu : « Vos souhaits, je les reçois maintenant ; et comme nous passons ensemble seize heures sur vingt-quatre, si vous voulez me les répéter dans la journée, vous en êtes le maître. Quant à Bertrand, dites-lui de venir déjeuner avec nous. Du reste, je ne verrai personne et ne sortirai point aujourd'hui de mon intérieur. Sans être malade, je ne me sens en train de rien. »

La nouvelle maison est devenue l'idée fixe de sir Hudson Lowe, et elle lui donne presque chaque jour l'occasion de voir l'Empereur pendant ses promenades à pied ou à cheval. C'est un singulier

caractère que celui de cet homme. Il lui faut un aliment au travail inquiet et incessant de son imagination, et quand cet aliment n'est pas le résultat naturel du danger d'évasion de son prisonnier, il le cherche partout, comme un limier cherche la piste de cerf. Il m'a amené M. Darling, entrepreneur de l'ameublement de la nouvelle maison. Il voulait mon avis sur le choix des tentures et des meubles de l'appartement de l'Empereur. Comme j'avais ordre de persister dans le système adopté de ne point intervenir dans cette affaire, j'ai déclaré très nettement à sir Hudson Lowe que je ne m'en mêlerais point. Mais il ne se tient pas facilement pour battu. Il a espéré me tenter en me faisant montrer par M. Darling de fort belles étoffes, destinées, disait-il, à meubler mon appartement, et en me demandant celles que je préférais placer dans le salon, le cabinet de travail ou la chambre à coucher. J'ai tenu bon, et il n'a eu mon avis sur rien.

Plusieurs visites sont venues à Longwood. Depuis quelques jours, les hommages du nouvel an ont été le but de la plupart des visiteurs. Cependant, le marquis de Montchenu et le capitaine Gorr nous ont apporté une série de journaux fran-

çais et un véritable bulletin de salon, extrait de leur correspondance particulière.

L'Empereur a fait une longue promenade à cheval du côté de Rose Mary-Hall. Nous sommes revenus par le cottage de Miss-Masson. Il est descendu de cheval et s'y est reposé un instant. Le cheval l'a fatigué.

Le 20 janvier, il me paraissait bien quand je l'ai quitté au moment de se mettre au bain. Mais il n'a pris que du thé et un œuf frais à son déjeuner. Il n'était pas en train de travailler; il s'est couché de meilleure heure qu'à l'ordinaire. Pendant la promenade, il a été pris d'une sorte de mal de mer.

La nuit du 20 au 21 a été médiocrement bonne. Vers minuit, l'Empereur, qui n'avait rien pris depuis son déjeuner, s'est trouvé de l'appétit et a mangé une aile de poulet. A trois heures, il a voulu à toute force boire de la limonade, parce que, disait-il, il avait besoin d'éteindre le feu qui brûlait dans son estomac. Quand Antomarchie, le nouveau médecin de Sa Majesté, l'a vue à son lever, il a remarqué de l'élévation dans le pouls, et a con-

seillé un traitement de pilules, dont il espère le plus grand bien.

25 janvier. Sir Hudson Lowe, qui depuis trois jours n'a pas aperçu l'Empereur, est venu causer avec moi de sa santé. Il voudrait adjoindre un médecin anglais à Antomarchi.

27 janvier. Il est venu de nouveau aujourd'hui pour m'apprendre qu'Antomarchi a témoigné à sir Thomas Reade son intention de quitter le service de l'Empereur et le lui a écrit, ce que je ne puis croire. Il m'a en même temps reparlé de la lettre de lord Bathurst relative au général Bertrand, en insistant pour une réponse.

L'Empereur, à qui j'ai dû rendre compte de la conversation de sir Hudson Lowe, parce qu'il l'avait vu entrer chez moi, m'a dicté cette nuit la note suivante :

« 1° L'empereur Napoléon est malade ; il ne pourra jamais éprouver de soulagement dans cette île. Il a besoin de l'air d'Europe et de prendre cette année les eaux minérales pour mettre un terme à de cruelles souffrances.

« 2° Le sieur Antomarchi, son chirurgien, est insuffisant pour le secourir dans son état actuel de maladie. Il désire un médecin de son ancienne maison de santé de Paris, ou de ceux qui ont servi à l'armée comme médecins en chef de corps d'armée, et âgé de plus de quarante-cinq ans. Les sieurs Desgenettes, Percy, Larrey spécialement, pourraient désigner celui de ces médecins qu'ils jugeraient digne d'obtenir la confiance du malade.

« 3° Il recevra avec plaisir en remplacement du comte Bertrand toute personne qui aurait été attachée à sa personne, spécialement les ducs de Vicence[1] ou de Rovigo, les comtes de Ségur, de Montesquiou, Daru, Drouot et de Turenne, ou les hommes de lettres baron de Denon et Arnault.

« Le parti qu'a pris lord Bathurst de s'adresser au cardinal Fesch à Rome, et qui paraissait sage, s'est trouvé en défaut par l'effet de la surveillance

1. La présence du duc de Vicence dans le gouvernement provisoire de 1815 n'avait rien changé aux sentiments de l'Empereur pour ce fidèle ami de sa bonne comme de sa mauvaise fortune ; et c'était justice : car le duc de Vicence n'avait accepté de siéger dans le gouvernement provisoire que par obéissance au désir de l'Empereur, qui attachait du prix à ce qu'un vieil ami surveillât les rancunes ou les trahisons de Fouché.

exercée sur tous les membres de sa famille et de l'impossibilité où ils sont de correspondre avec la France. Tout ce qu'il est nécessaire de faire ne peut l'être que par l'intermédiaire du gouvernement anglais en français.

« MONTHOLON.

« Longwood, 30 janvier 1821. »

Le 31 janvier, le docteur Antomarchi m'a écrit qu'il désirait son retour en Europe, qu'il sentait à regret son impuissance pour acquérir la confiance de l'Empereur.

L'Empereur m'a dicté cette nuit ma réponse à la lettre d'Antomarchi. Elle est bien dure. La voici :

« Monsieur, l'Empereur, prenant en considération le désir que vous me manifestez, dans votre lettre du 31 janvier dernier, d'opérer votre retour en Europe, vous autorise à vous adresser à l'officier anglais commandant à Sainte-Hélène pour qu'il vous facilite votre traversée.

« S'il était possible qu'il vous plaçât sur le même bâtiment que l'abbé Buonavita, votre assistance serait d'une grande utilité à ce vieillard moribond pour les accidents qui pourraient lui advenir dans un si long voyage.

« Depuis quinze mois que vous êtes dans ce pays, vous n'avez donné à Sa Majesté aucune confiance dans votre caractère moral ; vous ne pouvez lui être d'aucune utilité dans sa maladie, et votre séjour ici quelques mois de plus serait sans objet.

« J'ai l'honneur d'être, etc., etc.

« MONTHOLON. »

La maigreur fait des progrès si rapides, que les rapports de l'officier d'ordonnance ont donné une inquiétude réelle à sir Hudson Lowe ; du moins il m'a paru sincère dans l'insistance qu'il a mise vis-à-vis de moi pour que l'Empereur consentît à faire appeler en consultation un médecin anglais de l'armée ou de la marine, et même que l'un d'eux fût attaché à son service personnel. J'ai évité l'aigreur dans mes réponses, et j'ai réussi à le battre en remettant sous ses yeux la note que je lui ai adressée dans le temps pour lui faire connaître sous quelles conditions l'Empereur consentait à recevoir les soins d'un médecin anglais.

1er mars. Le docteur Arnott, du 20e régiment,

est venu me voir. Sir Hudson Lowe lui a évidemment parlé, car il m'a dit : « Je ne sais quelle est ma destinée ; mais si jamais j'avais l'honneur d'être reçu par l'Empereur, je puis vous donner ma parole d'honneur que je me conduirais comme un vieux soldat qui n'a jamais connu d'autre guide que l'honneur. »

J'en ai rendu compte à l'Empereur, qui s'est rappelé l'avoir vu chez moi quand j'étais malade et lui avoir trouvé la figure et les manières d'un honnête homme. Il a ajouté : « Vraiment, si je me sentais très mal, et qu'il me fallût décidément renvoyer ce jeune homme, j'aimerais mieux lui qu'un autre. »

Le départ de Buonavita est décidé ; mais je crains bien qu'il ne soit pas le seul. Que de choses incompréhensibles dans ce monde ! Le mal du pays gagne décidément notre petite colonie. L'Empereur le sait et veut que je laisse couler l'eau ; cependant je vois bien que tout cela l'affecte. D'un autre côté, Marchand est souffrant, et Noverraz vient de tomber malade.

Le *Repulse* nous a apporté plusieurs lettres, dont une du général Gourgaud qui a donné de l'humeur à l'Empereur. Gourgaud n'obtient rien, quoi qu'il

fasse; et quand j'ai voulu combattre l'impression injuste produite par sa lettre, l'Empereur m'a dit: « Vous ne savez donc pas qu'avec les princes il faut réussir pour plaire, et qu'en règle générale ils n'aiment que les gens qui leur sont utiles et seulement pendant qu'ils le sont. C'est d'ailleurs tout simple: ils sont tenus, par leur position, si loin de toutes choses, depuis leurs premières impressions, qu'ils s'accoutument à ne voir dans l'homme que l'instrument de leur volonté, et de même qu'un cheval usé ou un vieil habit est abandonné, l'homme qui sert mal ou dont le service n'est plus utile est délaissé. Le vivant inutile est, pour les princes, ce que le mort est pour le commun des mortels. Sachez bien aussi que les rois ne s'attachent qu'en raison des bienfaits dont ils comblent, et jamais en raison des services qu'on leur rend; et cela, parce que, dans le premier cas, ils aiment leur création, et que, dans le second, leur amour-propre se révolte à la pensée qu'ils sont les obligés: car c'est toujours se placer en infériorité que de se reconnaître l'obligé de quelqu'un. »

L'arrivée de deux bâtiments de l'Inde a été pour Hudson Lowe l'occasion d'écrire au grand

maréchal que l'un d'eux était le *Waterloo*, dont Mme Bertrand connaît le capitaine.

Il semble réellement que l'isolement de l'Empereur soit une idée fixe de la haine de cet homme, et que saisir ou provoquer toutes les occasions de décider l'un de nous à le quitter soit une jouissance à laquelle il ne puisse résister.

16 mars. L'Empereur a été fort souffrant aujourd'hui. Il n'a rien pris de la journée que des infusions de feuilles d'oranger, et, contre son habitude, il s'est couché vers cinq heures. Sir Hudson Lowe m'a envoyé deux caisses de livres et de journaux.

Ce que j'ai appris de la visite du capitaine du *Waterloo* chez le grand maréchal m'a décidé à avoir une explication sérieuse et tout amicale, dont le succès m'a donné un moment de joie au milieu des tristes préoccupations que me cause l'état de l'Empereur.

J'ai dit à Bertrand toute mon inquiétude et ma conviction de l'inexpérience d'Antomarchi, qui, malgré tout ce que je lui dis de mes observations de jour et de nuit, persiste à sourire quand je lui parle du coup de canif, et regarde tous ces

symptômes de désordres internes comme le simple effet du manque d'un exercice suffisant.

« Vous croyez, lui ai-je ajouté, en voyant sa persistance à croire qu'il pouvait s'absenter pour mener ses enfants en Europe, qu'en vous parlant ainsi, je joue le jeu d'un intérêt politique, et que l'Empereur se sert de moi pour exagérer à vous-même la gravité de sa maladie ; mais vous oubliez donc que je vous prêche contre mon intérêt personnel, ou vous me croyez assez bête pour ne pas comprendre le rôle que vous m'auriez légué si l'Empereur mourait pendant que vous seriez en Europe ou en mer, fût-ce même à dix lieues de Sainte-Hélène. Lisez mieux dans mon cœur. C'est mon dévouement à l'Empereur, c'est le mal que lui fera votre départ, c'est la conviction de la maladie qui le ronge, qui me font oublier mon propre intérêt, et vous parler comme je le fais ; c'est aussi mon respect pour votre vénérable caractère.

— Je vais chez l'Empereur, m'a répondu le grand maréchal en m'interrompant. Espérons que vous le trouverez bien quand vous le verrez. »

Effectivement, l'Empereur était tout autre quand je l'ai revu à onze heures du soir. Il m'a raconté

la conversation qu'il avait eue avec Bertrand. Il en était tout heureux : et après s'être longtemps promené dans les appartements, il a demandé son dîner.

La maladie a marché si rapidement à dater de cette crise, que je vais me borner à copier jour par jour mon journal de Longwood.

18 mars. La nuit a été bonne et s'est passée en alternatives de travail et de causeries. Antomarchi, que j'ai fait entrer avant de quitter l'Empereur, ce matin à six heures, n'a trouvé dans le pouls aucun indice de la crise d'hier. Il n'a compté avec la montre que soixante-trois pulsations, ce qui est l'état normal observé par O'Meara et par lui. Cet après-midi, l'Empereur a fait, à quatre heures, un tour de promenade. Il a dîné sans appétit, et, sur le conseil d'Antomarchi, il a essayé d'un verre de vin de Porto.

19 mars. La nuit a été assez bonne ; cependant, ni travail, ni causeries. La plus grande partie s'est passée en promenade dans le salon, ou en repos sur un sofa, en échangeant quelques mots sans suite sur des amours de jeunesse. Le ma-

laise s'est manifesté de nouveau à quatre heures et demie du soir, au début de la promenade. Nous avions à peine fait quelques pas dans le jardin pour gagner la calèche, quand les vomissements ont commencé. J'ai vite rapporté, plutôt que ramené, l'Empereur dans sa chambre ; car à peine s'il pouvait se tenir sur ses jambes, tant il souffrait, me disait-il, à deux pouces sous le sein droit, toujours son coup de canif. La fatalité a voulu qu'Antomarchi fût encore absent de Longwood. Il est impossible de lui faire comprendre la gravité de l'état de l'Empereur. Il est dominé par la conviction que tout ce que nous lui disons, l'Empereur ou moi, à cet égard, est un jeu politique pour amener le gouvernement anglais à nous rappeler en Europe.

20 mars, à six heures. L'Empereur était calme et s'est endormi. Le malaise s'étant manifesté à plusieurs reprises dans la nuit, je voulais faire appeler le docteur Antomarchi, que je savais de retour à Longwood ; mais l'Empereur s'y est refusé avec humeur, et n'a consenti qu'à l'heure ordinaire. Lorsqu'Antomarchi est entré et lui a tâté les pouls, la crise était finie. « La pulsation est

dans l'état normal,» a-t-il dit, avec un sourire d'incrédulité au récit que je lui avais fait de ce que j'avais observé pendant la veille et pendant la nuit. L'Empereur l'a remarqué.

21 mars. L'Empereur a travaillé cette nuit, et je n'ai rien vu dans son attitude qui rappelât son mal. Il était presque gai. Sa dictée l'avait ramené aux souvenirs de Varsovie et de Mme Walewska. Il a ri de bon cœur en se rappelant le bal dans lequel il la vit pour la première fois, mais qui fut pour le général Bertrand et Louis de Périgord, aide de camp du prince de Neufchâtel, la cause, inexplicable pour eux, des missions dont ils se trouvèrent chargés au bruit des violons. «Ils ne se doutaient pas, me disait-il, que je m'occupasse de Mme Walewska, et tous deux voltigeaient à l'envi autour d'elle. Plusieurs fois je les trouvai sur mon chemin, surtout Louis de Périgord. Cela finit par m'ennuyer, et je dis à Berthier de le faire partir de suite pour avoir des nouvelles du 6e corps, qui était sur la Passarge. Je pensais que Bertrand serait plus clairvoyant. Mais les beaux yeux de Mme Walewska l'éblouissaient. Il ne la quittait pas; et, pendant

le souper, il s'était appuyé sur le dos de sa chaise, de manière que ses aiguillettes se promenaient sur la belle peau blanche et rose des épaules que j'admirais. Impatienté à l'excès, je lui touchai le bras en l'appelant et l'entraînai dans l'embrasure d'une fenêtre, où je lui donnai ordre de partir pour le quartier général du prince Jérôme, et de me faire, sans perdre une heure, son rapport sur l'état des travaux du siège de Breslau. Le pauvre diable n'était pas parti, que je regrettai mon mouvement d'humeur, et, sans aucun doute, je l'aurais fait rappeler, si je n'avais pensé au même instant que sa présence auprès de Jérôme me serait utile. »

J'avais, heureusement, eu soin de recommander à Antomarchi de rester à Longwood, car entre quatre et cinq heures de l'après-midi, le malaise a recommencé, et les vomissements noirs ont suivi de près. Cette fois, Antomarchi, appelé aussitôt, a reconnu la gravité du mal, et a dit qu'il y avait accès de fièvre. De ce moment, il a changé d'avis sur les causes des crises du 17 et du 19, et a déclaré qu'il y avait symptômes incontestables d'une gastrite. Il faut, dans son opinion, avoir recours au traitement indiqué par le docteur Alibert.

L'Empereur a voulu lire les symptômes indiqués par ce médecin célèbre et le traitement qu'il conseille, et après l'avoir lu dans le livre qu'Antomarchi a été lui chercher, il a consenti à prendre, dès demain, de la limonade émétisée.

22 mars. Mauvaise nuit, malaise continu jusqu'à deux heures du matin, mauvaise humeur, refus de me laisser appeler Antomarchi. A quatre heures, calme et sommeil jusqu'à dix heures.

Antomarchi est entré au réveil de l'Empereur et lui a apporté une carafe de limonade préparée par lui, en l'engageant à en prendre un verre d'heure en heure, l'assurant qu'il en éprouverait un grand bien. Mais à peine l'Empereur en avait-il bu un verre depuis une demi-heure, qu'il fit d'effroyables efforts pour vomir et se roula par terre en gémissant. « L'effet a été trop fort, me dit le docteur Antomarchi ; mais c'est le remède nécessaire, et il faut à tout prix qu'il soit continué. » Cependant, l'Empereur ne voulut entendre à rien ; il revint à sa propre médecine, but un grand verre d'eau de fleur d'oranger, et fut assez calme le reste de la journée ; le soir, il mangea.

23 mars. La nuit a été assez bonne. L'Empe-

reur a voulu travailler. Il a revu ses notes sur ses dernières guerres.

Se trouvant moins bien ce matin, il a consenti à boire de la limonade au lieu d'orgeat qu'il avait demandé, mais à condition qu'il n'y aurait pas d'émétique et que ce serait purement et simplement de la limonade cuite, comme celle qu'il buvait d'habitude. Ne se fiant pas, néanmoins, à Antomarchi, il a fait appeler le maître d'hôtel Piron, et lui a même donné ses ordres. Tout confiant alors, il allait boire un verre de cette limonade, quand, arrêtant le verre contre ses lèvres, il m'a dit : « Mais il me semble que je sens une odeur extraordinaire. Êtes-vous bien sûr qu'on n'a rien mêlé à cette limonade ?

— J'en suis convaincu, ai-je répondu ; mais le mieux est de m'en assurer. Que Votre Majesté n'en boive pas. Je vais en boire ; nous verrons bien. »

Il me donna son verre, et je bus.

Dix minutes après, le mal de mer m'a pris, et je n'ai eu que le temps de gagner ma chambre. L'Empereur a été furieux de ce qu'on se fût permis de le tromper ainsi. Il a traité le pauvre Antomarchi d'assassin et lui a déclaré qu'il ne

le verrait plus. Heureusement qu'une caisse de livres arrivée d'Europe a fait diversion à cette humeur ; car je ne doute pas que l'irritation morale n'eût fini par réagir sur celle de l'estomac et par aggraver les douleurs. Je dois dire, à cette occasion, que l'Empereur n'a jamais rien bu ni mangé pendant son séjour à Longwood qui n'ait été essayé par quelqu'un de sa maison. La desserte de sa table était mangée par ses valets de chambre Je déjeunais et dînais tous les jours avec lui, et constamment je buvais, dans la nuit, du breuvage préparé pour sa nuit, et qui, le plus souvent, était de la limonade ou de l'orgeat. Un empoisonnement eût été impossible sans qu'un de nous en ressentît les effets.

Je dirai plus encore. Quand une odeur quelconque frappait son odorat d'une manière extraordinaire au moment où il approchait quelque chose de ses lèvres, il s'arrêtait et me disait : « Goûtez donc. Je ne connais pas cette odeur-là. » Et ce n'était que sur mon assurance que je ne trouvais rien d'extraordinaire dans le goût de ce que je venais de boire ou de manger ainsi, qu'il en prenait.

« On est arrivé, me disait-il souvent, à rivaliser

d'habileté avec le temps de Catherine de Médicis. J'ai manqué d'être empoisonné dix fois pour une. » Et toujours il me citait les dangers qu'il avait courus dès les premiers temps du Consulat. Il sortait de table avec l'Impératrice et deux ou trois personnes de son service, quand, voulant prendre sa tabatière dans sa poche, il l'aperçut sur le coin de la cheminée du salon dans lequel il entrait. Déjà il l'avait prise, et allait l'ouvrir pour la porter à son nez, quand son étoile le fit s'asseoir et sentir sa tabatière dans une de ses poches. Sa surprise fut remarquée. La tabatière fournit l'objet d'un examen chimique. Celle trouvée sur la cheminée contenait du tabac empoisonné. Cependant, personne moins que l'Empereur ne prenait de précautions contre de semblables dangers, et personne plus que lui ne croyait à la destinée plus puissante que la volonté de l'homme. « Notre heure dernière est écrite là-haut, » me disait-il souvent.

25 mars. La nuit a été agitée ; toujours le coup de canif. Plusieurs fois l'Empereur est sorti de son lit pour se promener dans son salon ; il aurait voulu pouvoir oublier son mal et faisait effort

sur lui-même pour causer et s'étourdir par des souvenirs. Ce matin il est abattu. La journée s'est passée sans vomissements.

26 mars. Rien de changé dans l'état de l'Empereur. Les bains, la diète et l'orgeat lui donnent évidemment quelque calme dans la marche de la maladie, mais ses forces diminuent sensiblement ; la tête seule reste pleine de vie, et s'il avait l'habitude de dicter autrement qu'en marchant, ses nuits se passeraient à me faire écrire ; mais dès que sa pensée travaille, il se lève, et bientôt après la fatigue du corps le force à se remettre au lit.

27 mars. La nuit et la journée ont été sans crise, mais un malaise continu, dégoût de tout, nausées fréquentes. Cependant l'Empereur a consenti à prendre l'air quelques instants en s'appuyant sur mes bras, ce qui m'a paru lui faire du bien. Il voulait même descendre jusqu'à la maison du grand maréchal, mais ses forces ne le lui ont pas permis.

L'Empereur persiste à ne plus vouloir des soins d'Antomarchi et à croire qu'il se guérira avec

la diète, de l'orgeat et des soupes à la reine. Cependant il y a folie à se faire illusion. La gravité du mal est flagrante. Bertrand et moi perdons notre peine à le supplier de voir un médecin.

28 mars. Sir Hudson Lowe recommence ses persécutions pour qu'un médecin anglais voie l'Empereur.

29 mars. J'ai reçu aujourd'hui deux communications de sir Hudson Lowe. Rien de nouveau dans l'état de l'Empereur.

30 mars. Sir Hudson Lowe est venu deux fois aujourd'hui et sir Thomas Reade une fois. Ils veulent à toute force entrer chez l'Empereur, et sir Hudson Lowe m'a dit : « Je vous déclare que si ce que vous appelez la violation par la force du domicile du général Bonaparte cause sa mort, j'en prends la responsabilité. » Cependant cette fois encore il a cédé, et je suis heureux d'avoir préservé l'Empereur d'une insulte.

31 mars. Nouvelle scène ; comme hier, le gou-

verneur s'est retiré sur l'assurance que je lui ai donnée que j'avais l'espoir de faire admettre le docteur Arnott. Toutes ces scènes, dont il m'a été impossible d'empêcher l'Empereur d'apprendre quelque chose, ont aggravé son état. Il sent la nécessité de secours, et il a enfin consenti à ce que le docteur Arnott fût appelé si d'ici à vingt-quatre heures il n'y avait pas de mieux. Quant à Antomarchi, il persiste à ne pas même permettre qu'on prononce son nom.

CHAPITRE XVII

Avril 1821.

1er avril 1821. Le gouverneur m'est arrivé dès huit heures du matin; il est resté quatre heures chez moi. A trois heures, il est revenu et n'est parti que sur la parole d'honneur que je lui ai donnée que le docteur Arnott serait appelé si d'ici à vingt-quatre heures il n'y avait pas de changement dans l'état de l'Empereur.

2 avril. Hier à dix heures du soir le grand maréchal a écrit au docteur Arnott que l'Empereur consentait à le voir et qu'il l'engageait à venir de suite à Longwood. Une heure après, ce médecin a été présenté à l'Empereur. La maladie est grave, le docteur Arnott a reconnu une inflammation des plus violentes dans la région de l'estomac, mais il a besoin de voir des matières vomies pour arrêter son opinion. Il a prescrit des cataplasmes composés et une potion d'heure en heure.

3 avril. L'Empereur a consenti à ce qu'Antommarchi fût présent à la visite du docteur Arnott. Des vésicatoires ont remplacé les cataplasmes ; quelque chose a été changé à la potion.

4 avril. La journée a été, comme la nuit, assez tranquille.

5 avril. Vomissements de matières noirâtres. Le docteur Arnott a reconnu par leur nature qu'il y avait ulcération dans l'estomac. Il a prescrit de nouveaux remèdes et a prévenu Bertrand et moi du péril qui menaçait.

6 avril. Rien de nouveau dans la maladie. Sir Hudson Lowe m'écrit pour m'annoncer le départ d'Angleterre des deux cuisiniers Chandelier jeune et Perruset.

7 avril. L'Empereur s'est fait apporter par le grand maréchal un testament qu'il avait fait depuis longtemps et qu'il lui avait confié. Il l'a fait brûler devant lui. Voici la note au crayon que j'ai trouvée dans les papiers de l'Empereur, que j'ai lieu de croire se rapporter à ce testament.

150.000 × 40 = 6.000.000.

1	Bertrand	150.000	
2	Madame	150.000	
3	Napoléon	150.000	
4	Hortense	150.000	
5	Henri	150.000	
		———	750.000
6	Montholon	150.000	
7	Madame	150.000	
8	Tristan	150.000	
9	Sa fille	150.000	
		———	600.000
10	Gourgaud	150.000	
11	Marchand	150.000	
12	Les prêtres	150.000	
		———	450.000
13	Las Cases		150.000
14	Duc de Bassano		150.000
15	Lavalette		150.000
16	Madame		150.000
17	Drouot		150.000
18	Cambronne		150.000
19	Brayer		150.000
20	Lefèvre-Desnouettes		150.000

21 M . . . .
22 Real.
23 Larrey, chirurgien en chef de la garde.
24 Costa de Basilica.
25 Ornano, général de la garde . . 150.000
26
27 Poggi.
28 Émery, chirurgien du bataillon de l'île d'Elbe.
29 Friant.
30 Arnault, homme de lettres.
31 Fain, secrétaire.
32 Le chef de bataillon de la garde à l'île d'Elbe.
33 Mouton-Duvernet (ses enfants).
34 Arrighi, vicaire général de l'île d'Elbe.
35 Le général Clausel.
36 Le général Travot.
37 Le général Labédoyère (ses enfants).
38 Le général Girard, mort à Ligny (ses enfants).

40 Mme Montesquiou.

50.000	Saint-Denis.
30.000	Noverraz.
30.000	Pierron.
10.000	Coursot.
10.000	Chandelier.
20.000	Archambault.
150.000	

« Ces sommes seront payées aux individus si au moment de l'ouverture de ma succession ils sont vivants, ou s'ils ont des enfants légitimes mâles ou femelles ; au défaut de quoi leur part est dévolue au fonds pour en récompenser les officiers et soldats de la garde qui n'auraient pas été réemployés ou qui en auraient besoin, en donnant de préférence à ceux qui formaient le bataillon de l'île d'Elbe, ou qui faisaient partie de l'armée d'Italie de 1796 et 1797, ou de l'Égypte en 1798, 1799, 1800, 1801, à raison de 10.000 fr. pour les officiers et de 1.000 fr. pour les soldats.

« On achèterait deux terres de chacune 3.000.000 de francs ; une pour Bertrand, une pour Montholon. Les deux tiers des revenus en seraient placés tous les ans en accroissement du capital jusqu'en 1840. »

8 avril. Antomarchi a du malheur. L'Empereur l'a fait appeler pour arranger quelque chose au pansement du vésicatoire. Il était monté à cheval et n'est rentré que pour dîner. J'ai reçu ordre de lui déclarer que l'Empereur ne le verrait plus. Il y a un peu de mieux dans l'état de l'Empereur. Les transpirations ont été abondantes. Je l'ai changé trois fois cette nuit, car depuis sa maladie, il ne veut recevoir de services que de moi ou de M. Marchand. Je ne le quitte ni jour ni nuit, sauf le temps du jour où Bertrand est près de lui. Saint-Denis veille dans la pièce voisine et me donne tout ce dont l'Empereur a besoin.

9 avril. Le docteur Arnott nous exprime un léger espoir qu'il trouve dans l'état du pouls et dans les transpirations.

10 avril. L'Empereur m'a parlé aujourd'hui de son testament. J'ai cherché à lui donner l'espoir que ce serait une précaution inutile ; mais il a persisté et m'a dit : « Je l'écrirai demain si le mieux continue. »

11 avril. Sir Hudson Lowe nous laisse complè-

tement tranquilles depuis que le docteur Arnott a été admis, quoiqu'il vienne chaque jour à Longwood conférer avec ce médecin. Point de changement dans l'état de l'Empereur.

13 avril. La nuit a été moins bonne, peut-être à cause de l'abondance de la transpiration. Sept fois j'ai changé l'Empereur, et chaque fois flanelle et linge étaient trempés, jusqu'au madras dont il entoure sa tête. Ces changements de linge sont bien difficiles à faire sans l'impatienter, car il ne veut pas de lumière dans sa chambre ; il ne souffre qu'une bougie dans la pièce voisine, et c'est à la faible lueur de cette lumière qu'il me faut, non lui donner, mais lui mettre tout ce dont il a besoin, même nouer le madras sur sa tête.

Ce matin, à son réveil, l'Empereur m'a dit : « Je vous dicterai aujourd'hui mes dernières volontés. Revenez à midi. »

Quand je suis revenu, il m'a fait mettre le verrou à sa porte, et m'a dit d'écrire. Il m'a dicté deux heures sans s'arrêter, puis il m'a fait lui lire sa dictée, en me disant avec bonté : « Voulez-vous que je vous donne davantage ? »

J'étais trop ému pour pouvoir répondre. Il s'en

est aperçu, et m'a dit : « Allons ! allez-vous-en recopier ce que je vous ai dicté, et après-demain, qui sera mon bon jour, nous le relirons. Vous me le dicterez, et je l'écrirai. Envoyez-moi Marchand, s'il peut se lever. » Et comme j'allais sortir : « Non, faites appeler le grand maréchal. »

14 avril. L'Empereur n'a point oublié son testament. Je ne l'avais point apporté. Il me l'a envoyé chercher, et l'a lu, puis m'y a dicté, sur l'exécution testamentaire, le changement qu'ont provoqué mes observations.

15 avril. La matinée tout entière a été consacrée par l'Empereur à écrire son testament. Il n'en a point été fatigué.

Le voici :

« Cejourd'hui, 15 avril 1821, à Longwood, île de Sainte-Hélène.

« Ceci est mon testament ou acte de ma volonté dernière.

« Napoléon.

I

« 1° Je meurs dans la religion catholique, apostolique et romaine, dans laquelle je suis né, il y a plus de cinquante ans.

« 2° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

« 3° J'ai toujours eu à me louer de ma très chère épouse l'impératrice Marie-Louise ; je lui conserve jusqu'au dernier moment les plus tendres sentiments. Je la prie de veiller pour garantir mon fils des embûches qui environnent encore son enfance.

« 4° Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne doit jamais combattre, ni nuire en aucune autre manière à la France. Il doit adopter ma devise : *Tout pour le peuple français.*

« 5° Je meurs prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire. Le peuple anglais ne tardera pas à me venger.

« 6° Les deux issues si malheureuses des deux

invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de Marmont, Augereau, Talleyrand et La Fayette. Je leur pardonne. Puisse la postérité française leur pardonner comme moi !...

« 7⁰ Je remercie ma bonne et très excellente mère, le cardinal Fesch, mes frères Joseph, Lucien, Jérôme, Pauline, Caroline, Julie, Hortense, Catherine, Eugène, de l'intérêt qu'ils m'ont conservé. Je pardonne à Louis le libelle qu'il a publié en 1820. Il est plein d'assertions fausses et de pièces falsifiées.

« 8⁰ Je désavoue le *Manuscrit de Sainte-Hélène* et autres ouvrages sous le titre de *Maximes, sentences*, etc., etc., que l'on s'est plu à publier depuis six ans. Ce ne sont pas là les règles qui ont dirigé ma vie.

[1]. « J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque le comte d'Artois entretenait, de son aveu,

1. Ce passage fut écrit en interligne, après avoir entendu la lecture d'un article sur le duc d'Enghien, dans une revue anglaise, qui attaquait outrageusement les ducs de Vicence et de Rovigo.

soixante assassins à Paris. Dans une semblable circonstance, j'agirais encore de même. »

II

« 1° Je lègue à mon fils les boîtes, ordres et autres objets, tels qu'argenterie, lits de camp, armes, selles, éperons, vases de ma chapelle, livres, linges qui ont servi à mon corps et à mon usage, conformément à l'état annexé, coté A. Je désire que ce faible legs lui soit cher comme lui retraçant le souvenir d'un père dont l'univers l'entretiendra.

« 2° Je lègue à lady Holland le camée antique que le pape Pie VI m'a donné à Tolentino.

« 3° Je lègue au comte Montholon 2 millions de francs, comme une preuve de ma reconnaissance des soins filiaux qu'il m'a rendus depuis six ans, et pour l'indemniser des pertes que son séjour à Sainte-Hélène lui a occasionnées [1].

« 4° Je lègue au comte Bertrand 500.000 fr.

1. L'Empereur voulait m'indemniser de la perte de la pairie et des avantages attachés à la charge de premier veneur, dont j'avais la survivance avant la Révolution et dont le roi Louis XVIII m'avait rendu les honneurs sans que je les eusse demandés.

« 5° Je lègue à Marchand, mon premier valet de chambre, 400.000 fr. Les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami. Je désire qu'il épouse une veuve, sœur ou fille d'un officier ou soldat de ma vieille garde.

« 6° Idem à Saint-Denis, 100.000 fr.

« 7° Idem à Noverraz, 100.000 fr.

« 8° Idem à Pierron, 100.000 fr.

« 9° Idem à Archambault, 50.000 fr.

« 10° Idem à Coursot, 25.000 fr.

« 11° Idem à Chandelier, 25.000 fr.

« 12° Idem à l'abbé Vignali, 100.000 fr. Je désire qu'il bâtisse sa maison près de Ponte-Nuovo di Rostino.

« 13° Idem au comte Las Cases, 100.000 fr.

« 14° Idem au comte Lavalette, 100.000 fr.

« 15° Idem au chirurgien en chef Larrey, 100.000 fr. C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu.

« 16° Idem au général Brayer, 100.000 fr.

« 17° Idem au général Lefèvre-Desnouettes, 100.000 fr.

« 18° Idem au général Drouot, 100.000 fr.

« 19° Idem au général Cambronne, 100.000 fr.

« 20° Idem aux enfants du général Mouton-Duvernet, 100.000 fr.

« 21° Idem aux enfants du brave Labédoyère, 100.000 fr.

« 22° Idem aux enfants du général Girard, tué à Ligny, 100.000 fr.

« 23° Idem aux enfants du général Chartran, 100.000 fr.

« 24° Idem aux enfants du vertueux général Travot, 100.000 fr.

« 25° Idem au général Lallemand l'aîné, 100.000 fr.

« 26° Idem au comte Réal, 100.000 fr.

« 27° Idem à Costa di Basilica, en Corse, 100.000 fr.

« 28° Idem au général Clausel, 100.000 fr.

« 29° Idem au baron Menneval, 100.000 fr.

« 30° Idem à Arnault, auteur de *Marius*, 100.000 fr.

« 31° Idem au colonel Marbot, 100.000 fr.

« Je l'engage à continuer à écrire pour la défense de la gloire des armées françaises, et à en confondre les calomniateurs et les apostats.

« 32° Idem, au baron Bignon, 100.000 fr.

« Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française, de 1792 à 1815.

« 33° Idem à Poggi di Talavo, 100.000 fr.

« 34° Idem au chirurgien Emery, 100.000 fr.

« 35° Ces sommes seront prises sur les 6 millions que j'ai placés en partant de Paris, et sur les intérêts à 5 pour 100, depuis juillet 1815. Les comptes en seront arrêtés avec les banquiers par les comtes Montholon, Bertrand et Marchand.

« 36° Tout ce que ce placement produira au delà de la somme de 5.600.000 francs, dont il a été disposé ci-dessus, sera distribué en gratifications aux blessés de Waterloo et aux officiers et soldats de l'île d'Elbe, sur un état arrêté par Montholon, Bertrand, Drouot, Cambronne et le chirurgien Larrey.

« 37° Les legs, en cas de mort, seront payés aux veuves et enfants, et, à défaut de ceux-ci, rentreront à la masse.

III

« Mon domaine privé étant une propriété dont aucune loi française ne m'a privé, que je sache, le compte en sera demandé au baron Labouillerie, qui en est le trésorier. Il doit se monter à plus de 200 millions de francs.

« Savoir : 1° Le portefeuille contenant les éco-

nomies que j'ai, pendant quatorze ans, faites sur ma liste civile, lesquelles se sont élevées à plus de 12 millions par an, si j'ai bonne mémoire.

« 2° Le produit de ce portefeuille.

« 3° Les meubles de mes palais, tels qu'ils étaient en 1814, les palais de Rome, Florence, Turin compris. Tous ces meubles ont été achetés des deniers des revenus de la liste civile.

« 4° La liquidation de mes maisons du royaume d'Italie, tels qu'argent, argenterie, bijoux, meubles, écuries. Les comptes en seront donnés par le prince Eugène et l'intendant de la couronne Campagnoni.

IV

« Je lègue mon domaine privé, moitié aux officiers et soldats qui restent de l'armée française qui ont combattu depuis 1792 à 1815 pour la gloire et l'indépendance de la nation ; la répartition en sera faite au prorata des appointements d'activité ;

« Moitié aux villes et campagnes d'Alsace, de Lorraine, de Franche-Comté, de Bourgogne, de l'Ile-de-France, de Champagne, Forez, Dauphiné,

qui auraient souffert par l'une ou l'autre invasion. Il sera de cette somme prélevé 1 million pour la ville de Brienne et 1 million pour la ville de Méri.

« J'institue les comtes Montholon, Bertrand et Marchand mes exécuteurs testamentaires.

« Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

« NAPOLÉON. »

(Sceau.)

---

16 avril. Le docteur Arnott a tellement insisté aujourd'hui pour que l'Empereur consentît à recevoir Antomarchi, que j'en conclus qu'il est plus inquiet qu'il ne le témoigne. Cependant les souffrances me paraissent beaucoup moins aiguës, et l'Empereur a pris avec l'apparence de l'appétit quelques cuillerées de crème de riz au lait d'amandes.

17 avril. La nuit a été calme, quoique la transpiration ait été très abondante. L'Empereur m'a dit au moment où, à six heures du matin, j'allais le quitter :

« Faites écrire à Antomarchi la lettre que j'exige qu'il vous écrive avant de le revoir et que je vais vous dicter. »

Antomarchi s'est soumis avec joie à prendre vis-à-vis de moi les engagements qu'exigeait l'Empereur, et qui se bornaient à un renouvellement du serment fait par lui à son arrivée à Longwood : ne jamais rien révéler de ce qu'il verrait ou apprendrait pendant ses visites chez Sa Majesté, et aussi serment de fidélité et dévouement sans réserve.

Cette exigence tenait à ce que des rapports de domesticité avaient accusé Antomarchi de quelques indiscrétions ou plaisanteries sur le soin que l'Empereur prenait de sa toilette, quoique malade.

Vers trois heures, l'Empereur m'a fait appeler. Quand je suis entré chez lui, il était sur son séant, et le feu de son regard me faisait craindre un redoublement de fièvre ; s'apercevant de mon inquiétude, il me dit avec bonté :

« Je ne suis pas plus mal, mais je me suis préoccupé en causant avec Bertrand de ce que mes exécuteurs testamentaires doivent dire à mon fils quand ils le verront ; il ne me comprend pas : lui et Lafayette sont restés ce qu'ils étaient en 1791. Avec leurs utopies, leurs idées anglaises,

leurs cahiers des états généraux, ils ne voient dans la révolution de 1789 qu'une réforme d'abus, et se refusent à reconnaître qu'elle est à elle seule toute une régénération sociale. Pour eux, je n'ai fait que du despotisme et de la gloire militaire. Bertrand est encore aujourd'hui à me dire que si au retour de Varennes l'Assemblée nationale avait décrété la déchéance de Louis XVI et la royauté du duc d'Orléans, c'eût été le plus beau jour de sa vie. Lui qui me doit tout ce qu'il est, que j'ai fait grand-officier de ma couronne, quelle démence ! Ce sont les esprits comme lui qui ont tout perdu dans la Chambre des Cent-Jours. Il n'y a rien de pis que les honnêtes gens dans les crises politiques lorsqu'ils ont la conscience fascinée par de fausses idées. Vous me comprendrez, vous ; il faudrait seulement vous bien rappeler et rassembler tout ce que je vous ai dit et dicté sur l'ambition de mon règne ; mais tout cela peut être disséminé dans votre mémoire quand il faudra en parler, mieux vaut que je résume en peu de mots les conseils que je lègue à mon fils ; vous lui détaillerez plus facilement ma pensée. Écrivez :

« Mon fils ne doit pas songer à venger ma mort ; il doit en profiter. Que le souvenir de ce que

j'ai fait ne l'abandonne jamais, qu'il reste toujours, comme moi, Français jusqu'au bout des ongles. Tous ses efforts doivent tendre à régner par la paix. S'il voulait, par pure imitation et sans nécessité absolue, recommencer mes guerres, il ne serait qu'un singe. Refaire mon ouvrage, ce serait supposer que je n'ai rien fait. L'achever, au contraire, ce sera montrer la solidité des bases, expliquer tout le plan de l'édifice qui n'était qu'ébauché. On ne fait pas deux fois la même chose dans un siècle. J'ai été obligé de dompter l'Europe par les armes; aujourd'hui il faut la convaincre. J'ai sauvé la Révolution qui périssait, je l'ai lavée de ses crimes, je l'ai montrée au monde resplendissante de gloire; j'ai implanté en France et en Europe de nouvelles idées; elles ne sauraient rétrograder. Que mon fils fasse éclore tout ce que j'ai semé; qu'il développe tous les éléments de prospérité que renferme le sol français. A ce prix il peut encore être un grand souverain.

« Les Bourbons ne se maintiendront pas. Lorsque je serai mort, il y aura partout, même en Angleterre, réaction en ma faveur. C'est pour mon fils un bel héritage. Il est possible que pour effacer le souvenir de leurs persécutions, les Anglai

favorisent le retour de mon fils en France; mais, pour vivre en bonne intelligence avec l'Angleterre, il faut à tout prix favoriser ses intérêts commerciaux. Cette nécessité conduit à deux conséquences: combattre l'Angleterre ou partager avec elle le commerce du monde. Cette seconde condition est la seule possible aujourd'hui. La question étrangère prédominera encore longtemps en France la question intérieure. Je lègue à mon fils assez de force et de sympathie pour qu'il puisse continuer mon ouvrage avec les seules armes d'une diplomatie élevée et conciliatrice. Sa position à Vienne est déplorable. L'Autriche le rendra-t-elle sans conditions? Après tout, François Ier s'est trouvé dans une position plus critique; la nationalité française n'y a rien perdu. Que mon fils ne remonte jamais sur le trône par une influence étrangère. Son but ne doit pas être seulement de régner, mais de mériter l'approbation de la postérité. Qu'il se rapproche de ma famille quand il le pourra; ma mère est une femme antique; Joseph et Eugène peuvent lui donner de bons conseils; Hortense et Catherine sont des femmes supérieures. S'il reste en exil, qu'il épouse une de mes nièces. Si la France le rappelle, qu'il

recherche une princesse de Russie; c'est la seule cour où les liens de famille dominent la politique. L'alliance qu'il contractera doit tendre à augmenter l'influence française au dehors et non pas à introduire dans le conseil une influence étrangère. La nation française est la plus facile à gouverner, quand on ne la prend pas à rebours; rien n'égale sa compréhension prompte et facile; elle distingue à l'instant même ceux qui travaillent pour elle ou contre elle; mais aussi il faut toujours parler à ses sens, sinon son esprit inquiet la ronge, elle fermente et s'emporte.

« Mon fils arrivera après des troubles civils; il n'a à redouter qu'un seul parti, celui du duc d'Orléans; ce parti germe depuis longtemps. Rapportez-lui à ce sujet ce que m'a dit Bertrand. Qu'il méprise tous les partis; qu'il ne voie que la masse. Excepté ceux qui ont trahi la patrie, il doit oublier les antécédents de tous les hommes et récompenser le talent, le mérite, les services partout où il les trouvera. Chateaubriand, malgré son libelle, est un bon Français.

« La France est le pays où les chefs ont le moins d'influence; s'appuyer sur eux, c'est bâtir sur le sable. On ne fait de grandes choses en France

qu'en s'appuyant sur les masses ; d'ailleurs, un gouvernement doit aller chercher son appui là où il est. Il y a des lois morales aussi inflexibles et aussi impérieuses que les lois physiques. Les Bourbons ne peuvent s'appuyer que sur les nobles et les prêtres, quelle que soit la constitution qu'on leur fasse adopter. C'est l'eau qui va reprendre son niveau en dépit de la machine qui l'a soulevée un moment. Moi, je me suis appuyé sur tout le monde sans exception ; j'ai donné le premier exemple d'un gouvernement qui favorise les intérêts de tous. Je n'ai pas gouverné pour ou par les nobles, les prêtres, les bourgeois ou les ateliers ; j'ai gouverné pour toute la communauté, pour toute la grande famille française. Diviser les intérêts d'une nation, c'est les desservir tous, c'est engendrer la guerre civile. On ne divise pas ce qui par nature est indivisable, on le mutile. Je n'attache aucune importance à la constitution dont je vous ai dicté les bases principales : bonne aujourd'hui, elle peut être mauvaise demain. D'ailleurs, rien ne doit définitivement se faire à cet égard sans l'assentiment formel de la nation ; mais le principe fondamental doit être l'universalité des votes.

« Ma noblesse ne sera d'aucun appui pour mon

fils ; il me fallait plus d'une génération pour qu'elle prît ma couleur, pour qu'elle conservât par tradition le dépôt sacré de toutes mes conquêtes morales. Dès 1815, tous les grands allaient franchement contre moi. Je ne comptais ni sur mes maréchaux, ni sur ma noblesse, pas même sur les colonels ; mais tout le peuple et toute l'armée, jusqu'au grade de capitaine, étaient pour moi. Ma confiance ne m'a pas trompé. Ils me doivent beaucoup ; j'étais leur véritable représentant. Ma dictature était indispensable, et la preuve, c'est qu'on m'offrait toujours plus de pouvoir que je n'en voulais. Aujourd'hui, en France, il n'y a de possible que ce qui est nécessaire. Il n'en sera pas de même pour mon fils : on lui disputera le pouvoir ; il doit prévenir tous les désirs de la liberté. Il est d'ailleurs plus facile, dans les temps ordinaires, de régner avec des chambres que seul : les assemblées prennent une grande partie de votre responsabilité, et rien n'est plus facile que d'avoir toujours la majorité pour soi ; mais il faut prendre garde et ne pas démoraliser le pays. L'influence du gouvernement est immense en France : s'il sait s'y prendre, il n'a pas besoin de corrompre pour trouver partout des appuis. Le but d'un souverain

ne doit pas être seulement de régner, mais de répandre l'instruction, la morale, le bien-être. Tout ce qui est faux est un mauvais secours.

« Jeune, j'ai eu des illusions ; j'en suis revenu bien vite. Les grands orateurs qui dominent les assemblées par l'éclat de leur parole sont, en général, les hommes politiques les plus médiocres : il ne faut pas les combattre par des paroles, ils en ont toujours de plus ronflantes que les vôtres ; il faut opposer à leur faconde un raisonnement serré, logique ; leur force est dans le vague, il faut les ramener dans la réalité des faits : la pratique les tue. Au Conseil d'État, il y avait des hommes beaucoup plus éloquents que moi ; je les battais toujours par ce simple argument : deux et deux font quatre.

« La France fourmille d'hommes pratiques très capables ; le tout est de les trouver et de leur donner le moyen de parvenir. Tel est à la charrue, qui devrait être au Conseil d'État ; tel est ministre, qui devrait être à la charrue. Que mon fils ne s'étonne pas de voir les gens les plus raisonnables en apparence lui proposer les plans les plus absurdes, depuis la loi agraire jusqu'au despotisme du Grand Turc ; tous les systèmes trou-

vent des apologistes en France. Qu'il écoute tout, mais aussi qu'il mesure tout à sa juste valeur et s'entoure de toutes les capacités réelles du pays. Le peuple français a deux passions également puissantes qui paraissent opposées, et qui cependant dérivent du même sentiment, c'est l'amour de l'égalité et l'amour des distinctions. Un gouvernement ne peut satisfaire à ces deux besoins que par une excessive justice. Il faut que la loi et l'action du gouvernement soient égales pour tous ; que les honneurs et les récompenses tombent sur les hommes qui, aux yeux de tous, en paraissent les plus dignes. On pardonne au mérite, on ne pardonne pas à l'intrigue. La Légion d'honneur a été un immense et puissant levier pour la vertu, le talent et le courage : mal employée, ce serait une peste ; on s'aliénerait toute l'armée, si l'esprit de cour ou l'esprit de coterie présidait à ses nominations ou à son administration.

« Mon fils sera obligé de régner avec la liberté de la presse. C'est une nécessité aujourd'hui. Il ne s'agit pas, pour gouverner, de suivre une théorie plus ou moins bonne, mais de bâtir avec des matériaux qu'on a sous la main ; il faut subir les nécessités et en profiter. La liberté de la

presse doit, entre les mains du gouvernement, devenir un puissant auxiliaire pour faire parvenir dans tous les coins de l'Empire les saines doctrines et les bons principes. L'abandonner à elle-même, c'est s'endormir à côté d'un danger. A la paix générale, j'aurais institué une direction de la presse, composée des plus hautes capacités du pays, et j'aurais fait parvenir jusqu'au dernier hameau mes idées et mes intentions. Aujourd'hui, il est impossible de rester, comme il y a trois cents ans, tranquille spectateur de la transformation des sociétés; il faut, sous peine de mort, ou tout conduire, ou tout empêcher.

« Mon fils doit être l'homme des idées nouvelles et de la cause que j'ai fait triompher partout. Régénérer les peuples par les rois; établir partout des institutions qui fassent disparaître les traces de la féodalité, qui assurent la dignité de l'homme, développent les germes de prospérité qui dorment depuis des siècles; faire partager à la généralité ce qui n'est aujourd'hui que l'apanage d'un petit nombre; réunir l'Europe dans des liens fédératifs indissolubles; propager dans toutes les parties du monde, aujourd'hui barbares et incultes, les bienfaits du christianisme et de la civilisation:

tel doit être le but de toutes les pensées de mon fils ; telle est la cause pour laquelle je meurs martyr. A la haine dont je suis l'objet de la part des oligarques, qu'il mesure la sainteté de ma cause. Voyez les régicides, ils étaient naguère dans le conseil d'un Bourbon ; ils rentreront demain dans leur patrie, et moi et les miens, nous expions dans les tortures les bienfaits que je voulais donner aux nations. Mes ennemis sont les ennemis de l'humanité ; ils veulent enchaîner les peuples, qu'ils regardent comme un troupeau ; ils veulent opprimer la France, faire remonter le fleuve jusqu'à sa source ; qu'ils prennent garde qu'il ne déborde ! Avec mon fils, les intérêts opposés peuvent vivre en paix, et les idées nouvelles s'entendre, se fortifier sans secousses et sans victimes ; d'immenses malheurs seraient épargnés à l'humanité. Mais si la haine aveugle des rois poursuit mon sang après ma mort, alors je serai vengé, mais cruellement vengé. La civilisation y perdra de toutes les manières, si les peuples se déchaînent ; des flots de sang seront répandus dans toute l'Europe ; les lumières disparaîtront au milieu des guerres civiles et des guerres étrangères ; il faudra plus de trois cents ans de troubles pour détruire

en Europe l'autorité royale, qui, d'hier seulement, représente les intérêts de tous, mais qui a mis plusieurs siècles à sortir des étreintes du moyen âge. Si, au contraire, le Nord s'avance contre la civilisation, la lutte sera moins longue, mais les coups seront plus funestes. Le bien-être des peuples, tous les résultats obtenus depuis tant d'années seront perdus, et nul ne peut prévoir quels en seront les résultats désastreux. Les peuples, comme les rois, ont intérêt à l'avènement de mon fils. Hors des idées, des principes pour lesquels nous avons combattu, et que j'ai fait triompher, je ne vois qu'esclavage ou confusion pour la France comme pour l'Europe.

« Vous publierez tout ce que j'ai dicté ou écrit, et vous engagerez mon fils à le lire et à le méditer. Vous lui direz de protéger tous ceux qui m'ont bien servi, et le nombre en est grand. Mes pauvres soldats, si magnanimes, si dévoués, sont peut-être sans pain ! Que de courage, que de bon sens dans ce peuple français ! que de richesses enfouies, qui ne verront peut-être plus le jour ! L'Europe marche vers une transformation inévitable : la retarder, c'est s'affaiblir par une lutte

inutile; la favoriser, c'est se fortifier des espérances et des volontés de tous.

« Il y a des désirs de nationalité qu'il faut satisfaire tôt ou tard, et c'est vers ce but qu'on doit marcher. La position de mon fils ne sera pas exempte d'immenses difficultés. Qu'il fasse, par le consentement de tous, ce que les circonstances m'ont obligé à faire par la force des armes. Vainqueur de la Russie en 1812, le problème d'une paix de cent ans était résolu; je tranchais le nœud gordien des peuples: aujourd'hui il faut le délier. Le souvenir des trônes que j'ai élevés dans l'intérêt de ma politique générale doit être écarté. En 1815, j'avais déjà exigé de mes frères qu'ils oubliassent leurs royautés et qu'ils ne prissent que le titre de princes français. Mon fils doit suivre cet exemple; car le contraire exciterait de justes alarmes. Ce n'est plus dans le Nord que se résoudront de graves questions, c'est dans la Méditerranée: là, il y a de quoi contenter toutes les ambitions des puissances, et avec des lambeaux de terres sauvages on peut acheter le bonheur des peuples civilisés. Que les rois se rendent à la raison, il n'y aura plus en Europe de matières à entretenir les haines internationales. Les pré-

jugés se dissipent, s'agrandissent, se confondent; les routes du commerce se multiplient. Il n'est plus possible à une nation de s'en conserver le monopole.

« Pour que mon fils sache si son administration est bonne ou mauvaise, si ses lois sont d'accord avec les mœurs, qu'il se fasse présenter un rapport annuel et motivé des condamnations prononcées par les tribunaux. Si les crimes ou les délits augmentent, c'est une preuve que la misère s'accroît, que la société est mal gouvernée. Leur diminution est la preuve du contraire.

« Les idées religieuses ont encore plus d'empire que ne croient certains philosophes bornés; elles peuvent rendre de grands services à l'humanité. En étant bien avec le pape, on domine encore aujourd'hui la conscience de cent millions d'hommes. Pie VII sera toujours bien pour mon fils; c'est un vieillard plein de tolérance et de lumières. De fatales circonstances ont brouillé nos cabinets; je le regrette vivement. Fesch ne me comprenait pas; il soutenait les ultramontains ennemis de la vraie religion en France. Si on vous laisse rentrer en France, vous trouverez encore beaucoup d'hommes fidèles à ma mémoire. Le plus beau mo-

nument qu'ils puissent m'élever, c'est de réunir en un corps d'ouvrage toutes les pensées que j'ai émises au Conseil d'État pour l'administration de l'Empire ; c'est de réunir toutes mes instructions à mes ministres, et de faire la nomenclature de tous les travaux que j'ai entrepris, de tous les monuments que j'ai élevés en France et en Italie. Maret, Daru, Molien, Merlin, Cambacérès, peuvent contribuer à ce travail ; ce sera le complément de ce que je charge Bignon d'écrire sur ma politique extérieure, et les généraux que je vous ai indiqués, sur mes guerres. Il faudra distinguer, dans ce que j'ai dit au Conseil d'État, les mesures bonnes pour le moment de celles dont l'application est éternellement vraie.

« Que mon fils lise et médite souvent l'histoire ; c'est là la seule véritable philosophie. Qu'il lise et médite les guerres des grands capitaines ; c'est le seul moyen d'apprendre la guerre.

« Mais tout ce que vous lui direz, tout ce qu'il apprendra lui servira peu, s'il n'a pas au fond du cœur ce feu sacré, cet amour du bien qui seul fait faire les grandes choses.

« Mais je veux espérer qu'il sera digne de sa destinée.

« Si on ne vous laisse pas aller à Vienne..... »

L'Empereur se sentit tout à coup hors d'état de continuer ; sa voix s'éteignit, et je m'effrayai tellement en portant mes regards sur lui, que je le suppliai de suspendre sa dictée et de consentir à prendre une cuillerée de potion. J'eus raison, car ses forces étaient épuisées.

18 avril. Rien de nouveau dans la marche de la maladie. Antomarchi, qui accompagnait le docteur Arnott à sa visite du matin, nous a assuré qu'il espérait ; mais le docteur Short et le docteur Mitchels, venus dans le cours de la journée en consultation avec les docteurs Arnott et Antomarchi, ne partagent pas cette espérance.

20 avril. Cette nuit, vers une heure, l'Empereur m'a exprimé le désir de causer avec l'abbé Vignali et m'a ordonné de le faire appeler, ajoutant : « Vous nous laisserez, mais vous reviendrez dès qu'il sera sorti de ma chambre. Arrangez-vous de manière à ce que l'on ne sache pas que je l'aie vu cette nuit. » J'obéis : l'abbé Vignali resta une heure près de l'Empereur. Quand je rentrai, l'Empereur était très calme ; sa voix ne témoignait d'au-

cune émotion ; il a causé quelques instants religion, m'a demandé sa potion, et s'est endormi. Il dormait encore quand M. Marchand est venu me relever.

Depuis quelques jours l'Empereur se plaignait du manque d'air dans sa petite chambre à coucher ; il a profité d'un peu de calme pour se faire transporter dans la pièce qui lui servait de cabinet.

21 avril. Nouvelle consultation des médecins anglais, mais entre eux.

22 avril. Les transpirations de la nuit continuent d'être très abondantes ; cette nuit encore j'ai changé l'Empereur sept fois. Cependant il y a en masse plus de calme, les douleurs sont moins intenses ; mais le goût devient fantasque et l'amaigrissement extrême.

4 avril. L'Empereur m'a de nouveau parlé de son testament. Il pense à y ajouter par codicilles plusieurs dispositions dont il chargerait l'Impératrice et le prince Eugène. Son imagination travaille sans cesse pour trouver des ressources à livrer

à ses libéralités. Chaque jour lui rappelle un ancien serviteur qu'il voudrait rémunérer. Je dois dire ici qu'il a commis une erreur bien regrettable en comptant au nombre des réclamations dont il chargeait ses exécuteurs testamentaires la valeur de traites de l'île d'Elbe, qu'il croyait restées en 1815 dans le portefeuille de son trésorier, le baron Peyrusse, car le général Bertrand a déclaré que dès cette époque ces traites avaient été protestées et reconnues sans valeur par l'effet des événements politiques ; et l'arrêté fait par le grand maréchal dans les Cent-Jours de la comptabilité de ce trésorier atteste leur parfaite régularité.

C'est un témoignage que je rends avec plaisir au dévouement et à l'honneur de M. Peyrusse.

26 avril. La nuit a été assez calme jusqu'à quatre heures du matin. A ce moment, l'Empereur m'a dit avec une émotion remarquable : « Je viens de voir ma bonne Joséphine, mais elle n'a point voulu m'embrasser ; elle s'est envolée au moment où j'ai voulu la prendre dans mes bras. Elle était assise là ; il me semblait que je l'avais vue la veille ; elle n'est pas changée, toujours la même, toujours tout dévouement pour moi ;

elle m'a dit que nous allions nous revoir pour ne plus nous quitter. Elle m'assure que... L'avez-vous vue ? » Je me suis bien gardé de lui rien dire qui pût augmenter l'exaltation fébrile qui ne m'était que trop démontrée. Je lui ai fait boire de la potion, je l'ai changé, et il s'est endormi ; mais, à son réveil, il m'a de nouveau parlé de l'Impératrice Joséphine, et je l'eusse impatienté inutilement si je lui avais dit que ce n'était qu'un rêve.

La lecture d'un journal anglais a réveillé chez l'Empereur une de ces impressions terribles contre lesquelles sa raison était impuissante, mais qui toujours prennent naissance dans un noble sentiment. Le malheur voulut que Bertrand ne s'aperçût pas assez vite, en traduisant et lisant tout à la fois, que l'article qu'il traduisait était un infâme libelle contre Caulaincourt et Savary ; et lorsqu'il s'arrêta, l'Empereur l'obligea à continuer ; puis l'interrompant tout à coup : « C'est indigne ! » Il me fit appeler, m'ordonna de lui apporter son testament, l'ouvrit, et écrivit en interligne sans nous dire un mot : « J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple

français, lorsque le comte d'Artois entretenait, de son aveu, soixante assassins dans Paris. Dans une semblable circonstance j'agirais encore de même. »

Ce peu de lignes écrites, il me rendit le testament et nous congédia de la main.

27 avril. La nuit a été pénible ; l'agitation fébrile n'a cédé que vers quatre heures aux abondantes transpirations, qui m'ont obligé de changer l'Empereur plusieurs fois. A peine s'il a eu deux heures de sommeil. Sitôt que M. Marchand fut venu me remplacer à six heures du matin, il s'occupa à cacheter et à sceller avec des faveurs ses testaments et codicilles. Il semblait qu'il eût hâte de s'ôter le pouvoir d'obéir à la réflexion qui lui eût conseillé d'effacer l'intercalation de la veille.

Les testaments cachetés, il a fait faire l'inventaire de ses cassettes : la plus grande partie de la matinée s'est passée à ce travail ; il a également fait mettre sous enveloppe six millions de valeurs à son ordre ; il a lui-même écrit et signé toutes les suscriptions des enveloppes en écrivant sur une petite planche de carton : je lui tenais l'encrier. Ce travail était bien fatigant pour lui : des accès

de vomissement purulent l'ont interrompu à plusieurs reprises.

A neuf heures du soir il a fait appeler le grand maréchal et l'abbé Vignali, et a fait dresser par Bertrand un procès-verbal légal de l'existence des pièces que M. Marchand et moi avions scellées, et il a voulu que tous nous y apposions également nos cachets et nos signatures.

L'Empereur a voulu changer de chambre. « Il n'y a pas assez d'air, » nous a-t-il dit, et il s'est fait transporter dans le salon. Il a beaucoup parlé aujourd'hui, et se trouvant mieux, disait-il, il a voulu écrire un huitième codicille ; mais il n'a pu l'achever, et m'en a dicté plusieurs articles.

30 avril. A partir d'aujourd'hui, Antomarchi veillera dans la salle à manger, car il n'est plus possible de se faire illusion sur le danger. Tout espoir est perdu, le docteur Arnott nous l'a déclaré ; cependant l'Empereur conserve toute sa tête, toute sa volonté. Bertrand, qui me voit épuisé de fatigue, lui a proposé encore ce matin de le veiller à ma place ; il lui a répondu : « Je vous l'ai déjà dit, Montholon me suffit ; c'est votre faute *si je me suis accoutumé à ses soins, qui sont*

pour moi ceux d'un fils. Aujourd'hui, je n'en veux plus d'autres. *C'est lui qui recevra mon dernier soupir; ce sera la récompense de ses services. Ne m'en parlez plus.*»

CHAPITRE XVIII

Mort de l'Empereur, le 5 mai 1821.

5 mai. La nuit a été très mauvaise ; vers deux heures du matin, le délire était évident et accompagné de crispations nerveuses. Un instant, j'ai cru distinguer des mots sans suite : *France*, *Armée*, *Tête d'Armée*, *Joséphine ;* au même moment, l'Empereur s'est élancé hors de son lit par un mouvement convulsif, contre lequel j'ai vainement lutté ; sa force était telle, qu'il m'a renversé en m'entraînant avec lui sur le tapis. Il me serrait si vivement que je ne pouvais appeler à mon aide. Heureusement que Archambault, qui veillait dans la pièce voisine, a entendu du bruit et est accouru pour m'aider à replacer l'Empereur sur son lit. Quelques secondes après, le grand maréchal et M. Antomarchi, qui s'étaient jetés sur un canapé de la bibliothèque, sont venus également ; mais déjà l'Empereur était recouché et calme.

Il paraissait dormir tranquillement, quand je l'ai quitté à six heures du matin; mais à peine avais-je eu le temps de me jeter sur mon lit, qu'on vint me chercher en hâte: le râle de la mort commençait!

Quand je me suis approché du lit, l'Empereur a porté son regard sur moi et m'a fait signe de lui donner à boire; mais déjà il ne pouvait avaler; ce n'est qu'à l'aide d'une éponge humectée d'eau sucrée qu'il y eut moyen d'étancher sa soif en pressant constamment l'éponge contre ses lèvres.

Il est resté immobile depuis ce moment jusqu'à cinq heures quarante-neuf minutes du soir, qu'il a rendu le dernier soupir; toujours sur le dos, la main droite hors du lit, l'œil fixe, paraissant absorbé dans une profonde méditation, sans l'apparence d'aucune souffrance. Les lèvres légèrement contractées, l'ensemble de sa figure exprimait de douces impressions.

Toutes les fois que M. Antomarchi a voulu me relever dans le soin d'humecter ses lèvres avec l'éponge, il l'a repoussé de la main en portant son regard vers moi.

Comme le soleil se couchait, l'Empereur quittait la terre, et je perdais plus qu'un père!

J'ai pieusement rempli le devoir que son affection paternelle pour moi m'a confié, je lui ai *fermé* les yeux.

Immédiatement après sa mort, j'ai écrit la lettre qu'il m'avait dictée le 28 pour annoncer sa mort, et l'ai fait porter à sir Hudson Lowe, en faisant au même moment prévenir le docteur Arnott et le capitaine d'ordonnance, qui sont entrés constater la mort ; tous deux ont témoigné de leur respect et de leur douleur, en obéissant à ce cruel devoir.

Le médecin en chef de la garnison et le médecin en chef de l'escadre sont entrés ensuite, et ont froidement posé la main sur le cœur de l'Empereur. Ils ne voyaient dans cet acte que l'accomplissement d'une formalité, d'un devoir, et ne paraissaient pas même se douter que le cœur qui venait de cesser de battre fût celui d'un de ces hommes extraordinaires et privilégiés qui apparaissent de siècle en siècle comme une manifestation de la toute-puissance de l'âme humaine.

A sept heures du soir, sur la demande du grand maréchal, M. Marchand et moi, nous nous sommes réunis à lui pour dresser les procès-verbaux suivants de la mort de l'Empereur et de la remise qui m'a été faite par M. Marchand des actes

testamentaires, ainsi que de l'enveloppe contenant les reçus des dépôts d'argent. Je fus obligé de m'arrêter, en écrivant le récit des événements de la journée : car je me sentais épuisé de douleur encore plus que de fatigue. Je le regrette vivement aujourd'hui.

Tant de cruelles émotions étaient trop fortes pour des femmes et des enfants. Napoléon Bertrand est tombé sans connaissance en posant ses lèvres sur la main glacée de l'Empereur.

Procès-verbal du décès de l'Empereur.

« A défaut des officiers de l'état civil de la famille impériale désignés par les sénatus-consultes y relatifs, nous, comte Bertrand, lieutenant général, grand maréchal de l'empereur Napoléon, et comte de Montholon, lieutenant général, aide de camp de Sa Majesté, tous deux agissant comme officiers civils de sa maison, avons rédigé le présent acte, à l'effet de constater qu'aujourd'hui, cinq mai mil huit cent vingt et un, à cinq heures quarante-neuf minutes de l'après-midi, l'empereur Napoléon est décédé dans ses appartements à Longwood, île Sainte-Hélène, à la suite d'une lon-

gue et pénible maladie, dans le sein de la religion catholique, apostolique et romaine, en présence de nous soussignés, et de toutes les personnes de la maison de Sa Majesté, en service à Longwood.

« Longwood, île Sainte-Hélène, 5 mai 1821.

« *Signé :* le comte BERTRAND.
« le comte de MONTHOLON. »

Sir Hudson Lowe nous avait signifié que, conformément aux ordres de son gouvernement, il s'opposait à l'embaumement du corps ; mais ce ne fut qu'au moment où M. Antomarchi se disposait à renfermer le cœur dans un vase d'argent rempli d'esprit de vin, pour nous conformer aux instructions de l'Empereur, qui nous avait ordonné de le porter à l'Impératrice, que le gouverneur nous fit déclarer qu'il s'y opposait, et que l'estomac seul serait ainsi conservé pour être envoyé en Angleterre.

Cette déclaration donna lieu à une vive discussion. Tout ce que nous pûmes obtenir fut que le cœur, ainsi que l'estomac, seraient conservés dans de l'esprit de vin, renfermés dans des vases

d'argent et placés dans le cercueil. J'obtins aussi la permission de mettre dans le cercueil, conformément à l'ordre que j'en avais reçu de l'Empereur, une collection de monnaies d'or de son règne.

L'autopsie terminée, l'Empereur fut de nouveau revêtu de l'habit des chasseurs de sa garde et exposé sur son lit de camp dans la chambre qui précédait sa chambre à coucher d'habitude, et en face la porte-fenêtre ouvrant sur le petit jardin. Un crucifix fut placé sur sa poitrine.

Les régiments de la garnison et de nombreux détachements des équipages de l'escadre en grande tenue, mais sans armes, ont défilé devant ses dépouilles mortelles. Tous, officiers, soldats ou marins, ont mis le genou à terre au moment de ils se sont trouvés en face de la porte-fenêtre. Quelques officiers ont sollicité l'honneur de porter leurs lèvres au coin du manteau de Marengo, dont nous avions recouvert les pieds de l'Empereur.

Le grand maréchal, M. Marchand et moi entourions le lit de l'Empereur; l'abbé Vignali était en prières au pied du lit.

Le capitaine Crokat, du 20e régiment, officier

d'ordonnance à Longwood, est parti ce soir, à bord de l'*Achéron*, pour porter en Angleterre la nouvelle de le mort de l'Empereur, ainsi que le procès-verbal de l'autopsie.

7 mai. Ce matin, toute la population créole est venue en procession à Longwood pour payer un dernier hommage de respect à l'illustre captif, qui avait gagné leur amour et leur admiration.

A deux heures après-midi, tout étant prêt pour placer les dépouilles mortelles de l'Empereur dans le cercueil qui devait pour toujours les renfermer, nous avons procédé à cette cruelle opération.

Procès-verbal d'ensevelissement.

« Cejourd'hui, sept mai mil huit cent vingt et un, à Longwood, île de Sainte-Hélène, le corps de l'empereur Napoléon, étant revêtu de l'uniforme des chasseurs de sa garde, a été, par nous soussignés, déposé dans un cercueil de fer-blanc, doublé de satin blanc, oreiller et matelas de même étoffe. Nous y avons également déposé le cœur, renfermé dans un vase d'argent, surmonté de l'aigle impériale, et la boîte contenant l'estomac ;

de plus, un vase d'argent aux armes impériales, un couvert d'argent *dito*, une assiette *dito*, six doubles napoléons d'or de France, quatre napoléons simples d'or, un double napoléon d'argent, deux doubles napoléons d'or d'Italie.

« Ce premier cercueil, ayant été soudé en notre présence, a été placé dans un autre en plomb, lequel, après avoir été également soudé, a été renfermé dans un troisième cercueil de bois d'acajou.

« Le cercueil a été placé sur le lit de camp, dans la chapelle ardente, et recouvert d'un drap mortuaire en velours, sur lequel nous avons étendu le manteau que, depuis la bataille de Marengo, l'Empereur portait dans toutes ses campagnes.

« Après quoi nous avons dressé et signé le présent procès-verbal, les jour et an que dessus.

« *Signé :* le comte de MONTHOLON,

« le comte BERTRAND,

« MARCHAND. »

TABLE DES MATIÈRES

